

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°210  
NOVEMBRE 96

25 F

MOI MA SANTÉ (9) :  
LE RÔLE AMBIGU  
DE LA MÉDECINE

ESSAIS :  
CACHEZ CES BOMBES  
QUE JE NE SAURAI VOIR...

ECHANGES  
LOCAUX  
LES S.E.L.  
À L'ESSAI

ÉCOLOGISTES :  
L'IMPLOSION  
EST-ELLE  
FINIE ?



# Sommaire

**S.E.L. :**

- Zombi goûté sel, li pas mandé rêté**  
de *François de Ravignan* .....page 4
- L'amorce d'une relance économique ?**  
de *Denis Clerc* .....page 8
- Entre solidarité et économie marchande**  
d'*Alain Lipietz* .....page 10
- + contacts groupes ..... page 13
- Alternatives ..... page 14
  - Anglais ou espéranto ?
- Femmes ..... page 15
- Nord-Sud ..... page 16
  - Drôles de jouets
  - Les dictatures carburent au super
  - Philippines : parc naturel contre population
- Annonces ..... page 17
- Environnement ..... page 18
  - Victoire pour les trains pendulaires
  - Lyon : pour une ville sans voitures
  - Vallée d'Aspe
- Politique ..... page 20
  - Israël-Palestine : le coût humain
  - Ecologistes : la fin de l'implosion ?
- Essais nucléaires :**
- Cachez ces bombes que je ne saurais voir...**  
de *Marie-Pierre Bovy* ..... page 21
- Paix ..... page 22
  - Pour un service civil de paix
  - Première rencontre d'objecteurs en Afrique
- Energies ..... page 23
- Nucléaire ..... page 24
  - EDF : médecin du travail licencié
  - Rencontre antinucléaire
  - Superphénix
- Société ..... page 26
  - Sans-Papiers
- Santé ..... page 27
  - Amiante : premières informations judiciaires
  - Les risques du téléphone mobile
- Moi, ma santé (9) :**
- Le rôle ambigu de la médecine**  
de *Serge Mongeau* ..... page 28
- Livres ..... page 34
- Courrier ..... page 38
- Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 4 octobre 1996.

## Le père Noël est en or dur !

**C**ela fait maintenant trois ans que l'on vous demande de l'argent pour contribuer à l'achat collectif du local où nous sommes. Et comme dirait Juppé (ou Netanyahu ?), on voit le bout du tunnel ! Pour terminer la souscription "Un Toit pour l'Ecologie", il nous manque moins de 10 % de la somme. Alors pour finir au plus vite, on vous propose un échange :

- *Nous envoyons à une ou des personnes de votre choix, juste avant Noël, un exemplaire du jeu "Sortir du nucléaire". Ce jeu qui imite le célèbre jeu de l'oie amusera les petits comme les grands. Les petits seront attirés par le damier et les grands par la règle du jeu qui n'est pas sans humour.*
- *Vous nous indiquez si vous voulez que l'on indique de qui vient le jeu...*
- *Vous nous réglez 100 F par jeu.*

Ce jeu a été réalisé par Silence pour le compte des Européens contre Superphénix et nous avons négocié nos droits d'auteurs sous forme de jeux gratuits : il nous en reste largement de quoi finir la souscription.

Et si le jeu ne vous intéresse pas, ce n'est pas grave, vous pouvez quand même nous faire un don !

**Et pour en finir avec l'achat du local...**

Au bout de la souscription, Silence aura donc collecté 150 000 F qui sont convertis au fur et à mesure en parts dans la Société Civile propriétaire du local. La valeur du local étant de 660 000 F. Silence sera, en gros, co-propriétaire d'un quart du capital. Nous avons fixé cette barre de 150 000 F car c'est ce que nous aurait coûté un local mal placé si nous avions dû trouver un local seul... En se mettant à plusieurs, cela nous permet d'avoir un local de bonne qualité. D'où vient le reste des 660 000 F ? La SCI est constituée de parts de 2500 F. Les 7 autres associations ont également des parts ; enfin, chacun a lancé des appels dans son entourage et Silence - grâce à la revue - a ainsi pu collecter près de 150 000 autres francs. Entre tous, actuellement, nous avons collecté 530 000 F, le reste est couvert par un prêt bancaire que nous remboursons à raison de 5000 F par mois. Il nous manque donc encore 130 000 F à trouver en un peu moins de 3 ans. Il ne s'agit plus de dons comme dans le cas d'"Un toit pour l'écologie" mais d'un achat en co-propriété du local. Quand tout le capital sera réuni, chaque co-propriétaire recevra un acte notarié comme si vous achetiez un appartement à plusieurs. Cet acte notarié est revendable comme pour un appartement. Il va de soi que les associations essaieront de racheter les parts mises en vente dans le futur, progressivement. Comme il est souvent difficile de sortir 2500 F de sa poche, le notaire nous a indiqués la possibilité d'acheter une part en 5 fois en envoyant 5 chèques de 500 F avec la fiche à remplir. Ces cinq chèques sont débités sur 10 mois. Si vous désirez acheter des parts, vous pouvez écrire à Jacques Caclin Mpouma, à Silence, qui vous enverra la fiche à remplir pour le notaire.

## Prochains numéros

Il est toujours très dangereux d'annoncer les prochains numéros, parce que souvent l'actualité pousse à décaler certains dossiers. Ce qui est sûr, c'est que nous sommes à l'étroit dans nos 40 pages, ce qui nous amène à reporter des articles sur de longs mois. Ainsi, le dossier SEL de ce mois-ci sera complété par deux articles dans les deux prochains numéros. En décembre, la "une" devrait porter sur l'"équivoque humanitaire", celle de janvier sur "écologisme, non-violence et Etat". D'ores et déjà, le numéro de janvier est programmé en double pour décongestionner le frigo (le frigo, c'est là où on met les articles disponibles d'avance). Au printemps, on devrait avoir un dossier sur les écoles différentes, un autre sur la sortie du nucléaire en Europe... La série "Moi, ma santé" devrait se terminer aussi en ce printemps 97 et une autre série devrait commencer alors sur "Femmes et santé". Comme on le voit, la question pour nous n'est pas "qu'est-ce qu'on va mettre dans le prochain numéro ?" mais plutôt "qu'est-ce qu'on peut reporter à un prochain numéro".

## Un toit pour l'écologie

**A**fin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 660 000 F), nous avons lancé une souscription.

<b>Au mois de septembre, nous avons reçu :</b>	
De Blic P. (Ardèche)	200 F
Deroche L. (Haute-Loire)	500 F
Fouque N. (Seine-St-Denis)	50 F
Humbert M. (Rhône)	200 F
Jalavoyes P. (Moselle)	100 F
Joannin P. (Isère)	200 F

Lavallée S. (Hauts-de-Seine)	100 F
Perrot P. (Hauts-de-Seine)	250 F
Rocher F. (Oise)	200 F
Tardivat R. (Allier)	100 F
Thiebaud C. (Essonne)	1000 F
Trivier C. (Côte d'Or)	100 F
Wain P. (Loir et Cher)	250 F
<b>Total :</b>	<b>3250 F</b>
<b>Reste à trouver :</b>	<b>12 556 F</b>

Envoyez un chèque, même modeste, à l'ordre de "Un toit pour l'Ecologie"...

Pour les dons supérieurs à 100 F, nous vous offrons un jeu "Sortir du nucléaire".

## SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"  
9 rue Dumenge, 69004 LYON  
Tel: 04 78 39 55 33  
CCP 650 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorcin - Tel: 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, dessins).....

N° de Commission paritaire: 64946  
N° ISSN 0756-2640  
Date de parution: 4ème trimestre 1996  
Tirage: 3 700 ex

### Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Trésorière : Myriam Cognard  
Administrateurs : Jacques Caclin-Mpouma  
Michèle Dussault-Delorme

### Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard  
Michel Jarru  
Publicité : Michel Jarru  
Relations commerciales : Eve Malafosse  
Documentation : Claude Ciolet  
Rédaction : Patrice Bouveret  
Christian Glasson  
René Hamm

Michèle Dussault-Delorme  
Sylviane Poulencard  
Francis Vergier  
Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Ginevald  
Henri Fersal  
Henri Pezerat  
André Picot

Dessinateurs : Altho  
Mullo  
Lasserpe

Correctrices : Catherine Forestier  
Charlita Grossmard  
Hubert Plisson  
Christiane Chapon  
Elise Dumont  
Déborah Gaudin  
Loïc Gaudin  
Maloin  
Vincent Marlin  
Bernard Parez  
Christian Rony  
Xavier Sérédine  
Myriam Travostino  
Raymond Vignal  
Suzanne Vignal  
Georges David  
Alain Claude-Gallié  
Eric Marquis  
José Oria  
Mireille Oria  
Perline  
Jean-Luc Thierry  
Agir Ici  
Marie-Pierre Bovy  
Denis Clerc  
Leocort  
Alain Lipietz  
Serge Mongeau  
François de Ravignan

### Correspondants :

### Et pour ce numéro :

## Venez nous voir !

**N°211 - Décembre**

Comité de rédaction (clôture des articles)  
**samedi 26 octobre à 14 h**

(Clôture des brèves : jeudi 31 octobre à 12 h)

Expédition

**vendredi 15 novembre à 18 h**

**N°212-213 - Janvier**

Comité de rédaction (clôture des articles)  
**samedi 23 novembre à 14 h**

(Clôture des brèves : vendredi 29 novembre à 12 h)

Expédition

**vendredi 13 décembre à 18 h**

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.



## EDITORIAL

# SEL que j'aime !

**E**n un an, plus de 100 SEL ont vu le jour autour de l'idée d'une monnaie locale d'échange. Entre 5000 et 10 000 personnes se sont investies dans ce qui reste une aventure, tant les SEL naviguent à la limite de la légalité. Mais que d'idées soulevées en un an !

On redécouvre les vertus du développement local, de la démocratie de base, de la solidarité, de la consommation utile, du partage des ressources, de la valeur d'échange d'un bien, de la valeur du travail...

100 SEL, c'est 100 laboratoires expérimentaux.

Bien sûr, il y aura des retours de bâton. Denis Clerc, dans ce numéro, prédit même comment l'Etat peut récupérer économiquement le principe... Mais c'est oublier la dimension humaine que développe aussi bien François de Ravignan ici que Serge Latouche le mois prochain.

Face à l'argent froid de l'Etat que l'on gaspille, que l'on grapille, voilà que le SEL crée une nouvelle relation entre ceux qui échangent. Finie l'impression de se faire avoir, maintenant on tisse des liens. L'échange devient positif. On existe, on s'ouvre, on dialogue, on discute, on tente... et on sort de la pensée unique. Soyons réalistes demandons l'impossible !

Nous butterons sur les limites de l'autonomie - nous prédisent ici Alain Lipietz et Denis Clerc ? Cherchons comment repousser ces limites ! (1) Un proverbe burkinabé dit : "Les fourmis rouges si elles s'unissent peuvent soulever un éléphant".

**Francis VERGIER**

(1) Voir la réflexion d'Ingmar Grandstedt dans le Hors-série de Silence "Du chômage à l'autonomie conviviale".

Pour des raisons de place, il nous est impossible de publier la totalité de ce dossier sur un numéro. Vous trouverez donc ici trois textes qui seront complétés le mois prochain par un texte de Serge Latouche qui compare les SEL et l'économie informelle en Afrique. Enfin, dans le numéro de janvier, nous concluerons par une interview de François Terris, l'un des fondateurs du premier SEL français.



# ZOMBI GOUTÉ SEL, LI PA MANDÉ RÉTÉ !

**C'**est du créole haïtien : "le zombie a goûté du sel, il ne veut plus s'arrêter" : on chantait cela en 1984, dans l'attente du "déchoukage" de Jean-Claude Duvalier ; il paraît que le régime sans sel est là-bas une condition nécessaire de la zombification. Mais si

mot de pays, et plus encore depuis que j'ai appris - il y a peu - qu'il a ses racines dans un vocable indo-européen, *pag*, qui signifie *tenir*. Le pays est ce à quoi l'on tient et ce qui vous tient. Le nôtre - je ne parle que du pays que je connais bien, c'est-à-dire de la partie autochtone du périmètre "salé" par

notre région, il a commencé avec celui de l'agriculture, résultat direct de la concurrence internationale inaugurée au siècle dernier. Quand la laine d'Australie, à la faveur des traités de libre-échange, de l'ouverture du canal de Suez et de la baisse des frêts maritimes liée à la marine à vapeur, vient alimenter les tissages de Mazamet, Limoux, Carcassonne, Lavalenet, le mouton local n'a plus qu'à disparaître. Avec lui régresse aussi la culture du blé, dont l'élevage ovin assurait l'indispensable fertilisation ; et, pour achever le désastre, le chemin de fer apporte jusqu'ici les blés... d'Ukraine, moins chers. Il ne reste plus qu'à planter de la vigne, partout où l'on peut, ce qui veut dire aussi générer les crises inhérentes à toute monoculture, nécessairement sensible aux maladies comme aux effets d'une surproduction bientôt chronique. D'ailleurs on ne peut pas planter de vigne partout et, dans les piémonts ou œuvre notre SEL, c'est assez limité...

**Un des grands mérites du SEL, c'est de réhumaniser l'acte d'échange. François de Ravignan fait ici un premier bilan de son expérience du SEL pyrénéen.**

le zombie se met à manger du sel, il ne veut plus de l'ancien régime, reprend ses esprits, et veut quitter son exploiteur... Je ne pense pas que ce soit par hasard ou simple jeu d'initiales que ce mot SEL ait été choisi pour désigner les "systèmes d'échanges locaux" qui fleurissent aujourd'hui un peu partout en France. Ici, comme en Haïti, le sel est symbole de la saveur de la vie, en même temps que de sa résistance à la corruption. Quant à moi, qui participe concrètement, bien que très modestement, au SEL pyrénéen, j'y vois d'abord l'outil d'une espérance, celle, tout simplement, d'empêcher le pays de mourir.

J'aime en effet ce pays, bien sûr, et je l'aime peuplé. J'aime aussi, et de plus en plus ce simple

nos soins - n'a pas réussi à *tenir* ses habitants ; par rapport au milieu du siècle dernier, nous avons perdu la moitié de la population ; beaucoup de communes rurales en ont perdu les quatre cinquièmes. Quant aux habitants, ils n'ont pas non plus réussi à *tenir* leurs terroirs : la production agricole a ici diminué de 40 % depuis un siècle, en dépit des augmentations de rendement sur les terres cultivées résiduelles. L'activité industrielle, du chapeau à la chaussure, elle, ne cesse de régresser. L'important apport néo-rural des deux dernières décennies - qui forme le gros des troupes du SEL - compense tout juste le vieillissement démographique... Pourquoi donc ce déclin économique ? Dans

## Court-circuiter le système

Quelle autre solution alors, pour *vivre et travailler au pays* que d'échanger au maximum à l'intérieur de la région, en circuits courts, et d'échapper à la concurrence de produits extérieurs moins chers ; soit que l'on accorde une préférence à la production de son voisin, parce qu'on estime qu'il a le droit de vivre (et que c'est un avantage appréciable, à la campagne, que d'avoir un voisin,



même d'un peu loin), ou encore qu'on préfère la qualité d'un produit dont on sait d'où il sort. En 1988, j'avais ainsi repéré dans ma région, une demi-douzaine de petits producteurs de blé (biologique) qui transformaient leur production en pain vendu directement par tournée auprès de consommateurs locaux. Cette activité assurait l'essentiel de leur revenu. Etonnant ! Car le moins qu'on puisse dire est que la culture du blé n'est guère "concurrentielle" dans nos régions, non plus que la fabrication artisanale du pain dans un four à bois... *Et pourtant, elles tournent, et continuent de tourner. Pourtant, à cette époque, lorsqu'on parlait de développer ce genre de circuits, y compris dans les réunions à majorité néo-rurale, on n'était pas entendu : la croyance dans une réforme du système, susceptible de permettre la réhabilitation des régions marginalisées ou de restreindre la montée du chômage était sans doute encore trop forte...*

François Partant qui, dès 1979, jugeait de tels objectifs contradictoires avec l'orientation générale de l'économie (1), et que je rencontrais souvent dans les années suivantes, voyait dans l'échange déconnecté une possibilité de survie, non seulement dans les régions marginalisées, mais plus généralement pour les personnes mises au chômage de par l'évolution du système. Peu de temps avant sa mort (survenue en 1987), il écrivait :

*"Pour simplifier l'exposé de ce que les chômeurs pourraient faire, empruntons un exemple à la fiction, avant de constater que la réalité peut, elle aussi, en offrir. Imaginons qu'un paquebot fasse naufrage au cours d'une croisière. Quelques centaines de personnes en réchappent et se trouvent sur une île déserte, où elles savent que personne ne viendra les chercher. Les naufragés vont devoir s'organiser pour survivre. Après avoir fait l'inventaire des ressources de l'île, ils se répartissent les tâches, les uns étant à la charge de fournir la nourriture, les autres de construire des abris, etc... Si, ayant trouvé des*



**François de Ravignan** est agronome. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *"La faim, pourquoi ?"* paru en 1993 aux éditions Syros et *"L'avenir d'un désert : au pays du Sud-Audois"* paru en 1996 aux Ateliers du Gué.

*épis sauvages, ils décident de cultiver du blé, ils ne se demanderont pas si leurs rendements à l'hectare seront comparables à ceux de la Beauce, ni si leur production céréalière sera compétitive avec celle des Etats-Unis. La seule question sera de savoir si la récolte de blé assurera du pain à tout le monde. Il en sera de même pour toute autre activité productive"* (2).

#### **Le SEL contre le salariat ?**

L'utopie d'hier, tournée alors en dérision, commencerait-elle aujourd'hui de prendre corps ?

En août 1994, aux journées d'été du CIEPAD (3) fondé par Pierre Rabhi, les systèmes d'échange à monnaie interne sont à l'ordre du jour, les LETS britanniques en particulier, dont des représentants se sont déplacés à l'occasion. Entre temps, quelque chose prend naissance dans le piémont sous-pyrénéen : me rendant en Ariège en janvier 1995, pour échanger avec des correspondants de là-bas nos expériences de luttes contre le chômage, je suis sollicité par les mêmes personnes pour adhérer au SEL qui vient de se créer, le premier en France :

*- oui, bien sûr, ça m'intéresserait de faire débroussailler*

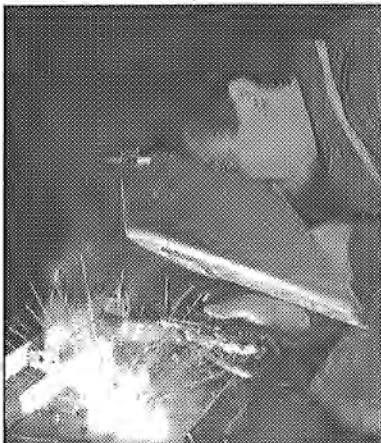
(1) François Partant, *"Que la crise s'aggrave"*, Ed. Solin, 1979.

(2) François Partant, *"Lettre au Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs"*.

(3) Carrefour international d'échanges et de pratiques appliqués au développement. Le Triol, 34380 Viols-le-Fort. tél : 04 67 55 07 97.



Garde d'enfants



Bricolage



Aide à des travaux difficiles

*La liste des échanges qui peuvent s'effectuer par des SEL est extrêmement diversifiée : produits agricoles, services agricoles, jardinage, bois, prêt de matériel, bricolage, garde d'enfants, mise à disposition de matériel, récupération et occasion, artisanat, cours, encadrement de loisirs, aide en communication...*

*Et avantage sur le troc, la monnaie virtuelle permet des échanges entre tous les participants d'un SEL, sans avoir à rechercher une réciprocité immédiate.*

*mon terrain, ce que je ne peux pas faire par mes propres moyens. Mais qu'est-ce que je vais proposer en échange ? Je ne sais rien faire !*

*- comment tu ne sais rien faire ? Mais tu sais écrire : tu peux corriger des textes... Nous-mêmes, on t'en enverra...*

... et me voilà inscrit sous le numéro 161 (il y a maintenant, moins de deux ans après, 500 adhérents). Je téléphone donc à un "offreur" de travaux de débroussaillage. Il habite à plus de cent kilomètres. Je paierai donc l'essence du transport en argent, mais le travail en "grains de sel", tant de l'heure, au tarif que nous fixons d'un commun accord. Il y a une journée et demi de travail. Aussi, ce quelqu'un qui vient de loin, un "néo" bien sûr, va prendre le temps de souper avec nous et de passer la nuit à la maison. Occasion d'échanger avec lui des nouvelles de son coin. Tout autre chose qu'un rapport de salariat (bien que paraît-il *salariat* vienne aussi de sel : qui l'eût cru ?...)

Maintenant, après cette très gratifiante prestation, il me faut songer à rembourser ma dette. Car, bien que mon adresse et mes capacités de correcteur figurent dans le catalogue du SEL, je ne reçois aucune commande. Un soir de novembre, comme je râpais des choux pour en faire, comme chaque année, ma choucroute, je repense à ma dette et me dis : "si, au SEL, les intellectuelles ne paient pas, essayons la victuaille". Un coup de fil aux responsables achève de me persuader. Et, pour le marché du SEL, qui se tient à Mirepoix, quelques jours avant Noël, j'arrive avec vingt sacs de choucroute toute prête. En une demi-heure, tout est parti ! Je donnerai, quelques jours après, un "cours" pratique de choucroute à une adhérente, et j'achève ainsi d'équilibrer mon compte. Cette année, je renouvelle l'opération : je suis déjà débiteur : reste à préparer la choucroute !

#### La fête continue

J'ai eu quand même un petit problème au moment de la

mise en marché, celui du tarif en grains de sel. J'avais compris qu'on s'alignait plus ou moins sur les valeurs du marché ordinaire. Aussi, passant par Paris, j'allai voir le prix de la choucroute sur un marché boulevardier : 10 F le kilo, le prix auquel j'achetais les choux, ma matière première !... Si j'essayai d'estimer mon prix de revient, j'arrivais à quatre ou cinq fois plus ! L'agro-industrie liquide les agriculteurs, mais elle fait indéniablement baisser les prix... Dilemme ! En fait, sur le marché de Mirepoix, ma petite anxiété est vite dissipée après quelques discussions, et examen des tarifs en "grains de sel" des autres produits alimentaires : 40 c'est sûrement trop ; allons-y pour 30 grains le kilo. Preuve que la comparaison avec le marché monétaire n'a guère de sens : si je vendais ma choucroute en francs, j'y perdrais largement. Mais ici, grâce à cette production même, je ne puis faire faire un travail pour lequel je ne trouverais personne. Et je trouve des demandeurs pour ma choucroute, sans doute parce qu'ils la trouvent meilleure que celle du commerce, à moins qu'ils n'aiment me faire plaisir, ou peut-être les deux à la fois. C'est vrai que le marché du SEL est une vraie partie de plaisir, où l'approvisionnement apparaît parfois un peu secondaire par rapport à la joie de retrouver tant de visages connus. Mais le marché n'est pas l'essentiel des transactions, loin de là ; c'est la fête nécessaire à toute société conviviale...

D'une façon plus générale, un des grands mérites du SEL, c'est de réhumaniser l'acte d'échange. Je trouve aussi très important - et mon exemple est là pour le prouver - que, dans ce système, tout le monde puisse trouver quelque chose à produire pour l'échanger ; le SEL serait-il donc capable de faire produire les improductifs ? Non, plutôt de révéler qu'il n'y a pas véritablement d'improductifs. De fait, lors d'une conférence d'information organisée l'an passé sur notre SEL, nous avons appris que pour plusieurs personnes pratiquement exclues de la vie économique, le SEL avait été



l'occasion d'y reprendre pied, par les échanges de produits et les contacts créés à cette occasion. Le SEL rend parfois d'énormes services : j'ai récemment rencontré quelqu'un qui avait acquis par là un tracteur ; un autre repeint sa maison, ce qu'ils ne pourraient absolument pas se payer en argent...

Bien sûr, les critiques ne manquent pas : "c'est très partiel par rapport à l'ensemble des échanges d'un ménage" disent certains et ça le restera... Des menaces aussi : "le fisc va vous tomber dessus, vous allez voir ça !". La nostalgie de l'idéal vient à la rescousse : "ça tue la gratuité". Ou encore : "ça n'intéresse que les néoruraux"... Sur le plan réglementaire, les promoteurs ont fait preuve d'une très bonne information et d'une grande prudence, incitant même à payer la TVA si l'on n'est plus dans le cas d'un service épisodique. Quant à la gratuité - soi-disant meurtrie - elle a plus de chances d'avoir à s'exprimer si les échanges se développent et qu'à cette occasion les gens parlent entre eux, que si chacun reste chez soi. Il y a du reste beaucoup de gratuité et même de dévouement dans l'effort des promoteurs, sans parler du risque que consentent à prendre ceux qui se lancent dans l'aventure. Enfin, si les échanges ont, actuellement, un caractère partiel, cela dépend des gens et cela



peut changer avec le temps. Qui dit qu'on va en rester là ? L'important, c'est de se rendre capable de faire davantage si la nécessité s'en fait sentir, individuellement ou collectivement. Certes, nous ne sommes pas (encore) sur l'île déserte de François Partant, ni tous dans les conditions de survie où subsistent de plus en plus de chômeurs dans notre région. Mais l'exemple d'autres pays proches peut nous éclairer sur ce qui pourrait nous attendre...

Je considère, pour ma part, le SEL comme un des bancs d'essais possibles d'une économie nouvelle, autocentrée, humanisée, conviviale. J'aimerais que les économistes - je ne m'attends pas à ce

qu'il y en ait beaucoup - les étudient d'un peu plus près. Il est intéressant, par exemple, de voir combien pèsent les valeurs culturelles dans nos pratiques : pour nos amis anglais, la valeur d'échange doit se fixer à partir du seul dialogue des partenaires ; c'est du moins ainsi qu'il nous l'ont présenté. Il me semble qu'à l'inverse, la pratique française cherche à fixer la valeur d'échange sur le temps de travail... Exception faite des produits agricoles et alimentaires qui apparaîtraient, si on tenait compte du seul temps de travail, très surpayés par rapport au marché monétaire. On ne saurait mieux se rendre compte de la baisse quasi-continue qui les affecte depuis plus de cent ans ! Le prix est, quoi qu'on en dise, aussi un phénomène culturel.

En attendant, les SEL se multiplient partout, à la campagne, et depuis peu en ville... Camoufflet à une logique de développement qui, depuis plus de cinquante ans, postule que la création d'activité doit précéder l'homme. Ici, c'est l'homme lui-même qui, par l'effet du nombre, mais plus encore par ses qualités d'inventivité et de relations, précède l'activité et la crée. Le monde à l'envers, ou le monde remis d'aplomb ? A vous de choisir !

**François DE RAVIGNAN**

**Besoin d'un coup de main pour un chantier difficile ? Les SEL ouvrent un crédit sans intérêt à tous ceux qui le veulent.**



# L'AMORCE D'UNE RELANCE ÉCONOMIQUE ?

**D**ans le SEL de l'Ariège, "le travail s'échange contre du travail et non contre du capital" estime l'un de ses adhérents, Claude Olislagers, maraîchère de son état (citée dans *CFDT-Magazine* de mars 1996). En d'autres termes, fini le

production, donc à l'organisation du travail : l'artisanat propose des produits (biens ou services) à la demande, des pièces uniques bien souvent ou, en tout cas, des produits "sur mesure", non susceptibles d'une production de masse. Dans l'artisanat, ce qui compte,

cher, ce n'était pas principalement parce qu'elle était luxueuse, mais surtout parce qu'une partie importante de la fabrication était artisanale. Quel rapport avec le SEL ? Tout simplement qu'un tel système d'échange, adapté à l'artisanat, aux produits "fait-main", ne l'est pas aux produits industriels. On ne trouvera jamais, sur un marché d'échange local, de producteur de papier, de vélo ou de film couleur. A la rigueur des récupérateurs. Un marché de l'occasion, pas un marché du neuf. Et si, pour des produits comme les assiettes ou les yaourts, une production artisanale est susceptible de se substituer à la production industrielle, c'est avec un surcoût tel que, même dans la cadre du troc, le prix demandé découragera la grande majorité des "troqueurs" éventuels.

Cette limitation aux produits artisanaux permet de faire fonctionner ce marché particulier sur la base d'une stricte équivalence de chaque heure de travail direct fourni. Même si, un jour ou l'autre, on n'échappera pas à la question de savoir s'il est légitime qu'un médecin membre du SEL voie son travail s'échanger strictement heure pour heure contre celui de la repasseuse. la transaction demeure possible parce que ce que l'on échange, c'est essentiellement du travail direct. Mais s'il fallait échanger du travail derrière lequel se trouvent des masses considérables d'investissements en recherche-développement ou en équipement, la chose serait évidemment impossible sur la base des seules heures de travail direct. Et il faudrait bien, alors, étalonner la valeur des produits proposés en prenant en compte le capital immobilisé, la rareté des qualifications au regard de la demande : bref, revenir à un "vrai" marché, avec rapports de forces, discussions de maquignons et, finalement, arbitrage de la demande. Il n'y aura jamais, sur un SEL, de producteur

*Les SEL nés de la crise ne sont pas, selon Denis Clerc, l'ébauche d'une société à venir, mais un palliatif. L'auteur préfère y voir une expérience dont l'Etat peut tirer partie.*

salariat, la vente de la force de travail à un employeur. Donc finie l'exploitation, finie l'aliénation. Et le tout sans supprimer la propriété privée, donc sans spoliation, bureaucratie ou rigidités. Le SEL, amorce de la société juste dont on rêve, entre capitalisme et socialisme, prenant à l'un son souci de la liberté de chacun, à l'autre son souci de l'égalité ?

Hélas, tout ceci est trop beau pour être vrai. Claude est maraîcher. Lise est à la retraite : elle fait des confitures. Luce propose des heures de repassage, Claude (la présidente du SEL de l'Ariège) des fromages de chèvre. Des activités, chacun pourra le remarquer, qui relèvent plus de l'artisanat que de l'industrie. La différence entre les deux termes n'est pas seulement, ni même principalement juridique. Elle touche à la finalité même de la

c'est le savoir-faire et le travail. Le premier pour assurer la qualité du produit, le second pour le réaliser. Car les outils sont seconds dans ce type d'activité, même s'ils sont plus onéreux qu'on veut bien le dire : une binette ne suffit pas pour s'installer en production bio. Dans l'industrie, au contraire, ce qui compte, c'est l'allongement des séries. L'investissement - en recherche-développement, en équipements, en réseaux de commercialisation - est considérable : pour l'amortir, il faut viser les grands nombres. Et c'est parce qu'on produit en masse, des *Airbus* ou des ordinateurs portables, des *tee-shirts* ou des fibres de verre que l'industrie est capable de vendre à bas prix des produits complexes. Résultat : ces produits coûtent souvent plus cher à réparer qu'à produire. Si la *Rolls* des années soixante coûtait si



de vaccin contre le SIDA échangeant contre des produits bio.

### Distinguer le travail autonome du travail hétéronome

Ce n'est pas grave, direz-vous. Hélas si. Parce que ces produits de nature industriel - y compris les services comme le téléphone, les logiciels informatiques ou le transport - représentent aujourd'hui la majorité de la demande. Un sabot artisanal mobilise plus de travail que n'importe quelle basket ou même chaussure de ville produite industriellement. Sans doute, peut-on se passer de la voiture (encore que ce ne soit pas toujours facile), mais les vélos fabriqués artisanalement seront hors de prix et de moins bonne qualité... Bref, cet échange "travail contre travail", même s'il se développe, ne représentera toujours qu'une fraction minime de l'activité productive. Ce n'est pas le dépassement de la société capitaliste qui se profile, c'est un "à-côté".

On aurait tort, cependant, d'en rester là. Après tout, André Gorz, avec sa distinction entre travail autonome et travail hétéronome (1) a déjà tout dit sur ce thème : que le travail autonome - celui où l'on imprime sa personnalité dans ce que l'on fait - ne remplacera jamais le travail hétéronome, celui des produits industriels de masse. Que l'objectif de la société doit être de réduire la place de ce dernier, et que cela doit se réaliser grâce aux gains de productivité alimentant une forte réduction du temps de travail pour tous. André Gorz souligne, et il n'a pas tort, que le vrai travail porteur de sens est le travail autonome. Par conséquent, même minoritaires et condamnés à le rester, les SEL véhiculent, dans leur domaine d'élection, un projet de société à long terme qui n'est pas incompatible avec la modernité. Un domaine de l'activité économique où les gens se prennent en mains, s'organisent sans recourir à l'anonymat du marché. Où ils produisent des valeurs d'usage davantage que des valeurs d'échange. Une tentative pour ajouter au travail hétéronome une activité créant du lien. Les SEL n'ont manifestement pas pour

vocation de se substituer à la société industrielle marchande, mais ils peuvent avoir l'ambition de la compléter et, du même coup, d'introduire dans le domaine économique une logique autre que la logique dominante. A côté de cette dernière, non à sa place, une fois encore.

### Une société moins inégalitaire

Mais là n'est pas l'essentiel. Avant d'être un projet alternatif, les SEL sont un cri de secours. Celui des gens exclus ou en passe de le devenir, qui réclament le droit d'être utiles, de travailler et de produire. Beaucoup de commentateurs ont souligné cette dimension. Mais ils n'en ont pas tiré la leçon. Les organisateurs des SEL pallient les carences de la société, son incapacité à mobiliser la force de travail inutilisée par l'économie "officielle". Et ils font, en émettant leur propre monnaie, une monnaie d'échange limitée au réseau. On n'est donc pas devant une expérience supprimant la monnaie, mais devant une expérience d'émission de monnaie privée, fonctionnant en circuit clos (les "grains" dans le SEL de l'Ariège). Au fond, les initiateurs du système ont éprouvé, à leur échelle, les vertus d'une relance économique, que l'Etat se refuse à effectuer : solvabiliser une demande par la création d'un instrument monétaire. "Les inventeurs de ces réseaux sont plus libéraux que les libéraux" estime Laurent Maruani, professeur à HEC (2). Erreur manifeste : certes, ces échangeurs ignorent le droit social, puisque ceux qui produisent n'acquièrent aucun droit - retraite, assurance maladie, congé - autre que le droit d'obtenir un produit contenant le même nombre d'heures de travail que celui qu'ils apportent. Ils ignorent le droit fiscal, puisqu'ils n'acquittent (en général) pas la TVA. Mais il ne s'agit pas, ce faisant, d'anticiper sur une organisation sociale qui généraliserait cette absence de droits. Il s'agit de redonner à des gens exclus le droit d'être utiles et de vivre de leur travail.

On voit bien que, sous cet angle, les SEL ne sont pas l'ébauche d'une société à venir,



Denis Clerc est directeur de la revue Alternatives Economiques. Il a publié de nombreux ouvrages dont les plus récents sont "Le GATT et la réorganisation du marché" en 194 chez Complexe, "Déchiffrer l'économie", en 1994 chez Syros. (photo Jean-Luc Roger)

mais un palliatif, une organisation née de la crise. Cependant, en même temps, ils prouvent deux choses. La première est qu'une relance monétaire n'est pas absurde, qu'elle permet de remettre des gens au travail dès lors qu'elle est bien ciblée. La seconde est que, au sein même du système marchand, des logiques différentes sont possibles. Il ne faudrait pas en conclure qu'une alternative est née : l'expérience demeure trop limitée, trop récente, et trop incertaine pour pouvoir le dire. Aussi, paradoxalement, la principale leçon à tirer de cette expérience concerne l'efficacité d'une relance monétaire qui, en créant du pouvoir d'achat, réinsère économiquement des personnes en voie d'exclusion. Et le plus beau succès des SEL serait que, tirant cette leçon, les autorités publiques procèdent, mais avec de la vraie monnaie, à une relance ciblée en direction de ces "publics" exclus. Cela, sans doute, signerait l'arrêt de mort des SEL, mais au profit d'une société moins inégalitaire ; qui ne s'en réjouirait ?

Denis CLERC

(1) Voir notamment "Métamorphoses du travail, quête du sens", Ed. Galilée, 1988.  
(2) Dans Le Monde du 28.09.95.



# ENTRE SOLIDARITE ET ECONOMIE MARCHANDE

**D**epuis la naissance du mouvement socialiste, les projets pour "tordre" la logique de l'économie marchande en faveur des travailleurs n'ont pas manqué. Joseph Proudhon proposait par exemple de payer les travailleurs en "bons"

d'amendement général du capitalisme (par exemple : loi sur les 32 heures, clauses sociales ou environnementales sur le libre-échange), soit d'expérimentation dans les marges du capitalisme : entreprises alternatives et... Systèmes d'Echanges Locaux.

en sont conscients. Aussi, plutôt que de critiquer les limites des SEL, mieux vaut en repérer la richesse pédagogique.

## Faire revivre les solidarités territoriales

Pour sortir de la dictature du marché mondial, il faudrait réapprendre aux habitants de l'Europe, de France, de chaque région française, qu'il vaut mieux, à prix pas trop différent, se fournir "près de chez soi" en faisant travailler ses voisins plutôt que de leur verser des allocations de chômage. Cette conscience, qui fait le miracle des "régions qui gagnent", même dans le cadre du libre-échange, même avec de hauts salaires, en Bade-Wurtemberg, en Italie du Nord, demande cependant une profonde réforme intellectuelle des élites patronales, administratives et syndicales. Il s'agit de rien moins que de sortir de l'anonymat du marché, retrouver le lien social derrière la froideur de l'échange contre argent. Pour comprendre les effets de ce changement de cap, il faut affronter le paradoxe fondamental de l'économie marchande mondialisée. Je vais essayer de le faire sentir.

L'économie marchande implique que la production s'effectue en quelque sorte à l'aveuglette et trouve ensuite des clients. Les clients, de leur côté, recherchent la production qui leur offrira le même service ou la même marchandise le moins cher possible. Problème : le

*Dans le cadre de la réflexion sur l'exclusion et sur le partage du travail, les SEL constituent une forme expérimentale de développement alternatif très prometteuse.*

représentant le total du travail réalisé par l'ouvrier. Karl Marx lui répondit (avec raison) que, dès lors que l'on accepte la généralisation de l'échange marchand, on accepte l'anonymat au sein de la division du travail, on accepte la toute-puissance de l'argent, du capital, et toute la "vieille gadoue" qui va avec.

Dans sa critique radicale, Marx exagérait de manière décourageante : c'était tout (la Révolution) ou rien (la barbarie capitaliste). En fait, ce qu'on a su faire de mieux, ce fut d'amender, un peu, le capitalisme. Aujourd'hui, les écologistes, héritiers de la critique radicale de l'économie marchande, ont appris la prudence. Ils multiplient les propositions, soit

Les SEL se présentent ainsi comme une tentative de créer des emplois "à l'écart" des contraintes macroéconomiques (la concurrence mondiale, les critères de Maastricht). Cet "écart" peut faire douter qu'il s'agisse vraiment d'économie marchande. Les SEL sont fondés sur une solidarité acceptée, et donc circonscrite, entre échangistes. Ils représentent donc une "école" d'économie solidaire, mais qui conserve la forme générale de l'économie marchande. Leur succès tient à leur caractère "marginal" : si on les généralisait au monde entier, ou même à une région, ils ne seraient plus rien d'autre qu'un système d'échanges marchands, un morceau du marché mondial. Les promoteurs des SEL

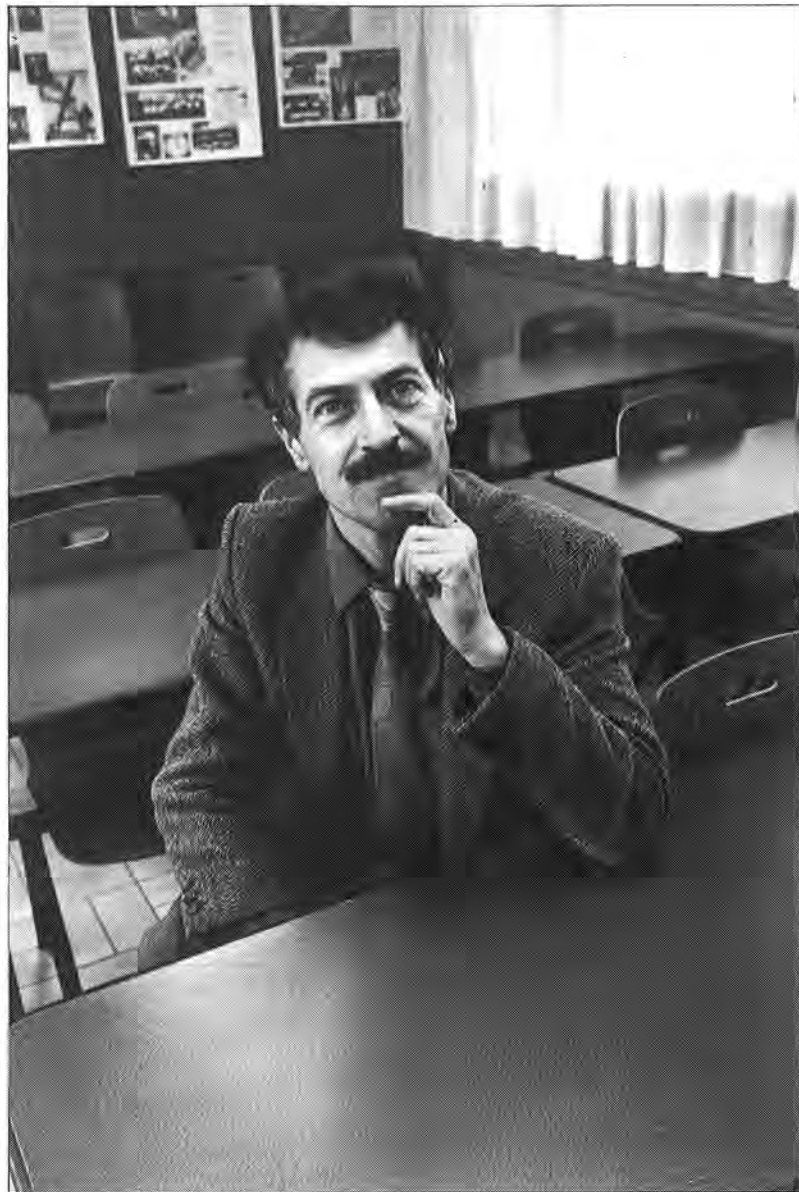


client n'a d'autres revenus que ceux qu'il a obtenus en tant que producteur. D'où le paradoxe suivant :

Pierre et Paul sont chômeurs dans l'Ariège. Pierre sait fabriquer des chaises, Paul sait réparer une motocyclette. La motocyclette de Pierre est en panne, Paul a besoin d'une chaise supplémentaire. Mais le prix auquel Pierre pourrait vendre la chaise est supérieur au prix de celle que l'on trouve au Magasin Lepaclerc de Foix, importée d'on ne sait où. Paul préférera la chaise importée, Pierre restera chômeur et ne pourra faire réparer sa motocyclette par Paul, qui restera chômeur et n'achètera pas la chaise. Et les sous-traitants du tiers monde qui ont produit la chaise ne se verront pas passer de nouvelle commande par Lepaclerc.

La "mobilisation des ressources territoriales", outre ses avantages sur le plan écologique (diminution des transports polluants et dangereux de marchandises), impliquerait l'intériorisation par chacun de ce paradoxe, ou un certain protectionnisme. Le Lepaclerc pourrait passer des accords avec des producteurs locaux, les consommateurs comprendre que c'est l'intérêt commun de maintenir l'activité dans l'Ariège. On n'en est pas là. Alors, des Ariégeois qui avaient compris le problème ont monté un Système d'échange local, à l'exemple des réseaux qui se développent un peu partout dans le monde depuis le *Local Exchange Trading System* de Vancouver.

Le SEL, contrairement à ce que son nom semble indiquer, est un système marchand et non un système de troc, et même un système marchand sophistiqué puisqu'il est basé sur une pure monnaie de crédit : le *grain de sel*. Seulement, les membres du réseau sont décidés à avoir recours aux ressources communes. Le premier échange n'a lieu que sur la base du crédit : Pierre se voit ouvrir un crédit en grains pour réparer sa motocyclette, et le réseau lui indique les capacités de Paul. Paul fait son travail : il a maintenant un solde positif de grains. Et il peut prendre une leçon



**Alain Lipietz** est économiste, membre actif des Verts, il est l'auteur de nombreux ouvrages comme "Choisir l'audace" en 1989 ou "Vert-Espérance" en 1993. Il vient de publier "La société en sablier" aux Editions La Découverte. (photo Hervé Robillard)

de guitare de Marie, qui achète une chaise à Pierre, qui solde ainsi son compte de grains. Ce n'est donc pas une économie de troc, le circuit aurait pu inclure d'autres intermédiaires à l'intérieur du cercle des quelques centaines de membres de ce SEL.

Le SEL est une réaction contre l'absurde, une réinvention locale de l'économie keynésienne. L'idée essentielle est que l'émission de crédit permet aux consommateurs d'anticiper les revenus que leur assurera la croissance de la consommation générale. Ce n'est possible que dans une économie relativement autocalibrée : si Pierre avait reçu un crédit en francs

convertibles, il aurait acheté la chaise importée, aucun emploi n'aurait été créé en Ariège et le déficit de la balance commerciale française aurait sonné le signal de la "rigueur".

Aujourd'hui, l'Europe dispose de tous les ingrédients pour remettre en activité ses ressources humaines et naturelles que la globalisation met en jachère. Il lui faut pour cela se réformer, au niveau continental comme au niveau régional : réapprendre à travailler les uns pour les autres. Un SEL étendu à toute l'économie européenne ne serait en fait rien d'autre qu'une Europe dont la Banque Centrale déciderait de pra-



tiquer un taux d'intérêt nul, et dont les citoyens seraient décidés à n'acheter que des produits européens, même s'ils coûtent plus chers que les produits de la sur-exploitation du tiers-monde. On en est très, très loin. Les échangistes des SEL pratiquent ces vertus dans leur petit coin, parce qu'ils se font confiance, et que les *grains de sel* sont inconvertibles. Mais comme la vertu a des limites, le SEL est limité et ne leur rend qu'une gamme de services limitée. Pierre a eu besoin de "vrai" argent pour acheter sa motocyclette en dehors du SEL

### Articuler le SEL avec un revenu garanti ?

Pour avoir accès à cet argent général qui permet d'acheter ce que le SEL ne produit pas (des machines à base d'acier et d'électricité...), les échangistes du SEL recherchent un emploi normal, ou à la rigueur un CES, ou doivent se contenter du RMI. Ce qui les rapproche d'une conception du RMI comme "allocation universelle" : un revenu de base en argent général, auquel *s'ajouterait* soit le revenu d'une activité marchande "normale" (avec impôts et taxes), soit une activité "alternative".

En réalité, la plupart des bénéficiaires du RMI ne demandent pas mieux que de "faire quelque chose". Et lorsqu'ils rencontrent quelqu'un dont ils peuvent, par une activité, satisfaire le

désir, il est logique qu'ils en attendent une rétribution supplémentaire au RMI, appliquant ainsi, sans le savoir, le principe "additif" de l'allocation universelle, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose.

Le SEL leur en offre la possibilité concrète. Les SEL ne peuvent pas assurer la production de tout ce dont on a besoin pour vivre, surtout en ville. L'argent venu d'ailleurs (le RMI) couvre la part nécessairement monétaire de la satisfaction des besoins. Mais l'activité au sein du SEL ajoute un supplément de "pouvoir d'échange" qui peut atteindre l'équivalent de 1000 à 2000 francs par mois en produits locaux, dans des SEL déjà bien organisés comme celui de l'Ariège.

Se pose alors évidemment la question fiscale. Presque toute production "normale" doit, par la TVA, les cotisations sociales, l'impôt sur le bénéfice ou sur le revenu, financer les dépenses publiques et notamment celles de solidarité. Faut-il taxer ces formes d'économie alternative qui se développent à l'ombre du RMI ? Assez souvent, les administrations considèrent que l'existence même d'une activité dans une région ou pour un groupe en difficulté justifie cette seconde forme de subvention qui consiste à ne pas taxer (1). En fait, un préfet qui donne la consigne de laisser un SEL tranquille reconnaît que ce qui se joue dans ce système d'échange est,

beaucoup plus que de la production, une reconstruction du lien social, un point de suture sur la déchirure sociale. La "double subvention" (le RMI, plus la franchise de taxes) est le prix à payer pour ce bien collectif, dont ne bénéficient pas seulement les échangistes, mais le territoire lui-même, la communauté locale : des exclus sont redevenus des inclus. Cette politique empirique me paraît beaucoup plus justifiable que la franchise générale appliquée à une région comme la Corse.

Ce n'est pas un idée nouvelle. Toutes les politiques d'aide aux paysans en situation difficile (Loi Montagne, etc.) sont fondées sur l'idée qu'on ne leur demande pas tant une production alimentaire qu'un service de "jardiniers du paysage". Cette politique est en fait beaucoup plus rationnelle que le soutien au cours des produits, qui subventionne surtout les gros producteurs.

L'objection est qu'il est plus facile de convaincre les contribuables d'aider les petits paysans à ne pas abandonner les campagnes que de subventionner inconditionnellement des chômeurs qui travailleront dans un SEL ... peut-être. L'argument implicite est le suivant : "Comment peut-on verser 2300 francs pour ne rien faire, quand le salaire minimum est de 5000 francs par mois pour 39 heures de travail ?" La réponse va de soi : "Il faut sans doute maintenir une différence certaine entre le RMI (ou le revenu d'existence) et le SMIC, mais le SMIC est nettement trop bas... et le RMI aussi."

En fait, un ajustement du revenu minimum est sans doute possible à un niveau permettant une vie d'auto-production alternative, sans trop peser sur les revenus du travail "normal". Augmentons donc le RMI, et surtout étendons-le aux 18-25 ans. Et encourageons certaines activités rémunératrices *cumulables* avec le RMI. Les SEL en sont aujourd'hui l'une des plus prometteuses formes expérimentales (2).

Alain LIPIETZ

(1) Bien que le productivisme commence à apparaître chez certains membres du système, qui se comportent comme des artisans au noir.

(2) Le "tiers-secteur d'utilité écologique et sociale" est une autre voie possible. Voir mon livre *La société en sublier*, Ed. La Découverte.

## QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

### Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Murray Bookchin et Dave Foreman

Préfaces de Jacques Grinevald et Alain-Claude Galtié

co-édition Atelier de Création Libertaire - Silence

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux Etats-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39.



Les adresses précédées  
d'un \* en sont au stade  
du projet au 1er octobre.

03 - Allier  
• SEL c/o Ph. Gonzales,  
Laval,  
03390 Beaune d'Allier  
Tél : 04 70 64 97 70  
• SEL c/o Jean Lopez,  
Piegat, 03270 Busset  
Tél : 04 70 59 24 02  
04 - Alpes  
de Haute-Provence  
• SEL c/o Patricia Starck,  
20 avenue Saint Prommesse,  
04300 Forcalquier  
Tél : 04 92 75 17 76  
05 - Hautes-Alpes  
\* SEL c/o Norbert Tolon,  
1 Lot, Pierre Blanche,  
05300 Laragne  
07 - Ardèche  
• SEL c/o S. Poulenard  
19 rue Kramer,  
07100 Annonay  
Tél : 04 75 32 29 54  
• SEL c/o Bernard Galland  
Chante Coucou,  
07320 Saint-Agrève  
Tél : 04 75 30 11 65  
• RIRE  
42 rue du 4 septembre,  
07200 Aubenas  
Tél : 04 75 35 57 96  
08 - Ardennes  
\* SEL c/o Alain Verquin  
Grande Rue, 08110  
Escombres et le Chesnois  
Tél : 03 24 26 44 41  
09 - Ariège  
• SEL c/o Michel Berger  
Espalot, 09140 Seix  
Tél : 05 61 66 00 12  
• SEL c/o Cl. Fressonnet,  
Cantecier, 09600 Montbel  
Tél : 05 61 68 17 44  
• SEL c/o M.-Claire Bellet  
Victoria, 09130 Le Fossat  
Tél : 05 61 68 91 96  
11 - Aude  
• SEL c/o Gisèle Dimary  
et Pierre Girod  
11240 Bellegarde du Razès  
Tél : 04 68 69 09 61  
12 - Aveyron  
\* SEL c/o Ass.  
Interactivité, BP 103,  
12001 Rodez  
Tél : 05 65 68 76 16  
13 - Bouches-de-Rhône  
\* SEL c/o Robert Pont  
Domaine de Cabanes,  
13840 Rognes  
Tél : 04 42 50 17 70  
\* SEL c/o Anne Simon  
Rés. Tivoli,  
26 allée des peupliers,  
13090 Aix-en-Provence  
Tél : 04 42 96 44 15  
\* SEL c/o Liliane Maurel  
Plan des Moines, route de  
Roquevaire, 13390 Auriol  
Tél : 04 42 72 70 49  
\* SEL c/o Anne Olivet  
Domaine de Freiresque,  
13660 Oron  
Tél : 04 90 73 06 73  
16 - Charente  
\* SEL c/o Thiclen Halgrain  
34 rue Fontdebutte,  
16000 Angoulême  
17 - Charente-Maritime  
• SEL c/o Yves Dautais  
Panloy,  
17350 Pont d'Envaux  
Tél : 05 46 97 73 62  
21 - Côte d'Or  
\* SEL c/o Eric Grandin  
11 avenue Jean Jaurès,  
21000 Dijon  
22 - Côtes d'Armor  
• SEL  
c/o Françoise Bouglon  
Kelogot, 22340 Locarn  
Tél : 02 96 36 64 79

23 - Creuse  
• SEL c/o J.-Pierre Sahut  
Leyport, 23240 Lizières  
Tél : 05 55 63 72 44  
24 - Dordogne  
• SEL c/o J. Van Leest  
Appt 122,  
rue des Charbonniers,  
24000 Périgueux  
Tél : 05 53 09 61 40  
• SEL c/o Peter Kemps  
La Combe de Coulongnac,  
24210 Thénon  
Tél : 05 53 05 13 94  
• SEL c/o Patricia Nagler  
Les Petites Planes,  
24240 Sigoulès  
Tél : 05 53 61 91 45  
• SEL c/o Daniel Delarasse  
Le Bourg,  
24580 Rouffignac  
Tél : 05 53 06 19 83  
25 - Doubs  
• SEL c/o Ghislaine Guy  
13 rue Pierre Vernier,  
25290 Omans  
28 - Eure-et-Loir  
• SEL c/o Thérèse Boudier  
30 Les Chaises,  
28190 Pontgouin  
29 - Finistère  
• SEL c/o  
Jean-Pierre Kerleo  
15 rue Franklin,  
29200 Brest  
\* SEL c/o Bruno Siquin  
12 rue Danton,  
29770 Audierne  
Tél : 02 98 70 23 45  
30 - Gard  
• SEL c/o Brian Wills  
345 Chemin de Tauion,  
30140 Anduze  
Tél : 04 66 61 73 08  
• SEL c/o Sylvain Macé  
Reboul, 30500 Courry  
Tél : 04 66 24 24 19  
• SEL de Bessèges  
Mas de l'Arbousset,  
30160 Robiac  
Tél : 04 66 25 07 39  
• SEL c/o Gérard Delesque  
Saillens Haut,  
30270 Saint-Jean du Gard  
Tél : 04 66 85 12 55  
• SEL c/o Nathalie Martinat  
106 rue des Tourterelles,  
30320 Poull  
Tél : 04 66 75 29 82  
• SEL c/o Régine Le Nen  
Le Portalet, 27 Bd V.  
Hugo, 30700 Uzès  
• Fleur de Sel  
Quartier Fontèze,  
30700 Arpaillagüe  
31 - Haute-Garonne  
• SEL c/o François  
Plassard et D. Leturek  
6 rue Saint-Aubin,  
31000 Toulouse  
Tél : 05 61 62 21 33  
• SEL c/o Marcel Mahl  
20 avenue de la Gare,  
31230 L'isle en Dodon  
Tél : 05 61 88 16 36  
32 - Gers  
• SEL c/o Evelyne Gallou  
10 chemin Saint Jean,  
32300 Mirande  
Tél : 05 62 66 27 14  
• Eh ! Change  
13 rue Montaigne,  
32000 Auch  
Tél : 05 62 63 27 14  
33 - Gironde  
• SEL c/o André Barreau  
114 rue de la Laseppe,  
33000 Bordeaux  
Tél : 05 56 51 74 88  
• SEL c/o  
Marie-Hélène Sauter  
13 rue des Goullards,  
33220 St-Avit St-Nazaire  
Tél : 05 57 46 28 91  
• SEL c/o Serge Loomis  
84 rue du Jard,

## REPertoire DES SEL

33700 Mégnac  
Tél : 05 56 97 28 80  
• SEL c/o Robert et  
Solange Lechopier  
Mayne Grand Jean,  
33930 Vendays Montalivet  
Tél : 05 56 41 78 90  
• SEL c/o Lydie Fouillaux  
14 avenue des Sciences,  
33140 Villenave d'Ornan  
Tél : 05 56 37 07 22  
\* SEL c/o Michel Badie,  
Lalande, 33550 Tabanac  
Tél : 05 56 67 11 09  
34 - Hérault  
• Maison des chômeurs  
8 rue Albert Lecenhardt,  
34000 Montpellier  
Tél : 04 67 92 74 98  
• SEL c/o Pierre Pfister  
Mas du Coulet,  
34190 Brissac  
Tél : 04 67 73 30 13  
• SEL c/o Alain Deron  
Chemin de Gabian,  
34320 Margon  
Tél : 04 67 24 14 56  
• SEL c/o Patrice Chillard  
Mas du Cazarils,  
34380 Viols-le-Fort  
Tél : 04 67 55 02 76  
35 - Ille-et-Vilaine  
• SEL c/o J.-Jacques Rose  
52 rue Bigot de  
Prémeneu, 35000 Rennes  
Tél : 02 99 53 76 12  
36 - Indre  
• SEL c/o  
Jean-Marie Houvriez  
89 rue du 3ème RAC,  
36000 Châteauroux  
Tél : 02 54 27 95 51  
37 - Indre-et-Loire  
• SEL c/o Pierre et  
Ghislaine Oud  
42 rue R. Poincarré,  
37100 Tours  
Tél : 02 47 41 75 98  
• Le Vecteur, Serge Danler  
7 allée Georges Brassens,  
37540 Saint-Cyr-Loire  
Tél : 02 47 42 59 67  
\* SEL c/o J.-Pierre Dozias  
21 rue de la Concorde,  
37340 Bourgueil  
Tél : 02 47 99 31 77  
38 - Isère  
• SEL c/o  
Véronique Fernandez  
Les Meunières,  
38660 Saint-Pancrasse  
Tél : 04 76 08 37 99  
• SEL c/o Gérard Puech  
Villeneuve d'Uriage,  
38410 Uriège  
Tél : 04 76 89 05 20  
40 - Landes  
• SEL c/o  
Françoise Campays  
Le Ristou, 40550 Léon  
Tél : 05 58 58 76 37  
42 - Loire  
• SEL c/o Henri Layes  
Les Adrets,  
42600 Lezigneux  
Tél : 04 77 58 50 33  
• SEL c/o Philippe Masson  
17 bis rue Thernaix,  
42600 Montbrison  
Tél : 04 77 96 19 01  
44 - Loire-Atlantique  
• SEL c/o Hélène Duclot  
Les Rivières,  
44110 Châteaubriant  
• SEL c/o Jacky Burgaud  
Keroux, 44410 Herbignac  
Tél : 02 40 88 93 54  
• SEL c/o Dominique Leme  
48 rue G. de Maupassant,  
44800 Saint-Nazaire  
Tél : 02 40 66 58 50  
• SEL c/o François Thonier

4 impasse de Dublin,  
44800 Saint-Herblain  
46 - Lot  
• SEL  
c/o Bernadette Oau Duong  
20 rue Brnaly,  
46000 Cahors  
Tél : 05 65 30 03 55  
• SEL c/o Centre Social  
Place Vinal, 46100 Figeac  
• SEL c/o Jean Aznar  
Le Bourg,  
46360 Saint-Cernin  
• Troc-Lot,  
Philippe Hébert  
Bovila-Fargues,  
46800 Montcuq  
Tél : 05 65 36 93 00  
47 - Lot-et-Garonne  
• SEL c/o  
Monique Lescarret  
Le Marchon,  
47130 Bazens  
Tél : 05 53 67 44 31  
• SEL c/o Philippe et  
Françoise Lenoble  
Chemin du Laurier,  
Pignol, 47300 Bias  
Tél : 05 53 40 33 82  
48 - Lozère  
• SEL c/o Jur Jacobs  
La Combe de Ferrière,  
48160 St-Michel de Deze  
Tél : 04 66 45 52 43  
49 - Maine-et-Loire  
• RESO, Jean René Menard  
97 rue de la Madeleine,  
49000 Angers  
Tél : 02 41 80 02 92  
54 - Meurthe-et-Moselle  
• SEL c/o Damien Rehar  
161 rue de mon Désert,  
54000 Nancy  
Tél : 03 83 41 47 66  
55 - Meuse  
• SEL c/o  
Marie Murielle Simon  
1 chemin Vaine Vaux,  
Log. 7, 55200 Commercy  
Tél : 03 29 92 11 84  
56 - Morbihan  
• SEL c/o Philippe  
Le Goff, Marie Hubaud  
39 rue de la Croix,  
56860 Sene  
58 - Nièvre  
\* SEL c/o Sylvie Chasselay  
Les Cherus,  
58310 Saint-Verain  
Tél : 03 86 39 77 97  
59 - Nord  
• SEL c/o Van den Drisch  
35 rue de l'Abbé Bonpain,  
59117 Werwicz Sud  
• SEL c/o Jacques Pollet  
21/223 Chaussée de  
l'Hotel de Ville,  
59650 Villeneuve d'Ascq  
Tél : 03 20 61 10 94  
63 - Puy-de-Dôme  
\* SEL c/o Eric Langevin  
43 route de Blanzac,  
63119 Châteaugay  
64 - Pyrénées-Atlantiques  
• SEL Mintza c/o  
Josie Loyve  
64220 Lohitzun  
65 - Hautes-Pyrénées  
• SEL c/o  
Jacqueline Loncan  
3 rue Pierre Sémar,  
65320 Bordères sur l'Echez  
Tél : 05 62 37 00 17  
66 - Pyrénées-Orientales  
• SEL c/o Jean Rocheront  
2 rue Courteline,  
66600 Vingrau  
Tél : 04 68 29 42 63  
68 - Haut-Rhin  
• SEL c/o Marie-  
Bénédict Lemaire

45 rue Buhler,  
68100 Mulhouse  
• RadiSel  
BP 692, 68010 Colmar  
Tél : 03 89 80 15 79  
69 - Rhône  
• SEL c/o Olivier Large  
BP 1092,  
69202 Lyon cédex 01  
Tél : 04 78 27 29 82  
• SEL c/o Michel Gontier  
33 rue P. Ternier,  
69660 Collonges  
Tél : 04 78 22 02 98  
• Gratte-Sel  
c/o Marie-Hélène Bunoz  
54 rue de la Filature,  
69100 Villeurbanne  
Tél : 04 78 93 07 45  
• SEL c/o Ch. Kerlan  
11 rue Cadrière,  
69600 Oullins  
Tél : 04 78 51 29 41  
72 - Sarthe  
• SEL c/o  
Auguste Hubertleau  
33 rue François Cevert,  
72200 Le Mans  
73 - Savoie  
• SEL c/o Francis Colonel  
132 rue des Bernadines,  
73000 Chambéry  
Tél : 04 79 96 02 11  
• SEL c/o Mutuelle  
Ensemble Bellevue  
64 rue Emile Combes,  
73000 Chambéry  
Tél : 04 79 69 06 16  
74 - Haute-Savoie  
• SEL c/o Micheline  
Twardzicki  
Les Fougères, 5 rue L.  
Vaillant, 74000 Annecy  
Tél : 04 50 57 52 45  
• SEL c/o Charly Dumont  
Aubonne, 74140 Douvaine  
Tél : 04 50 70 30 69  
75 - Paris  
• SEL c/o Yann Le Gigan  
43 av. de la République,  
75011 Paris  
Tél : 01 43 57 10 77  
76 - Seine-Maritime  
\* SEL  
c/o Jean-Loup Mallet  
22 Bd de Verdun,  
76200 Dieppe  
Tél : 02 35 84 82 03  
• SEL c/o Martine Picart  
8 rue du Gl de Gaullé,  
76250 Deville-lès-Rouen  
Tél : 02 36 76 12 55  
\* SEL c/o Mireille Marois  
59 bis rue d'Elbœuf,  
76500 Orival  
\* SEL c/o La Maison  
d'Ici et d'Ailleurs  
Coquercaumont, 76560  
Saint-Laurent-en-Caux  
Tél : 02 35 56 65 53  
78 - Yvelines  
• SEL c/o Armand Tardella  
20 rue Toulouse Lautrec,  
78280 Guyancourt  
Tél : 01 30 57 38 68  
\* SEL c/o Sylvie Corneil,  
Luc Boisseau  
Bateau Festiva, face au  
quai Gallon, 78700  
Conflans-Sainte-Honorine  
• SEL c/o Béatrice Voillot  
16 rue Henri Barbusse,  
78800 Houilles  
Tél : 01 39 68 87 89  
79 - Deux-Sèvres  
• SEL  
c/o Marie-France Riedel  
32 avenue de la Gare,  
79170 Brioux Boutonne  
Tél : 05 49 07 22 10  
• SEL c/o Bruno Fraigneau  
32 rue d'auvergne,  
79000 Niort  
Tél : 05 49 73 05 74  
• SEL c/o Isabelle Poggioni  
Service Inter-génération,

13 rue Béanger,  
79200 Parthenay  
Tél : 05 49 94 90 43  
80 - Somme  
\* SEL c/o Bernard Elei  
97 rue des 4 Lemaire,  
80000 Amiens  
Tél : 03 22 46 19 35  
81 - Tarn  
• SEL c/o Nicole Piquemal  
98 rue Porta, 81000 Albi  
Tél : 05 63 46 23 19  
• SEL c/o Céline Campos  
Roques, 81500 Giroussens  
Tél : 05 63 41 60 24  
• SEL c/o Jean Revenaz  
La Laurie, 81490 Boissezon  
Tél : 05 63 50 70 23  
82 - Tarn-et-Garonne  
• SEL c/o Philippe Lécuyer  
Les Immosines,  
82230 Monclar de Quercy  
Tél : 05 63 30 33 55  
83 - Var  
• SEL c/o J.-M. Degremont  
42 rue du Trans,  
83300 Draguignan  
Tél : 04 94 50 71 95  
84 - Vaucluse  
• SEL Fracassions  
c/o Artistes et créateurs  
amateurs,  
Quartier des Jonquiers,  
84800 L'isle-sur-Sorgue  
Tél : 04 90 20 82 63  
85 - Vendée  
• SEL c/o Marc Grosain  
et Pat Paris  
La Vergne,  
85670 La Chapelle Palluaud  
Tél : 02 51 98 60 95  
86 - Vienne  
• SEL c/o B. Chantepie  
Espace Alises,  
2 rue Gabriel Fauré,  
86100 Chateilaillon  
Tél : 05 49 85 28 90  
\* SEL c/o M. Gandois  
et MM Tortier  
27 av. de la Bringuetterie,  
86500 Saugé  
Tél : 05 49 91 31 12  
87 - Haute-Vienne  
• SEL c/o Alain Sortet  
16 place Gustave Philippon,  
87000 Limoges  
Tél : 05 55 32 62 24  
88 - Vosges  
\* SEL c/o Laurence Bertin  
et Yves Perrin  
5 Le Village,  
88640 Champdray  
Tél : 03 29 57 57 29  
89 - Yonne  
\* SEL c/o J.P. Barbez  
41 grande rue, 89270 Sacy  
Tél : 03 86 81 50 05  
90 - Territoire-de-Belfort  
• SEL c/o Nicole Lavall  
1 rue Jean-Sébastien Bach,  
90400 Danjoutin  
Tél : 03 84 28 96 19  
91 - Essonne  
• SEL c/o Bruno Verdier  
108 rue Roger Salengro,  
91550 Palay Vicille Poste  
Tél : 01 69 38 60 10  
92 - Hauts-de-Seine  
• SEL c/o Luc Blanchard  
2 rue du Dr Lederemann,  
92310 Sèvres  
Tél : 01 45 07 01 95  
\* SEL c/o Evelyne Réfii  
62 rue des Ecoles,  
92000 Colombes  
Tél : 01 42 42 04 23  
93 - Seine-Saint-Denis  
• SEL c/o Joël Seguin  
2 passage Fontanier,  
93450 Ile-Saint-Denis  
Tél : 01 42 43 34 77  
94 - Val-de-Marne  
• SEL c/o Nathalie Ristori  
16 rue Alain Thomas,  
94200 Ivry-sur-Seine  
Tél : 01 46 70 71 55





## PETITES PHRASES

"Celui qui vise le soleil de midi, même s'il est certain de ne jamais atteindre le but, est néanmoins sûr de tirer plus haut que celui qui vise un buisson" Sir Philip Sydney, 16<sup>ème</sup> siècle.

"La parole est moitié à celui qui parle, moitié à celui qui l'écoute". Montaigne.

"Les gens perçoivent toujours l'espéranto comme la proposition d'un instrument. Ils ne savent rien de l'idéal qui l'anime. C'est pourtant la biographie de Zamenhof qui m'a enchanté. Il faudrait que l'on fasse mieux connaître cet aspect là" Umberto Eco, 1993, revue *Esperanto*.

"A chaque instant, le réel est gros d'une infinité de possibles"

Albert Jacquard, "La légende de la vie", Ed. Flammarion.

## PRIX NOBEL ALTERNATIF

La fondation Right Livelihood de Jakob von Exkhul a attribué, le 3 octobre, le Prix Nobel Alternatif 1996 conjointement au Comité des mères de soldats russes qui s'étaient opposées physiquement aux combats en Tchétchénie, au médecin grec George Vithoulkas, l'un des plus grands promoteurs de l'homéopathie comme alternative à la médecine traditionnelle, et

à l'association *Sastra Sahitya Parishat*, originaire du Kerala (Inde), forte de 60 000 membres, qui mène des actions dans le domaine de l'environnement, de la justice sociale, de l'éducation, du droit des femmes et qui a coordonné l'opposition aux barrages sur le Narmada. Les trois lauréats, qui se partageront 250 000 dollars, se verront remettre la distinction le 9 décembre prochain dans l'enceinte du Parlement à Stockholm. Le professeur américain *Herman Daly*, co-fondateur en 1989 de la Société internationale des économistes écologistes, a obtenu le Prix d'honneur. Ancien expert de la Banque Mondiale, il a publié de nombreux textes contre la croissance, dans la droite ligne de Fritz Schumacher. Silence a même repris certains de ses textes (n°148 entre autres).

## LA REVUE FOURMI VERTE REVIENT !

Après plus d'un an d'absence, l'équipe qui anime la revue écologiste pour enfants "La Fourmi Verte" s'appête à lancer une nouvelle formule. Cela devrait être pour janvier 1997. Toujours indépendante, la revue conservera le même ton et la même approche que précédemment, mais devrait devenir mensuelle. La relance du projet a pu se faire grâce à la création d'une association des lecteurs. Début octobre, la moitié de la somme nécessaire (200 000 F) était atteinte et le rythme d'entrée de l'argent permet d'espérer atteindre l'objectif avant la fin de l'année. On peut donc continuer d'adhérer à raison de 500 F par part (+ 30 F d'adhésion) auprès de : *Association des lecteurs de Fourmi Verte, 6b, place Malraux, 63200 Riom, tél : 04 73 38 33 45.*

## ESPERANTO EN AUSTRALIE ?

Environ 150 langues sont parlées en Australie. Les sept Etats ont adopté comme langues officielles pas moins de 14 langues d'Europe et d'Asie Orientale. D'où la question : est-il possible d'avoir une langue à la taille du continent ? L'Université Monash de Melbourne a décidé d'expérimenter l'espéranto depuis février 1995 auprès de 9 enseignants et de 240 élèves de 10 à 12 ans. Résultat : non seulement l'apprentissage de l'espéranto est facile, mais en plus, ces élèves ont maintenant de meilleurs résultats dans l'apprentissage d'autres langues. Une autre expérience est en cours dans une école Montessori de Perth avec 200 enfants de 3 à 12 ans. (source : *Sat-Amikaro*, août-septembre 96).

## BELGIQUE : BIODYNAMIE EN WALLONIE

Un groupe pour la promotion de la biodynamie en Wallonie vient de se créer pour présenter les enjeux culturels, socio-économiques et juridiques de l'agriculture sous mention Demeter.

Contact : *Groupe régional pour la biodynamie en Wallonie, 32 rue des Kiévrais, B 7000 Mons, tél : 065 36 40 87.*

## ECOSOPHIE : POUR REMETTRE L'ECONOMIE A L'ENDROIT

Vous constatez que l'économie nous emmène vers des absurdités de plus en plus évidentes. L'écologie vous propose, à partir d'une approche philosophique d'identifier les causes des erreurs du système et vous propose, par sa pédagogie de la découverte et son humour, de vous faire découvrir les pistes à mettre en œuvre pour sortir du processus actuel. Des séminaires sur un week-end sont organisés régulièrement (les prochains les 9/10 novembre, 30 novembre et 1er décembre à Paris).

Programme complet : *AISE, 1 bis rue du Printemps, 78230 Le Pecq, tél : 01 39 76 70 76.*

## ANGLAIS OU ESPERANTO ?

Un espérantiste malin nous envoie une leçon d'anglais pour ceux qui préfèrent cette dernière langue à l'espéranto :

- 1 inch = 2,54 centimètres
  - 1 foot = 30,48 centimètres
  - 1 yard = 0,913 mètre
  - 1 mile = 1609,3 mètres
  - 1 mille marin = 1852 mètres
  - 1 square inch = 6,4516 centimètres carrés
  - 1 acre = 0,4047 hectare
  - 1 square mile = 258,9988 hectares
  - 1 UK quart = 1,1365 litre
  - 1 US quart = 0,9464 litre
  - 1 gallon impérial = 4,5461 litres
  - 1 gallon américain = 3,7854 litres
  - 1 boisseau = 36,367 litres
  - 1 US ounce liquid = 2,9574 centilitres
  - 1 ounce = 28,3495 grammes
  - 1 livre = 0,4535 kilogramme
  - 1 hundredweight UK = 50,8023 kilogrammes
  - 1 hundredweight US = 45,3592 kilogrammes
  - 1 ton UK = 1,016 tonne
  - 1 ton US = 0,9071 tonne
  - 1 baril = 158,9868 litres
- Facile, non ?

On ne vous mettra pas la liste des verbes irréguliers anglais parce que cela prendrait plusieurs pages, mais on vous met celle des verbes irréguliers de l'espéranto :

(et oui, il n'y en a pas !)

## LOIRE : DEBATS A SAINT-CHAMOND

La MJC de Saint-Chamond organise des soirées films-débats les vendredis soirs à 20h15 à l'Espace José Cuadros. Au programme : "Histoire de vaches folles ou qu'y-a-t-il dans nos assiettes ?" avec Patrick Dreyfus, de l'INSERM, le 15 novembre ; "la reconversion des industries d'armement" avec Roland de Penanros et des syndicalistes le 29 novembre ; "la mondialisation de l'économie et les délocalisations" avec Guillaume Duval d'Alternatives Economiques et Murielle Sallambien du collectif "Libère tes fringues", le 13 décembre.

Programme complet : *Coordination culturelle CE/MJC, 2A avenue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.*

## ISERE : C'EST TOUT VERT

La 7ème édition de la foire écologique "C'est tout vert" se tiendra à la Tour-du-Pin le dimanche 27 octobre de 9 h à 19 h, avec au programme des stands dans tous les domaines de l'écologie : énergies renouvelables, nourriture bio, presse écolo, peintures non toxiques, tout pour la maison propre, huiles essentielles, papier recyclé, associations écolos, restauration possible... Une

exposition sur les énergies renouvelables et les dangers du nucléaire et des conférences sur les soins aux arbres, l'agriculture bio, la gestion des déchets, la botanique, les vaccinations, l'architecture saine, les transports ferroviaires dans la région, les vaches folles, l'écologie et l'emploi...

Organisation : *GUEPE c/o Olivier Cabanel, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.*

## DIGNE : DEVELOPPEMENT HUMAIN OU CROISSANCE ECONOMIQUE

Pierre Rabhi animera une soirée sur ce thème, le ven-

dredi 29 novembre, à 20h30 à la salle Abbé Féraux, à Digne. Renseignements : *Raymond Salagnac, Le Village, 04270 Bras d'Asse.*

## JURA : SCULPTURE ET AUTOCONSTRUCTION

Le Bio-Lopin propose tout au long de l'année des stages de sculpture sur bois, d'auto-construction en bois cordé, et dans différents domaines alternatifs. Le tout se déroule dans un cadre de vie différent : maisons de paille et bois-cordé, alimentation biologique, électricité solaire...

Pour en savoir plus : *Marie-Christine Veeran, Le Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 24 81.*



## MALAISIE : SEPARATION DES SEXES

L'Etat de Kelantan, en Malaisie, part en chasse contre la sexualité. Son gouvernement vient d'y interdire le rouge à lèvres estimant qu'il était le "prélude à des relations sexuelles illicites". Autre mesure : l'interdiction des salons de coiffure mixtes et la mise en place progressive dans les grands magasins de caisses distinctes pour les hommes et les femmes... (source : Tam-Tam, septembre 1996)

## CHIAPAS : LES FEMMES MECONTENTES

Dans les discours du Commandant Marcos, on remarque une attention toute particulière accordée à l'égalité entre les hommes et les femmes. Le Front zapatiste de libération nationale revendique la place des femmes dans leur action : les Indiennes constituent en effet le tiers des troupes.

Mais dans la réalité ? Les féministes venues pendant l'été pour les rencontres intercontinentales ont découvert que le rôle des femmes était relégué dans la sous-commission sur la société civile, aux côtés des homosexuels, des toxicomanes, des personnes atteintes du SIDA, des enfants et du troisième âge. Cela a provoqué la seule contre-manifestation interne du rassemblement : un groupe de femmes a interrompu la séance plénière finale en déployant des banderoles improvisées contre le machisme ambiant. (source : Volcans, septembre 1996)

## USA : MONTEE DE LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

En dix ans, le taux des crimes violents contre les hommes a diminué de 12 %, tandis que celui des crimes violents contre les femmes de 20 à 24 ans (donc à connotation sexuelle) a augmenté de

50 %. Quatre femmes battues meurent chaque jour. Sur 10 morts violentes féminines, 9 sont provoquées par un mauvais traitement d'un homme et dans la moitié des cas, ce dernier était le partenaire sexuel de la femme. (source : Femmes et violences, Ed. l'Harmattan)

## SENEGAL : FEMMES EN POLITIQUE

Le Sénégal est le premier pays africain à avoir mis en place un système politique démocratique. Les élections municipales y existent depuis les années 50 et les femmes y ont eu le droit de vote bien plus tôt que dans certains cantons suisses ! Toutefois, comme dans les pays occidentaux, les femmes sont largement sous-représentées aux postes d'élus. Dans les villes, le nombre de femmes est passé de 117 à 354 entre les élections de 1984 et celles de 1990, soit de 5 à 15 % des élus municipaux. Dans les communes rurales, elles sont passées de 155 à 425 soit de 2 à 5,6 % des élus. Globalement, sur l'ensemble du pays, les femmes élues représentent 8 % du total. On compte deux femmes ministres (sur 29), 11 femmes députées (sur 120) et une seule femme maire. L'inégalité se manifeste aussi dans le domaine de la justice : 10 femmes sur 256 avocats, 27 femmes sur 218 magistrats.

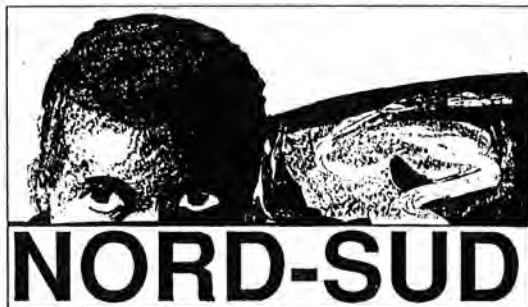
Même si c'est faible, c'est l'une des meilleures "mixités" du continent africain (avec depuis peu l'Afrique du Sud). (source : "Femmes, villes et développement", Ed. IUED)

## PARIS : MAISON DES FEMMES EN PERIL

La Maison des femmes a fêté, fin septembre, ses quinze ans. Lieu féministe, lieu de rassemblement et d'initiatives, malgré des fluctuations d'activité liées au mouvement des femmes, la Maison des femmes continue à vivre, sans subventions depuis 1995. Le local, d'environ 200 m<sup>2</sup> est situé dans un îlot racheté par la Ville de Paris qui a réussi pour le moment à expulser tous les autres locataires : la Maison des Femmes trône aujourd'hui au centre d'un terrain vague. Or un jugement de 1992 a confirmé que le propriétaire devait proposer un relogement. Depuis la mairie, malgré un loyer de 8200 F par mois, ne procède à aucun entretien et ne propose aucun lieu de recharge... attendant un prétexte pour expulser ses dangereuses locataires. La Maison des Femmes a lancé une pétition pour demander un relogement.

On peut se la procurer auprès d'elle : *Maison des Femmes, 8 cité Prost, 75011 Paris, tél : 01 43 48 24 91.*





## PETITES PHRASES

"Les hautes herbes peuvent avaler les pintades, mais elles ne peuvent pas étouffer leurs cris" proverbe peul (extrait de "Mémoire du monde Noir", Ed. L'Harmattan)

## COLOMBIE : BP ET L'ARMÉE ASSASSINENT DES PROTESTAIRES

Après Shell au Nigéria et Total en Birmanie (voir Silence n°201), Mobil au Pérou (Silence n°208) une nou-

velle affaire vient d'éclater en Colombie où la firme pétrolière BP est à son tour au centre d'une histoire d'assassinats.

C'est en 1991 que la BP, British Petroleum, est arrivée sur le plateau du Yopal, dans l'est de la Colombie, pour commencer l'exploitation pétrolière d'un des plus grands champs d'hydrocarbure du monde. Cinq ans après, des kilomètres de pipelines et de câbles sillonnent la région. Carlos Arregui, un fermier propriétaire d'un modeste lopin de terre est, lui, mort assassiné par un

commando comme 6 autres opposants au projet. Des douzaines d'autres personnes de la région ont reçu des menaces de mort. Dans un article paru le 7 juillet dernier, le "Sunday Express" affirme détenir les preuves que c'est la firme BP elle-même qui a financé l'unité de l'armée colombienne accusée d'avoir perpétré les assassinats. "Sunday Express" a réussi à se procurer un rapport de 124 pages non publié, du gouvernement colombien, qui raconte en détail des implications de l'armée colombienne : assassinats, mais aussi viols et tortures des opposants à BP. Ce sont 5000 hommes de la 16ème brigade de l'armée colombienne, stationnés en permanence sur le site pétrolier, qui sont responsables de "l'ordre". BP verse 1 dollar par baril de pétrole extrait pour assurer sa protection par l'armée colombienne (avec un objectif de 500 000 barils par an) et BP a également dépensé 375 000 livres pour la construction de la caserne sur place.

Ce rapport précise également que BP a fait un véritable travail d'enquête pour fournir photos et vidéos à l'armée leur permettant d'identifier les opposants. Une liste de 49 fermiers "subversifs" recopiée à la main, fait partie du rapport gouvernemental.

En cinq ans, cette région agricole riche a été complètement transformée en site d'exploitation du pétrole. Le gisement est évalué à plus de 100 milliards de francs. Des centaines de paysans ont été expulsés, des milliers de travailleurs ont été amenés sur place pour faire fonctionner les installations pétrolières.

L'installation de BP a reçu la visite de John Major en 1992, alors que celui-ci se rendait au sommet de Rio. Un député travailliste, Richard Howitt, est intervenu auprès du chef de gouvernement britannique pour lui demander d'ouvrir une enquête sur les violations des droits de l'homme en Colombie, avant un nouveau voyage de John Major dans le pays en septembre 1996. Suite à ces révélations, BP a reconnu avoir filmé les réunions avec les fermiers de la région et n'a pas nié

## DROLES DE JOUETS

Réseau-Solidarité lance une campagne "jouets" pour répondre à la demande des travailleurs asiatiques qui fabriquent les jouets que nous achetons ici. Qu'ils soient de Thaïlande, de Hong-Kong, de Chine populaire, d'Inde... tous font état de conditions de travail inacceptables. Tous disent également à quel point ils comptent sur la pression des consommateurs pour améliorer leur sort.

La société Mattei-France, distributrice des jouets Barbie, Fisher Price et Disney, est dans le colimateur. Depuis le 15 octobre et jusqu'à Noël, 10 000 dépliant vont être distribués sur les conditions de travail dans les usines de jouets et une carte postale adressée à la firme est disponible.

On peut demander des dépliant et des cartes à : Réseau Solidarité, 5 rue Bizette, 35000 Rennes, tél : 02 99 38 82 40 (avec un chèque de soutien).

les avoir mis à la disposition des militaires. BP estime que ces relations avec l'armée colombienne sont "dans le cours normal d'une protection arrangée sur nos sites".

## LYON : SANTÉ DES PAYS DU SUD ET AUTONOMIE

La commission nationale "santé" de Peuples Solidaires organise un week-end de formation les 16 et 17 novembre, à Lyon, sur le thème : "quel appui aux structures de santé des pays du Sud dans leur recherche d'autonomie". Avec trois axes : l'aide à la pharmacopée locale, l'appui à la création de ressources locales (projets de santé générateurs de revenus), mise en place de systèmes de mutualisation, afin de parvenir au recouvrement des coûts par les structures de santé du Sud.

Renseignements et inscriptions : Peuples Solidaires, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 67 99.

## LES DICTATURES CARBURENT AU SUPER !

Agir ici avec le soutien de multiples associations (Artisans du Monde, Frères des Hommes, Peuples Solidaires, Réseau Solidarité, Survie, Terre des Hommes) et en liaison avec de nombreuses autres associations d'autres pays (Allemagne, Australie, Pays-Bas, Japon, USA, Irlande...) lance une campagne de septembre à novembre 96 pour demander aux compagnies ELF, Total et Shell de ne plus aider les dictatures en Birmanie et au Nigéria (relire le dossier paru dans Silence n°201 : "Marée noire sur les droits de l'homme"). Pour agir, il vous est proposé d'une part d'envoyer une carte postale à chacun des PDG des trois compagnies et de distribuer des "points info" à vos amis. Ces points-info, imitant les points remis dans les stations services, rappellent en quelques mots la raison de cette campagne. On peut se procurer des cartes + les explications + les points infos contre 20 F par ex. port compris auprès de : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.



# PHILIPPINES : PROTECTION DE LA NATURE CONTRE POPULATION

**D**ans son livre "Ecologie contre nature", Fabrizio Sabelli montre bien comment le souci de "protection de la nature" peut devenir facilement un moyen d'ingérence du Nord dans le Sud (voir n°200 de Silence). Survival International lance une campagne sur un cas aux Philippines qui illustre cette ambiguïté.

Depuis 1994, les populations indigènes de Puerto Princesa, une municipalité de l'île de Palawan, sont contraintes de cesser de cultiver leurs plantes alimentaires car leur région a été classée parc naturel. Ces paysans avaient l'habitude de faire de l'agriculture sur brûlis : on dégage un champ en incendiant un morceau de forêt, puis on le cultive et quand les rendements baissent, on change de lieu. Les populations Batak et Tagbanwa qui vivent

dans les forêts à l'intérieur de l'île, pratiquent l'agriculture ainsi depuis toujours. Ils cultivent principalement du riz et quelques autres plantes. Ce sont environ 400 personnes qui se retrouvent ainsi privées de leur mode de vie au nom de la protection d'une forêt tropicale.

Comment en est-on arrivé là ? C'est le WWF, fonds mondial pour la nature, qui est intervenu auprès du gouvernement philippin dès les années 70 pour négocier avec lui des échanges "dette-nature" : le gouvernement s'engage à classer en zones naturelles certaines parties du pays en échange d'une remise de la dette due par le pays à des banques. Le WWF collectant des fonds pour racheter ces dettes à des prix négociés. Un accord portant sur 5300 hectares est ainsi intervenu en 1989. Depuis cette

date, des gardes-forestiers interdisent l'accès de ces forêts aux indigènes. En 1994, c'est sur toute l'île que l'essartage a été interdit.

Frappés de disette, les Batak et les Tagbanwa ont été incités à entrer dans le système en cueillant dans la forêt des produits commercialisables : résine d'almaciga, tiges de rotin et miel. Cela déstructure évidemment complètement le mode de vie traditionnel de ces peuples... et il n'est pas sûr que ces cueillettes soient plus inoffensives que la culture sur brûlis effectuée auparavant. La différence est que cette nouvelle cueillette intéresse des filières commerciales.

On a donc bafoué les droits ancestraux des peuples indigènes et on a remplacé - au nom de la protection de la nature - une méthode de cultu-

re qui n'avait jamais provoqué de dégâts importants (puisque limitée à 400 personnes) en une méthode d'exploitation commerciale de la forêt dont les effets à long terme sont inconnus.

Survival lance donc une campagne de lettres en direction des autorités des Philippines pour leur demander de respecter les droits indigènes. Nous leur suggérons d'entrer en contact avec le WWF qui n'en est pas à sa première opération de ce genre (Sabelli dans son livre cite également le rôle du WWF dans une affaire similaire au Madagascar).

Contacts :

• *Survival International, 45 rue Faubourg du temple, 75010 Paris.*

• *WWF - France, 151 Boulevard de la Reine, 78000 Versailles, tél : 01 39 24 24 24.*



## EMPLOIS OFFRES

• Le Club Ecologie de l'ENTPE (école nationale des travaux publics) à Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon) recrute un chargé de mission "économie d'électricité". Emploi en CDI à mi-temps, rémunération de départ au SMIC. Connaissances requises en maîtrise de l'énergie, démarchages et négociation de contrat, expertises techniques et animation. Il sera chargé de proposer et de mettre en place des scénarios d'économies d'énergie pour des institutions publiques ou privées. Candidature à envoyer à : ENTPE-Club Ecologie, rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin.

• Le Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92 cherche fermiers (es) pour cultiver 23 hectares sur premier plateau du Jura. Productions souhaitées ou possibles : élevages divers avec possibilités de fromages, jardinage, cultures diverses, porcs, basse-cour. Possibilité d'y associer activités d'animation et d'accueil (table d'hôte).

## EMPLOIS DEMANDES

• Je veux me consacrer à la protection de la nature. J'ai besoin d'un coup de pouce pour me reconverter et trouver rapidement un emploi car j'ai des charges familiales. J'ai Bac+5 de formation initiale (vétérinaire), un BTS "Gestion et protection de la nature" (Neuvic 96), l'habitude des contacts humains, une longue expérience en milieu rural et j'ai travaillé sur la pastoralisme. Merci de me contacter : Pierre Chastang, Murat, 19320 Saint-Martin-la-Méanne, tél : 05 55 29 28 98.

## OBJECTEURS

• La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 90, cherche un objecteur pour réaliser des animations "nature-environnement" dans les écoles du département. Véhicule indispensable. Envoyer CV et lettre de motivation.

• L'A.JENA, association jurassienne pour la diffusion des énergies alternatives, 195 route de Besançon, 39000 Lons-le-Saunier,

cherche un objecteur ayant une formation de thermicien pour pré-études de faisabilité et dimensionnements d'installations utilisant les énergies renouvelables. Si possible parlant anglais et allemand. Incorporable novembre 96. Envoyer CV.

## VILLEGIATURES

• Pour passer le jour de l'an dans les Monts du Cantal, séjour convivial dans maison de pays aménagée pour accueil 20 personnes. Du 28 décembre au 4 janvier, 1260 F en pension complète. Possibilité de location à des groupes toute l'année en pension complète ou en gestion libre. Ass. *Méandres*, 15140 Fontanges, tél : 04 71 40 73 39.

• Offrons hébergement (chambre avec salle-de-bain indépendante) à l'année dans village pittoresque du Sud-Aveyron, à 600 m d'altitude. Repas en famille végétarienne, école, alternative et non-violente le plus possible. Animaux acceptés. Prix pension à définir. Ecrire à : *Bellengier*, 12490 La Bastide-Pradines.

## RECHERCHES

• Ayant peu d'argent, je cherche à faire imprimer un journal satirique gratuit d'esprit libertaire en ne payant que l'encre, le papier et les frais de port. Toutes propositions à : *Franck Buendia, La Josselière*, 41360 Epuisay, tél : 02 54 72 17 41.

• En août 1994, nous faisons un projet de lieu de vie sur un terrain de 5,6 hectares avec agroécologie et artisanat pour y accueillir des RMIstes et des personnes en difficulté. Le maire donnait un accord oral. Mais

celui-ci n'a pas été réélu et le nouveau maire s'oppose à l'installation d'un équipement solaire autonome proposé par l'ADEME et demande maintenant la destruction d'un atelier pourtant construit sur des fondations préexistantes. Nous cherchons des associations pouvant nous aider à régulariser la situation. *Olivier Merlet, Catherine Merlet, Corinne Casanova, Le four à chaux de Rabieux, Saint-Guiraud*, 34800 Ceyras, tél : 04 67 96 69 52.

• **Réf. 210-01** Alain et Marie cherchent terrain (bail emphytéotique) pour semer des arbres fruitiers (forêt fruitière), construire dômes en matériaux naturels (hors arbres) dans l'échange. Préférence dans le sud pour arbres exotiques. Sinon, région indifférente. *Ecrire au journal qui transmettra.*

• **Réf. 210.2.** Nous recherchons pour acquisition des terres non productives (landes, forêt...) dans le but de préserver un site naturel, éventuellement dans le cadre d'une action de défense d'un site en cours ou en projet. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe limbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.





# ENVIRONNEMENT

## MELI-MELO DE L'EAU

L'association belge Brabant-Ecologie vient de publier un ouvrage collectif de 115 pages qui compare les différentes eaux commercialisées : 250 eaux (sur les 1107 marques recensées !) pour comprendre qui sont les "grands noms", les sous-marques, les valeurs limites, la radioactivité dans l'eau, le prix de l'eau, l'eau la plus acide, la plus chlorée, la plus fluorée, la plus salée, etc... L'eau n'est pas toujours bonne à boire ! 54 FF ou 300 FB, port inclus, à commander à : *Brabant-Ecologie, route de Rénipont 33, B 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48.*

## GRENOBLE-SISTERON : PEINES ALLEGÉES

Le tribunal d'appel de Grenoble a revu à la baisse les amendes des 68 personnes verbalisées pour avoir entravé les travaux de l'autoroute A51. Les peines d'amende de 2500 F par personne ont, cette fois, été assorties du sursis, mais des dommages et intérêts de 47 000 F ont toutefois été maintenus. Par ailleurs, les cinq autres personnes qui avaient occupé une grue pendant 48 heures ont été condamnées à 2000 F d'amende chacune et à 5000 F de dommages et intérêts payables solidairement.

## PARIS : BETON RIVE GAUCHE

Jusqu'au 16 novembre, se déroule, dans le 13ème arrondissement de Paris, une enquête d'utilité publique concernant le futur aménagement dans les quartiers Tolbiac, Austerlitz et Masséna. 13 associations du quartier, soutenues par de nombreux mouvements politiques, ont réalisé des contre-propositions à ce "Paris-Béton" et ont organisé différentes manifestations (le 2 juin, le 7 octobre...) pour demander l'ouverture d'un débat avec les habitants du quartier. Tous les samedis, un stand est instal-

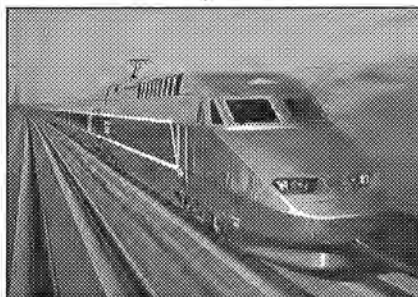
## LYON POUR UNE VILLE SANS VOITURES

**D**evant la multiplication des manifestations demandant une restriction de la place de la voiture dans Lyon, la Communauté urbaine de Lyon a fini par accepter d'ouvrir le débat. Elle a présenté trois scénarios : le premier prévoit une poursuite de la politique actuelle qui consiste à gagner de l'espace pour les transports en commun en multipliant les parkings souterrains (déjà plus de 15 000 places publiques en sous-sol) ; le deuxième scénario prévoit de prendre non plus les places de stationnement aux voitures, mais d'empiéter sur les voies normales pour favoriser les transports en commun ; le troisième scénario se rapproche des propositions écologistes puisqu'il envisage une légère restriction des voies réservées aux voitures et le développement de voies pour les transports en commun, les cyclistes et les piétons. Mais ne rêvons pas : ce dernier scénario ne prévoit même pas une stabilisation de la hausse des déplacements en voiture ! Une consultation publique est en cours au moment où nous bouclons ce numéro et les médias annoncent que le dernier scénario recueillerait 70 % des suffrages. Le 28 septembre, toutes les associations concernées ont appelé à une manifestation cycliste. Celle-ci a réuni entre 500 et 700 vélos, ce qui est de loin la plus grosse manifestation cycliste jamais organisée à Lyon. D'autres manifestations se dérouleront le dernier samedi de chaque mois (sauf décembre). Rendez-vous à 14 h devant l'Opéra. Un atelier de vélo se tient au siège du Réseau pour une ville sans voiture, RVV, les mardis de 19h à 21h. Le RVV publie également un bulletin trimestriel (25 F les 4 n°) en vente dans les manifs. Dans son numéro d'octobre, une longue liste de contre-propositions aux projets de la COURLY dont un point particulièrement pertinent : transformer le premier tube du 3ème tunnel de Lyon (qui doit être une voie rapide permettant de faire le tour de Lyon en voiture) en un tunnel ferroviaire... Celui-ci, associé avec la restauration des lignes déjà existantes mais désaffectées, permettrait de disposer d'un réseau complet de RER reliant entre elles les onze lignes de banlieue à un prix extrêmement intéressant.

Contact : RVV, Réseau pour une ville sans voiture, 44 rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 80 97.

## VICTOIRE POUR LES TRAINS PENDULAIRES

**S**i la première ligne de TGV entre Paris et Lyon n'a pas soulevé d'opposition, il en a été tout autrement pour son prolongement vers Marseille. En effet, si le TGV est relativement bien adapté dans les plaines, il est extrêmement coûteux (comme les autoroutes) dès qu'apparaissent des reliefs. Ainsi, début 1991 (voir Silence n°139), les opposants au TGV Sud-Est proposaient une alternative extrêmement sérieuse : l'adoption du train pendulaire déjà utilisé à l'époque en Italie. Ce train, dont les cabines sont montées sur des articulations au-dessus des essieux, ont la particularité de pouvoir franchir les virages des lignes existantes à grande vitesse en compensant la force centrifuge par l'inclinaison des cabines. Ainsi, le train pendulaire peut avoir une vitesse de 250 km/h, soit un peu moins que le TGV, mais en utilisant les infrastructures déjà existantes. Résultat financier : le choix du pendulaire permet d'économiser environ 90 % des frais engendrés par le TGV.



Officiellement, depuis cette date, le gouvernement a toujours fait la sourde oreille aux opposants... Mais dans la réalité, la firme Alsthom qui produit les wagons du TGV, s'est penché depuis longtemps sur la question et, aujourd'hui, un TGV pendulaire est à l'essai : celui-ci qui pourra atteindre des vitesses de pointe de 350 km/h sur les tronçons spécifiques pourra rouler à 220-230 km/h sur les tronçons déjà existants (contre 160 km/h pour les Corails). Un premier train pendulaire roule depuis septembre en France mais il est italien : il est utilisé sur la ligne Lyon-Turin pour franchir les Alpes. Le premier TGV pendulaire français devrait rouler bientôt... aux USA entre Boston et New-York ! Mondialisation oblige. Cette nouveauté technologique devrait dans un premier temps remettre en cause la pratique des nouvelles gares en dehors de la ville (et donc accessible presque uniquement par voiture). Toutefois le gouvernement ne remet pas en cause pour le moment la réalisation de nouvelles voies pour le TGV Est (Paris-Strasbourg). Concernant les prochains tronçons prévus (Lyon-Turin et Dijon-Strasbourg), les projets pourraient intégrer des TGV pendulaires sur des voies mixtes (voyageurs, marchandises) en utilisant pour partie les voies existantes et en maintenant la réalisation de tronçons spécifiquement TGV. Si les écologistes ont gagné sur la technologie du pendulaire, il reste encore un débat à relancer : ne peut-on pas se contenter d'avoir des pendulaires sur les voies existantes. Qui a vraiment besoin de se déplacer aussi vite ?

lé devant la mairie du XIIIème de 10 h à 12 h pour informer la population et recueillir propositions ou critiques et pour les inciter à participer à l'enquête.  
Contact : Tam-Tam, 30 avenue des Gobelins, 75013 Paris.

## HAUTE-LOIRE : MAISON DE LA NATURE ET DE LA PECHE

La lutte contre le barrage de Serre de la Fare a débouché sur un projet de restauration d'une maison qui devait être engloutie. Cette ancienne ferme du XIXème siècle a été rachetée en 1994 par SOS Loire Vivante et trois chantiers d'été ont permis de transformer l'ancienne bergerie en "Maison de la nature et de la Pêche". La restauration, qui a bénéficiée de l'aide de nombre de personnes au niveau local, a été faite dans le respect de l'architecture paysanne de la bâtisse. Elle doit servir à accueillir des randonneurs, des artistes, des naturalistes, des pêcheurs, des classes vertes...

La première phase des travaux a été financée par des subventions (200 000 F), des aides de la Fédération de pêche (200 000 F) et par une souscription (200 000 F amenés par 700 souscripteurs).

Pour démarrer une deuxième phase de travaux (avec entre autres la mise en place d'une installation photovoltaïque), une nouvelle souscription est lancée pour trouver 500 000 F.

On peut participer en envoyant un chèque à :  
SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél ; 04 71 05 57 88.

## BASSIN DE LA SEINE ET PESTICIDES

Greenpeace a demandé aux autorités quelles sont les mesures disponibles sur la pollution de la Seine par les pesticides. Résultat au 20 septembre : le dernier bilan réalisé par le Ministère de la Santé correspond au traitement des données de 1991 fournies par les DDASS et depuis rien n'a été fait. Ce bilan ne concerne que les triazines alors qu'il existe plus de 450 matières actives

homologuées et utilisées en France. Il est évident qu'aucun contrôle sérieux n'est donc effectué. Greenpeace a donc lancé une campagne d'information sur ce manque de sérieux du gouvernement et sur les menaces que représentent les pesticides.

Contact : Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## CANAL RHIN-RHONE : 26 000 SIGNATURES

Protestant contre la "consultation publique" du gouvernement qui ne prévoit même pas que l'on puisse remettre en cause le projet, plus de 26 000 personnes ont envoyé une carte postale pétition au Préfet chargé de mener le débat sur le projet du canal Rhin-Rhône. Ces personnes demandent que l'on arrête ce projet plutôt que de chercher désespérément à le justifier.

Contact : Saône et Doubs Vivants, 3 rue Beauregard, 25000 Besançon, tél : 03 81 81 30 72.

## BORDEAUX : L'ATELIER FORESTIER

L'Atelier forestier est une association dont le but est de faire connaître le milieu de la forêt, les produits forestiers, les métiers du bois, la production de ces métiers, les relations entre les hommes et la forêt. Elle s'adresse aux curieux et aux enfants et propose différentes animations : la tonnellerie (17 novembre), la forêt landaise (22 novembre), le repas forestier (14 décembre)...

Renseignements : L'Atelier forestier, 5 place Saint-Martial, 33300 Bordeaux, tél : 05 56 39 45 13.

## ALPES DE HAUTE-PROVENCE : AUTOROUTE EN VUE

Malgré l'avis négatif des commissaires enquêteurs, le 17 septembre, le gouvernement a déclaré d'utilité publique un tronçon d'autoroute de 22 km entre Digne et la vallée de la Durance. Arrêtons de faire des enquêtes publiques : il est manifeste qu'elles ne servent à rien.

## VALLEE D'ASPE

• **EXPULSION AVANT L'HIVER ?** Samedi 5 octobre, les occupants de la Goutte d'Eau ont reçu un avis du Tribunal Administratif leur demandant, sous huit jours, de justifier leur volonté de ne pas quitter les lieux. Renseignements pris, la SNCF essaierait de faire évacuer les lieux avant la trêve hivernale (15 novembre). Eric Pétetin demande donc à tous ceux qui le peuvent de venir habiter sur place, avec les 12 résidents actuels, du 1er au 15 novembre.

• **PROCES SYMBOLIQUES.** Le 25 novembre, à 14 h, trois procès concernant la Vallée d'Aspe vont se dérouler au tribunal de Pau. Celui des auteurs de l'incendie criminel du wagon de la Goutte d'Eau, le gîte d'Eric Pétetin, le 12 juin 1992 : trois personnes ont été mises en examen dont une a fait 15 jours de prison préventive. Celui des auteurs de l'attaque de la Goutte d'Eau le 1er novembre 1993 : 20 personnes ont été mises en examen dont plusieurs élus locaux. Enfin, celui de l'auteur de graffitis sur la Maison pour tous contre les tueurs d'ours, Jean-Paul Thomas, un militant de la région.

On peut s'étonner de la réaction tardive de la justice, mais l'une des raisons qui fait que ces procès peuvent enfin avoir lieu est que les peines prononcées seront de toutes manières amnistiées par la loi d'août 1995. Seuls les dédommagements aux parties civiles seront maintenus... et donc les élus mis en examen ne risquent pas de devenir inéligibles.

Ce procès sera l'occasion d'un nouveau rassemblement des opposants au massacre de la vallée d'Aspe.

• **MANQUE DE FINANCEMENTS.** L'Europe ayant retiré ses subventions en constatant que le projet d'aménagement de la vallée ne respecte par les directives sur l'environnement, il manque 300 millions de francs pour boucler le budget. Le député local Michel Inchauspé a bien proposé de lancer un emprunt, mais n'a pas précisé comment il le ferait rembourser... Au fait, une voie rapide qui mettrait en place un péage pour rembourser cet emprunt, comment ça s'appelle, sinon une autoroute ! Si le tunnel devrait ouvrir fin 1998 ou début 1999, l'aménagement de la vallée, lui, n'est pas acquis.

• **LE TRAIN RENTABLE.** Une étude allemande a étudié le coût de la remise en état de la liaison ferroviaire entre Pau et Canfranc, empruntant la vallée d'Aspe. La solution technique retenue est celle des trains pendulaires développée en Italie avec des essieux "Talgo" déjà utilisés pour les lignes mixtes France-Espagne du fait de la différence d'écartement des rails. Le coût de la remise en état de la ligne est chiffré à 350 millions de francs, soit un coût bien moins élevé que la construction d'une autoroute dans la vallée.

• **SABOTAGES.** Après l'incendie d'un engin élévateur le 23 juillet, trois camions du chantier ont pris feu le 14 août. Un militant, Peter Loiseleur, a été interpellé par les gendarmes et Eric Pétetin a été accusé d'être complice pour avoir hébergé ce militant pendant plusieurs semaines. En comparution immédiate, le 20 août, après une longue garde-à-vue, Eric Pétetin a été condamné... à 18 mois d'annulation de son permis de conduire ! Peter Loiseleur a été condamné à 3 mois avec sursis. Il devra rembourser les dégâts : soit 50 000 F. Christian Laborde, écrivain, a été entendu comme témoin des accusés : il a dénoncé les comparutions immédiates de Pau par comparaison aux classements sans suite dans les affaires Juppé et Tibéri à Paris. Le 24 août, interception d'un camion du chantier : pneus dégonflés, chargement répandu sur la chaussée et nouvelle interpellation d'Eric Pétetin. Il devrait encore passer en procès pour rébellion aux forces de l'ordre et insultes.

Contact : La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.





## PETITES PHRASES

"Le Front National est un parti intrinsèquement raciste, antisémite et xénophobe"

Alain Juppé,  
20 septembre 1996.

## DROIT DE REPONSE

Suite à l'article intitulé "Les sous-marques du Front National" paru dans Silence de septembre 1996, le président du Club de l'Horloge, Henry de Lesquen, nous demande de publier le droit de réponse suivant :

"Contrairement à ce qui a été indiqué dans Silence, le Club de l'Horloge, qui est un

lieu d'études doctrinales, est parfaitement indépendant. Ceux d'entre nous qui militent dans un parti politique le font à titre personnel et n'engagent pas notre association en tant que telle".

**DIGNE :  
BUREAU D'ETUDES  
GOURMANT**

Pierre-Alain Cambefort, élu écologiste, avait été atta-

qué en justice pour diffamation par Jean-Louis Bianco, pour avoir diffusé publiquement un tract dénonçant les accords passés entre la municipalité et un bureau d'études (voir Silence n°204).

L'affaire a été jugée le 26 septembre et le maire de Dignes a été débouté. Il est donc maintenant tout à fait officiel que Jean-Louis Bianco a offert de l'argent à ce bureau d'études... ce qui pourrait lui valoir quelques ennuis avec la justice.

## ISRAEL-PALESTINE : LE COUT HUMAIN

Depuis 1945, les affrontements entre Israéliens et Palestiniens ont fait un grand nombre de morts. Voici un bilan chiffré fourni par l'AFP :

Nombre de morts	1948 Guerre d'indépendance	1956 Opération de Suez	1967 Guerre des "six jours"	1973 Guerre du "Kippour"	1982 Guerre du Liban	1987 Intifada 3 ans	1996 Conflit du tunnel
Israéliens	6500	189	1 900	2 500	1 500	51	14
Palestiniens	?	650	26 500	13 000	?	747	63

Comme on le voit, il vaut mieux être Israélien que Palestinien.

## ÉCOLOGISTES : FIN DE L'IMPLOSION ?

**D**epuis 1992, le mouvement écologiste n'en finit pas de se diviser. Les échéances électorales de 1998 (législatives, régionales, cantonales et sénatoriales) devraient pousser à un certain rassemblement des groupes ayant des visées électorales. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

- **Génération Ecologie** (250 adhérents) ne regroupe qu'un noyau de fidèles à Brice Lalonde. Génération Ecologie a adhéré à l'UDF, et se situe parmi les proches d'Alain Madelin (donc très à droite !).

- **Le Mouvement pour une écologie indépendante** ou MEI, créé par d'anciens dirigeants des Verts comme Antoine Waechter, n'arrive pas vraiment à décoller (300 adhérents). Fortement endetté à la suite de l'échec de la candidature de Waechter aux élections présidentielles, le MEI espère toujours enclencher une dynamique indépendante. Le 31 août, il a annoncé vouloir présenter des candidats en 1998 sous la bannière "Hommes, nature et

animaux" ce qui n'est pas sans rappeler les thèmes des "Nouveaux écologistes" mouvement éphémère et très à droite. A force de faire de l'"anti-Verts", les amis de Waechter font dans l'excès inverse.

- **Les Verts** (environ 3000 adhérents) restent - de loin - la plus importante et la plus ancienne formation. La prise de pouvoir par la tendance représentée par Dominique Voynet a entraîné un important virage à gauche. Celui-ci ne semble pas encore terminé et pourrait rapprocher encore d'avantage les Verts des partis de gauche classique (PS et PC) gommant peu à peu ce qui faisait la radicalité de mouvement au départ. La dérive "réaliste" est sensiblement la même qu'en Allemagne.

- **Convergence Ecologie Solidarité** ou CES a été lancé par Noël Mamère (400 adhérents) suite à une scission d'avec Génération Ecologie. CES a soutenu Jospin aux présidentielles dès le premier tour contre Dominique Voynet. Fait beaucoup aujourd'hui

pour rapprocher Verts et PS. Ont voté pour leur fusion avec les Verts, mais sous des conditions très contestées au sein des Verts.

- **L'Alternative Rouge et Verte** ou AREV (600 adhérents) est née après la candidature de Juquin aux présidentielles de 1989. Une partie des soutiens de Juquin avait rejoint les Verts à l'époque, apportant un soutien à la prise de pouvoir par Dominique Voynet. L'AREV a soutenu Dominique Voynet lors des dernières élections présidentielles. Elle hésite entre une fusion avec les Verts (une importante minorité) et entre sa participation à un collectif plus large ouvert aussi à des groupes d'extrême-gauche.

- **le Parti écologiste pour le rassemblement de l'écologie sociale** ou PERLES (200 adhérents) est une autre scission de Génération Ecologie. Lancé par Yves Piétrasanta, il a soutenu Dominique Voynet aux dernières élections présidentielles. Mais est entré ensuite en conflit avec les Verts.

**D**epuis plus d'un an, des négociations sont menées entre Verts, CES, et AREV pour un rapprochement (soit fusion, soit fédération). Ces discussions ont débouché au printemps 96 sur une fusion des mouvements de jeunes de ces trois mouvements au sein de **Chiche !** qui intègre aussi des jeunes venus de la Convention pour une alternative progressiste ou CAP, mouvement créé par d'anciens communistes autour de Charles Fiterman.

Les discussions entre Verts et PERLES ont été rompues pour d'obscures raisons. PERLES a choisi de s'appeler tout simplement Parti Ecologiste, mais ceci est le sous-titre des Verts qui ont déposé le nom... d'où un procès en cours.

Enfin, localement, il existe différents groupes ayant le mot "écologiste" dans leur titre et regroupant généralement moins d'une centaine de personnes. Ces petits groupes ressemblent le plus souvent à des fan-club autour d'une personnalité. Il en existe bien une dizaine.

# CACHEZ CES BOMBES QUE JE NE SAURAI VOIR...

**P**our ceux qui espéraient voir la conclusion au plus tard en 1996 d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires, on ne peut qu'approuver pleinement les efforts récents d'un grand nombre de pays dont le nôtre et l'Australie pour que ce traité soit finalement signé fin septembre à New-York.

Ainsi... la face est sauvée : le traité sera signé à temps, comme prévu par les chefs d'états nucléaires dans leurs discours d'investitures ou autres !

Cependant, on ne peut oublier que ce traité, quoiqu'approuvé par 158 voix "pour", contre 3 voix et 7 abstentions, cache de plus sombres desseins de toutes parts.

C'est l'ancien Premier ministre néo-zélandais, David Lange, qui disait le 15 août dernier : *"Si j'étais encore au pouvoir, je mettrais en priorité l'exploration du mythe qui représente le Traité d'Interdiction Totale des Essais qui n'est autre qu'une machine à éviter le désarmement nucléaire"*. Il ajoutait : *"En cela, je suis absolument du côté des Indiens. Ce sont les seuls qui ont lu le traité de manière juste. C'est un document sans signification, que les états nucléaires sont en train de saluer comme un triomphe"*.

C'est un fait que les puissances nucléaires ont, depuis les années 50, signé un certain nombre de traités qu'elles n'ont en pratique pas

velles têtes thermonucléaires TN-75. Avec ces 96 têtes nucléaires, Le Triomphant va entrer en service opérationnel dans les prochaines semaines.

Alors quand Monsieur Chirac, notre Président, se présente aux yeux du monde comme le champion du désarmement nucléaire, nous ne pouvons que "sourire" amèrement voire tristement. Le mythe de la dissuasion nucléaire a encore de beaux jours devant lui, mais les dangers accrus de prolifération des armes nucléaires et la réalité économique mondiale, nous forceront peut-être bien à changer de cap en matière de modèle de défense.

Quant à Monsieur Rocard, ancien Premier ministre et membre de la Commission Canberra qui vient de sortir un rapport approuvé à l'unanimité de ses membres pour la mise en œuvre immédiate de l'élimination des armes nucléaires, il disait ceci devant la dite Commission le 12 août dernier : *"Les puissances nucléaires n'ont aucune bonne raison de maintenir leurs armes nucléaires pour se préserver les unes des autres, et ont encore moins de raisons sérieuses pour utiliser ces armées contre des états non-nucléaires"*.

Si donc les défenseurs d'hier de la dissuasion nucléaire - "realpolitik" oblige - commencent à parler maintenant clairement de la nécessité d'éliminer toutes les armes nucléaires de la planète, il y a peut-être quelque chose à espérer. *"L'important n'est pas de savoir quand on aura atteint le point zéro"* disait aussi le professeur Josef Roblat, Prix Nobel de la Paix, membre de la même commission, *"mais de commencer dès maintenant à désarmer"*.

Je voudrais dire aux lecteurs de ce journal, comme au Président de la République, signer le Traité d'Interdiction Totale des Essais, oui, mais sans ignorer le devoir de désarmer.

**Marie-Pierre BOVY**  
Présidente de Stop-Essais.

*Stop-Essais publie une lettre mensuelle à laquelle on peut s'abonner contre 50 F par an à adresser à : M.P. Bovy, Bonnetcombe, 12120 Comps-Lagrangville.*

## *Le traité d'interdiction des essais nucléaires n'empêche en rien la possession de la bombe*

Le premier est que l'Inde, qui dispose de fait d'un droit de veto sur le processus, a affirmé avant le vote que le traité n'entrerait jamais en vigueur. Outre l'argument de sa sécurité nationale, elle a affirmé que ce traité était discriminatoire, parce que "consacrant" la supériorité technologique des cinq "grands" qui ne lui permettent pas ainsi de continuer son programme nucléaire militaire, alors que la Chine a encore fait un essai le 28 juillet dernier et que le Pakistan prétend maintenir et développer son programme atomique sans entraves ni pressions de quelques sortes.

Mais il faut savoir aussi que le principal parti d'opposition (BJP) en Inde appelait encore récemment son pays à faire au moins un - sinon plusieurs - essai(s) nucléaire(s) pour équiper les têtes de leurs missiles... propos qui n'ont pas été contredits jusqu'à présent par le gouvernement indien.

Le second - et non le moindre - est que ce traité semble constituer pour les cinq puissances nucléaires "la voie royale pour s'abstenir du devoir de désarmer" tel qu'elles se sont engagées à le faire par la ratification du Traité de Non-Prolifération, en particulier par l'article VI de celui-ci.

respectés, ou, en tout cas, contournés. Il serait étonnant qu'elles changent de manière de faire maintenant.

Nul n'en doute malheureusement et l'Inde l'a parfaitement exprimé. Mais pour autant, personne ne voudrait la voir encore faire des essais nucléaires.

Par ailleurs, on pourrait se demander si la volonté des "Grands" de désarmer sur le plan nucléaire est bien réelle. La suspension, à la demande des Russes, des négociations en cours des accords de *START II* a de quoi inquiéter. De même, pas plus tard que le 4 juin dernier, la France et les Etats-Unis ont signé un accord d'échange sur leurs données nucléaires militaires. Cet accord, supposé tenu secret, a en fait été révélé le 17 juin par un article dans le *Washington Post* et comporte principalement des arrangements qui permettront à la France d'accéder aux données américaines testées en laboratoire... sans compter le projet à plus long terme de se doter d'un laser-mégajoule... très dispendieux, et celui à très court terme de charger, à bord du sous-marin nucléaire *Le Triomphant*, les premiers missiles balistiques M-45 dotés de nou-





## ARMEMENT : MANIFS DE LA HONTE

Le 10 septembre, une journée de manifestation a été organisée par les syndicats pour protester contre les réductions d'effectifs dans les arsenaux militaires. A Cherbourg, la manifestation

a réuni plusieurs milliers de personnes. Le 22 septembre, nouvelles manifestations... Ces manifestations sont la honte du syndicalisme (CGT en tête) : comment prétendre être pour la paix et se battre pour la défense de ces emplois ! Pourquoi les syndicats ne négocient-ils pas plutôt la reconversion des salariés dans le secteur civil avec le maintien de leur paie actuelle ? Cela ne coûterait pas plus cher à l'Etat de payer une personne pour aider dans le secteur social ou même pour ne rien faire que de continuer à produire des armes. Les syndicats devraient manifester avec des banderoles portant "vive la suppression des emplois dans l'armement !"

## POLYNESIE : CANCERS DE LA THYROÏDE

Début juillet, les services de santé de Polynésie ont enfin retrouvé les statistiques sur le cancer dans ces charmantes îles françaises. On y apprend qu'en 1990, on comptait 17,6 cas de cancers de la thyroïde pour 100 000 habitants... et en 1995, on est passé à 25,7 cas. Par comparaison, en métropole, on en est à 4,8... Le temps de déclenchement d'un cancer de la thyroïde étant relativement rapide (une dizaine d'années), cette hausse récente ne peut être le résultat des essais aériens effectués dans le temps. Les essais souterrains laissent donc bien échapper de

l'iode radioactif... et les militaires ont donc bien menti. On peut s'attendre à de nombreuses autres découvertes dans les années à venir. (source : Stop-Essais, juillet-août 96).

## CONVERSION

Les Amis d'une école de la Paix à Grenoble viennent de lancer une revue à vocation internationale "Conversion" dont le but est de permettre des échanges d'expériences et d'idées sur la conversion de la production d'armement. Le premier numéro est sorti durant l'été : présentation du plan Konver européen, quelques initiatives comme la reconversion des jeunes de l'Intifada en Palestine, le tout présenté sous forme de fiches très universitaires. Abonnement : 160 F les 4 n°.

Conversion, Ecole de la Paix, 11 avenue Général Champon, 38000 Grenoble, tél : 04 76 47 13 80.

## MINES ANTIPERSONNELLES : EXPERTISES

Depuis maintenant deux ans, l'association Agir Ici est en procès, attaquée par les producteurs de feux d'artifice Ruggieri et Lacroix. Ces deux firmes ne digèrent pas la campagne d'Agir Ici demandant aux mairies de ne plus acheter leurs feux d'artifice à ces deux sociétés accusées de produire des mines antipersonnelles. En première instance, Agir Ici avait été condamnée à une très lourde amende (500 000 F) pour avoir nui à l'image de marque des deux sociétés.

Mais, en appel, la cour a accepté la demande d'expertise présentée par les avocats d'Agir Ici. Pour la première fois, une commission comprenant plusieurs experts en armements, mais également deux membres d'Agir Ici, a pu visiter les usines Ruggieri à Mazères, dans l'Ariège et Lacroix à Muret, en Haute-Garonne. C'était le 9 septembre dernier. Cette expertise devrait permettre de fixer le calendrier de la suite du procès. A suivre donc.

Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.

## POUR UN SERVICE CIVIL DE PAIX

**L**e MAN, mouvement pour une alternative non-violente, s'est prononcé pour la création d'un service civil de paix : "ce service, ouvert aux femmes et aux hommes, proposerait aux jeunes de se former à la résolution non-violente des conflits et leur permettrait d'accomplir des missions spécifiques tant dans les quartiers difficiles (prévention de la violence, régulation des conflits...) que dans les zones de conflits à l'étranger (prévention des crises, gestion des conflits, reconstruction de la paix...).



Dans les quartiers, les volontaires participeraient au travail de médiation et d'accompagnement social des organismes éducatifs et sociaux. Les missions d'intervention civile à l'étranger consisteraient en des actions d'observation, d'information, de médiation et de coopération en vue de prévenir, réduire ou faire cesser la violence entre les parties en présence et de créer les conditions d'une solution politique au conflit. L'accomplissement de telles missions s'effectuerait dans le cadre d'un organisme d'intervention civile ouvert aux jeunes ayant participé au "rendez-vous citoyen" et aux citoyens volontaires de tous âges. L'encadrement des volontaires durant ces missions serait assuré essentiellement par des professionnels".

Les Verts ont adopté le 1er septembre, un texte allant sensiblement dans le même sens, mais avec une formation obligatoire :

"La conception de la sécurité selon les écologistes implique la participation la plus large, la plus active, la plus consciente de la population (...). Cela réclame une mobilisation et un engagement très fort, ce que nous a appris la théorie de la défense civile non-violente. Ces principes s'opposent autant à la professionnalisation de l'armée qu'au maintien de la conscription. (...) Le projet des écologistes est de défendre la démocratie avec les moyens de la démocratie et non avec des armes (...) Les Verts demandent de mettre en œuvre un service civil obligatoire pour les hommes et les femmes, axé sur un apprentissage approfondi de la défense civile non-violente, qui pourrait prendre la forme d'une période de deux mois, entre 18 et 20 ans et être complétés par de courtes périodes régulières".

Enfin, le MEI d'Antoine Waechter a lui aussi profité de ses rencontres d'été pour débattre des questions de défense, mais s'oriente pour le moment vers la création d'une force de police internationale proche de l'ONU... en oubliant, semble-t-il, les acquis de la non-violence. Pour obtenir les textes complets :

- MAN, 21 rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 79 79 85
- Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01,
- MEI, 34 chemin du Pont d'Y, 44600 Saint-Nazaire.

## PREMIERE RENCONTRE DES OBJECTEURS EN AFRIQUE

La 8ème rencontre de l'ICOM (international conscientious objectors meeting - rencontre internationale des objecteurs de conscience) s'est tenue pour la première fois, du 2 au 9 août dernier, au Tchad. L'ICOM est une réunion annuelle qui permet aux objecteurs et aux militants œuvrant pour la paix de se retrouver, de se connaître et d'échanger des informations et des idées, d'élaborer des moyens de coopération transfrontaliers, au delà des Etats et des langues. C'est un lieu privilégié pour formuler demandes et attentes et dégager des stratégies pour la démillitarisation de nos sociétés.

C'est à l'occasion de la rencontre à Bogota, en Colombie, en 1994, que l'association Tchad Non-violence avait formulé le souhait que l'ICOM puisse se tenir au Tchad cette année. Tchad Non-violence s'est créée en 1991 pour promouvoir le concept de non-violence au Tchad.

### Un contexte particulier

Depuis son indépendance en 1960, seul François Ngarba avait légitimement accédé à la tête du Tchad. Il a été assassiné en 1975 et de coups d'Etat en guerres civiles, le pays n'a connu que des dictatures militaires. Le dernier coup d'Etat d'Idriss Déby a reçu le soutien d'un officier de la DGSE française, Paul Fontbonne. La situation internationale l'a obligé à organiser des élections "démocratiques" le 2 juin dernier. Ces élections placées sous le contrôle de la France ont été l'objet de nombreuses fraudes et un premier résultat provisoire donnant Idriss Déby élu dès le premier tour avec 50,14 % a provoqué un tel tollé que la France a rectifié le résultat en le descendant à 47,86 %. Un second tour a opposé deux militaires. Idriss Déby a alors été largement élu.

Quelques jours après, Jacques Chirac déclarait à Lyon lors du G7 : "Partout dans le monde, nous soutenons activement le processus de démocratisation, garantie essentielle du respect des droits de l'homme. Nous apportons notre concours à l'organisation d'élections libres et impartiales et au renforcement des institutions et des principes démocratiques". La Ligue des Droits de l'Homme du Tchad lui répond : "Les vraies données ont été complètement falsifiées et correspondent à ce qui était déjà convenu dans une capitale étrangère (...). De ce fait, les résultats constituent non seulement une humiliation et une injure inacceptables pour le peuple souverain, mais ils annoncent la fin de la démocratie au Tchad au profit de l'aventurisme politico-militaire et de résurgence d'une certaine opposition Nord/Sud entretenue à dessein".

### Rencontre de l'ICOM

La rencontre de l'ICOM a accueilli 85 participants venant d'horizons très différents : 19 organisations africaines (Tchad, Congo, Tanzanie, Bénin), 11 organisations européennes (Autriche, Allemagne, Finlande, Norvège, Croatie, France, Turquie, Suisse), une organisation américaine (Etats-Unis). Les thèmes qui ont été abordés concernent la situation des pays représentés, les moyens de coopération Nord-Sud, la lutte pour les droits de l'Homme et la réconciliation, le rôle de l'ethnicité et des religions dans les conflits, l'influence de l'Europe en Afrique... Ces thèmes ont été présentés en conférences et débats en ateliers.

Le compte-rendu de cette rencontre est disponible auprès du CUN du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau.

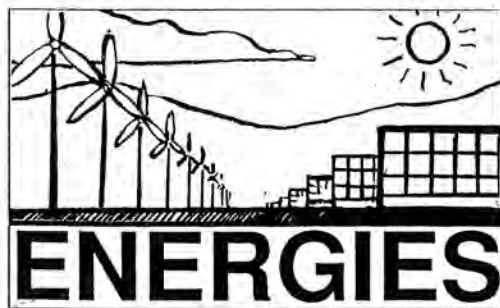
### ISERE : RELATIONS ET NON-VIOLENCE

La Communauté de l'Arche de St-Antoine, dans l'Isère, organise un cycle de sessions destinées à mieux connaître et améliorer nos attitudes et comportements relationnels.

Au programme : l'écoute active, découvrir et améliorer nos manières d'écouter l'autre (WE du 16 et 17 novembre) ; communication et non-violence : progresser dans les situations de communication (WE du 1er et 2 mars) ; résolution positive des conflits interpersonnels, comment faire de nos conflits quotidiens une occasion de transformation de soi (WE du 1er au 3 novembre

ou du 14 au 16 février) ; faire face à l'agression, se préparer à garder son équilibre et aider l'autre à contrôler son agressivité lorsque l'on est en situation d'affrontement (WE du 11 au 13 avril) ; animation de groupe et non-violence, animer de façon à ce que chacun trouve sa place dans le groupe et y apporte le meilleur de lui-même (WE du 28 au 30 décembre) ; pédagogie et non-violence, mettre la non-violence au cœur de notre manière de former, d'enseigner, d'éduquer (WE du 17 au 19 mai).

Programme complet : Communauté de l'Arche, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.



### FORMATION

Pour la neuvième année, l'ASDER, association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise un stage ayant l'agrément de la région Rhône-Alpes et de l'ADEME. Il aura lieu du 3 février au 27 juin (5 mois dont deux en entreprise) à Chambéry (Savoie).

La partie théorique (3 mois) est composée en modules de deux semaines qui peuvent être suivies de façon indépendante : énergie solaire thermique, production décentralisée d'électricité, biomasse, tri et valorisations des déchets, gestion et montage des projets. Le stage est agréé pour des demandeurs d'emploi ou

des salariés. Il est possible de ne suivre qu'un seul module. Il faut un niveau Bac+2 et une forte motivation. Les frais sont pris en partie par les dispositifs de la formation professionnelle. Hébergement possible à coût réduit. Renseignements : ASDER, Jean-Christophe Castagne et Gérard Savatier, BP 45, 73230 Saint Alban Leysse, tél : 04 79 85 88 50.

### ISERE : EXPOSITION

L'association pour l'information rhodanienne sur l'énergie, AIRE, présente une exposition sur les énergies renouvelables réalisée par l'AGEDEN, le samedi 14 décembre, au Château de Roussillon. Renseignements : AIRE, Foyer Henri Barbusse, 38150 Roussillon.

## STAGES DE FORMATION

organisé par la Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité

### • RADIOACTIVITÉ ET RADIOPROTECTION

**SAMEDI 30 NOVEMBRE 1996**

de 9h à 13h et de 14h à 17h

Qu'est-ce que la radioactivité ?

Quels sont les moyens de détection ?

Quels sont les effets sur la santé ?

Quelles sont les mesures de protection pour les populations ?

Coût du stage : 400 F. adhérent CRII-RAD - 500 F. non-adhérent

### • UTILISATION D'UN COMPTEUR GEIGER

2 dates au choix

**MERCREDI 20 NOV. ou SAMEDI 14 DEC. 1996**

de 14h à 18h

de 9h à 13h

Objectif : Permettre aux participants d'utiliser un radiamètre de type "Compteurs Geigers"

Coût du stage : 280 F. adhérent CRII-RAD - 450 F. non-adhérent

Ces stages sont ouverts à tous

Renseignements et lieu des stages : CRII-RAD  
CIME 471, Av. Victor Hugo à Valence - Tél. 75 40 95 05

N.B. l'association est déclarée comme dispensateur de formation sous le n° 82260030126/préfecture RA, délégation régionale à la formation professionnelle.





## PETITES PHRASES

"Nous ne pouvons échapper au constat qu'ils préfèrent gouverner que concrétiser leurs objectifs politiques". Extrait de la déclaration finale d'une réunion antinucléaire qui s'est tenue le 29 septembre à Hambourg. Les 190 personnes de 50 comités locaux dénoncent l'oubli des Verts de l'objectif de la sortie du nucléaire dans les négociations avec les socialistes, en vue des élections de 1998. (correspondance René Hamm)

## PASTILLES D'IODE : DISTRIBUTION AU COMPTE-GOUTTE

Une première expérience de distribution de pastilles

d'iode a été réalisée le week-end du 28 septembre sur deux communes voisines de la centrale de Saint-Maurice l'Exil (Isère), accompagnée d'une large campagne d'information faite par les autorités. Une autre distribution est prévue le 12 décembre autour de Golfech.

Vous allez voir qu'il y a des gens qui vont croire que les pastilles d'iode les protègent contre la radioactivité. Rappelons que cela protège simplement la thyroïde contre les gaz d'iode radioactifs et que cela représente une légère protection en attendant une évacuation. La vraie prévention, c'est encore d'arrêter les réacteurs avant qu'il ne soit trop tard.

## BABOUINS IRRADIES

Manifestement, les autorités françaises s'attendent de plus en plus à un accident nucléaire grave. Le ministère de la Défense a commandé, en août dernier, 20 babouins à l'Afrique du Sud pour des expériences d'irradiations qui seront menées au CENG, centre d'études nucléaires de Grenoble. Ces 20 babouins, placés dans une pièce blindée, seront fortement irradiés, pour étudier dans quelles atroces souffrances ils vont mourir. Rappelons qu'il est connu depuis longtemps que les effets sur le corps d'un animal et le corps humain ne sont pas les mêmes et que ce genre d'expérience est complètement inutile. Il existe suffisamment de victimes de Tchernobyl ou d'Hiroshima pour faire des études grandeur nature, sans avoir besoin de massacrer volontairement des animaux. Et s'il vous faut d'autres cobayes, l'armée doit bien disposer de quelques irradiés dans sa propre maison (survivants des tirs du Sahara, de Moruroa ...).

## GRANDE-BRETAGNE ACCIDENT GRAVE EN 1958

Ce n'est que récemment qu'a été révélé un grave accident arrivé en 1958 sur la base militaire américaine de Greenham Common. La CND, campagne pour le désarmement nucléaire, a reconstitué les faits : le 28 février 1958, un camion-citerne transportant du pétrole prenait feu à proximité d'un bombardier. Celui-ci s'enflammait alors avec son contenu : une ou des bombes atomiques qui ont, elles aussi, brûlé. Ce sont plusieurs kilos de poudres d'uranium enrichi et de plutonium qui sont alors partis en fumée contaminant une surface allant bien au-delà de la base militaire. Il a fallu cinq jours pour stopper l'incendie. Des explosions ont été entendues à des kilomètres à la ronde et une rumeur à l'époque parlait bien de l'explosion d'une bombe atomique. Au moins une personne est morte directement pendant l'accident, mais on peut penser que ce sont des milliers de personnes qui depuis ont été contaminées : militaires, voisins et aussi pacifistes, la base ayant été l'objet de camps de la paix pendant toutes les années 80.

En mai 1960, un groupe du centre de recherche atomique de Aldermaston, à quelques kilomètres de la base, a signalé une radioactivité importante à proximité de leurs laboratoires. Cela dépassait de 100 fois les pollutions habituelles du centre. Ils ont essayé d'alerter les autorités, mais leur rapport a été classé top-secret. En novembre 1985 et février 1986, The Lancet, une revue médicale, a publié des articles sur la hausse des cancers chez les enfants vivants dans les environs de la base. Mais les autorités ont rejeté la responsabilité de ces cancers au centre de recherche d'Aldermaston et d'un autre situé à Burghfield.

Ce n'est qu'en 1994, que des chiffres ont enfin été publiés sur les conséquences de l'accident : environ 20 kg de plutonium et 30 à 40 kilos d'uranium enrichi ont été volatilisés par l'incendie. Le trafic aérien sur les pistes de la base a provoqué sans cesse une dispersion des poussières et des sables radioactifs à l'extérieur de la base. Il sera maintenant extrêmement difficile de chiffrer le nombre des victimes. Le gouvernement a reconnu qu'un accord passé en 1956 avec les États-Unis prévoyait de faire tout accident nucléaire intervenant sur une base américaine.

Contact : CND, 162 Holloway Road, Londres N7 8DQ, Grande-Bretagne. (source : WISE, 26 juillet 96)

## EDF : MEDECIN DU TRAVAIL LICENCIÉE

Ellen Imbernon était médecin du travail depuis 14 ans à EDF-GDF dont 9 ans comme chargée de mission en épidémiologie. C'est-à-dire que c'est elle qui, à partir des dossiers médicaux des agents EDF, peut découvrir s'il existe des relations entre certaines maladies et les conditions de travail. Ces études ont donné lieu à 17 publications scientifiques et 24 rapports détaillés. Pour se rendre compte de certaines corrélations, il faut du temps. Que s'est-il passé dans les études d'Ellen Imbernon qui, d'un seul coup, ait dérangé EDF ? Début 1996, EDF lui interdit de s'exprimer à l'extérieur de l'entreprise, un inventaire de son bureau est fait sous contrôle d'huissier, EDF conteste l'existence des fichiers informatiques sur ses salariés mais la CNIL, chargée de vérifier, confirme la légalité pour un médecin du travail d'avoir ce genre de fichiers. EDF bloque alors ses travaux de recherche en lui demandant d'effectuer de multiples déplacements pour des travaux sans rapport avec ses compétences. Enfin, une prime lui est proposée en échange de son départ volontaire. Comme elle ne cède pas, une mise à pied sans solde lui est signifiée fin juillet et elle apprend qu'elle est licenciée fin août, ceci au mépris le plus élémentaire du code du travail : normalement, un tel licenciement doit se décider après consultation du Comité d'Entreprise. La question est donc : que sait Ellen Imbernon qui pourrait être révélé aux syndicats ou au public ?

Son service avait communiqué des données aux syndicats, conformément au fonctionnement normal d'une entreprise. Ces données avaient permis aux syndicats, en 1995, de tirer la sonnette d'alarme sur les conditions des infirmières envoyées en zones radioactives pour des réparations. Il semble que ce soit cette affaire qui ait mis le feu aux poudres.

L'affaire n'en est pas restée là. EDF a profité de l'été pour démanteler tout son service de médecine du travail, pour verrouiller toutes les études en cours et pour mettre en place une nouvelle équipe de médecins, soigneusement sélectionnés... Des médecins qui ne possèdent aucune donnée sur les années antérieures. Ainsi les centrales nucléaires restent sans doute encore inoffensives quelques années !

Ce n'est pas la première fois que quelqu'un menace de lâcher le morceau à EDF, mais jusqu'à maintenant, soit directement, soit par le biais des autorités publiques, les négociations avaient toujours permis d'étouffer (le plus souvent sous une montagne d'argent) les voix dissidentes. Espérons que dans les mois à venir Ellen Imbernon n'ait pas un accident de voiture.

## SUCCES DE LA REVUE ANTI-DECHETS

Grâce à la participation financière de Greenpeace, des collectifs anti-déchets, d'un concert de soutien et des dons envoyés par plus de 250 personnes, la coordination anti-déchets a réussi son pari : réaliser une revue grand public de sensibilisation distribuée dans toutes les boîtes aux lettres autour des 4 sites possibles pour le futur enfouissement des déchets radioactifs. La revue a en effet été distribuée à 270 000 exemplaires. Ce numéro intitulé "Droits de regards" tout en couleur a été distribué dans la Meuse, dans la Haute-Marne, dans la Vienne, dans le Gard, dans les Vosges, 8000 aux sympathisants de Greenpeace et quelques uns aux sympathisants d'un peu partout. Vu l'impact extrêmement positif que cela a eu, une nouvelle souscription est ouverte pour renouveler l'opération. Vous pouvez envoyer vos dons à : *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets, 3 chemin de Vaux le Comte, 55000 Bar-le-Duc.*

## RENCONTRE ANTINUCLÉAIRE

Les 28 et 29 septembre s'est tenue à Châumont, en Haute-Marne, une rencontre antinucléaire. De nombreux sites étaient présents (Golfech, Le Carnet, Nogent, Malville, Fessenheim, La Hague, tous les groupes anti-déchets, un représentant autrichien, un autre italien, Greenpeace, les Verts, la CNT...), au total une cinquantaine de personnes. Une campagne commune a été adoptée : une pétition sous forme de cartes postales "Sortir du nucléaire, non à l'enfouissement des déchets" qui devrait être lancée à la fin de l'année accompagné d'un tract. Cette campagne devrait durer un peu plus d'un an (jusqu'aux législatives). Un deuxième numéro de "Sortir du nucléaire" présentant comment les autres pays européens ont modifié leur politique énergétique, devrait être édité en avril. Ces deux premières initiatives seront coordonnées par les Européens contre Super-



phénix. Une lettre-type va également être diffusée pour demander aux conseils municipaux d'interdire la traversée de leur territoire aux convois nucléaires, une action menée par le Forum-plutonium. Une journée nationale d'actions médiatiques devrait avoir lieu au printemps coordon-

née par VSDNG, le groupe de Golfech. Enfin, un recensement des ressources militantes va être réalisé par le CSFR de Fessenheim. La réunion a permis également d'échanger des informations sur de nombreux sujets et il a été décidé de pérenniser ce genre de rencontres de temps en temps. La prochaine sera organisée à Toulouse en septembre 97.

### Contacts :

- *Les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.*
- *VSDNG, Maison des associations, 108 Bd de la liberté, 47000 Agen.*
- *CSFR, 8 rue des Ecoles, 68700 Uffholtz, tél : 03 89 39 73 30.*
- *Forum-Plutonium c/o Jean-Pierre Morichaud, 67 hameau des Oliviers, 26110 Venterol, tél : 04 75 27 98 46.*
- *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets, 3 chemin de Vaux le Comte, 55000 Bar-le-Duc.*

## SUPERPHENIX

• **LES COCOS ET LA DEMOCRATIE.** Le MNLE, mouvement national de lutte pour l'environnement, mouvement créé de toute pièce par les communistes, titrait dans sa revue en janvier 1993 : "Superphénix : le vrai défi, c'est la démocratie". L'article rappelle l'engagement du MNLE au côté des travailleurs de la centrale lors de la manifestation organisée en octobre 1992 pour protester contre la décision du gouvernement de ne pas autoriser le redémarrage du surgénérateur. Ce soutien aux travailleurs se faisait au nom de la démocratie. Les communistes, toujours soucieux de la démocratie, ayant pris connaissance des sondages réalisés pour le compte de l'IPSN, organisme pro-nucléaire (53 % pour l'arrêt du réacteur, 23 % pour la poursuite) vont-ils descendre massivement dans la rue aux côtés des opposants à Superphénix ?

• **UN RAPPORT QUI RAPPORTE.** Nous titrons dans notre numé-

ro de septembre "un rapport pour rien". Pas tout à fait quand même car les auteurs du rapport en ont profité pour obtenir quelques promotions. Ainsi, Georges Charpak, prix Nobel de Physique, du CERN, se voit nommé membre du conseil d'administration de la Cogema, filiale du CEA, chargée de la prospection minière. Jean-Paul Shapira, directeur de recherche au CNRS est nommé à la direction du projet Gédéon financé par EDF. Guy Aubert, directeur général du CNRS, reçoit un contrat de recherche du CEA. En voilà trois qui ont bien travaillé.

• **COUT : 110 MILLIARDS !** Une fois encore les écologistes étaient largement en-dessous de la réalité concernant le coût réel de Superphénix. Alors qu'EDF annonçait 27 milliards, les écologistes avançaient le chiffre d'au moins 50 milliards. Le rapport de la Cour des Comptes, rendu public le 6 octobre, chiffre, lui, le coût de Superphénix à 60 milliards sans y inclure les coûts de recherche, ni les coûts induits à la Hague, ni d'éventuels mauvais fonctionnements à venir.

Selon Dominique Finon, directeur de l'Institut d'Economie et de politique de l'énergie de Grenoble, les dépenses de recherche seraient de l'ordre de 30 milliards financées par le CEA (donc par le budget de la Défense) et les coûts de la Hague réalisés dans l'optique du développement de la filière surgénérateur seraient de l'ordre de 20 milliards. Total : 110 milliards !

La Cour des Comptes critique ces dépenses passées mais ne condamne pas Superphénix. Elle affirme que si EDF peut faire fonctionner Superphénix à plus de 35 % de sa puissance, le surgénérateur pourrait alors rembourser une petite part de cette somme. Mais comment EDF pourrait-elle prévoir 35 % de fonctionnement alors que le réacteur n'a réussi à fonctionner que moins d'un an sur les dix dernières années ? L'annonce a fait la une de la plupart des médias. Heureusement, le gouvernement a répondu : Superphénix reste un instrument indispensable à la recherche.

A la recherche de quoi ? De la connerie ?

## LOT-ET-GARONNE : SORTIR DU NUCLEAIRE

L'association VSDNG, Vivre sans le danger nucléaire à Golfech, organise les 2 et 3 novembre à la Halle J. Baylet, à Valence d'Agen, un forum pour la sortie immédiate du nucléaire.

Au programme : samedi 10 h : débats avec des employés EDF après la projection du film "Les trimardeurs du nucléaire" sur le thème : *EDF, quel service public ? quelle privatisation ?* A 14h30, en parallèle : *comment sortir du nucléaire tout de suite* avec Roger Belbeoch du GSIEN ; *le rôle des pastilles d'iode* avec Philippe Perrin de la CRIL-Rad ; *les énergies renouvelables* avec ARPE47, Solagro et des associations de chômeurs. A 17 h : forum pour les enfants. A 20h30 : table ronde *contre la pensée unique en matière énergétique*. Dimanche de 10 h à 12h30 : coordination grand sud avec au programme la distribution officielle de pastilles d'iode autour de Golfech, les relations avec les médias, avec les élus...

Contact : *VSDNG, Maison des associations, 108 Bd de la liberté, 47000 Agen.*





## PETITES PHRASES

"Comment peut-il y avoir connaissance où il y a oppression."

Raoul Vaneigem

"Avertissement aux écoliers et lycéens" 1995.

## IMPOTS : SOYONS LOGIQUES !

Sachant que 47 % de la population - les plus pauvres - ne paient pas d'impôts sur le revenu, une baisse d'impôts sur le revenu ne profite



## POURQUOI LA PAPOMOBILE ?

La récompense suprême pour un croyant est de mourir pour aller au paradis. Dans ce cas, pourquoi utiliser une papomobile à l'épreuve des balles et déployer d'importantes forces de sécurité sur le trajet du pape ? Si le pape a peur de mourir, c'est qu'il n'a plus la foi !

## ETAT LAÏC ? ETAT SŒUR ?

Affaire des fous ? Interdiction de porter des badges antinucléaires... quand cela arrange l'éducation nationale, les inspecteurs vous rappellent que le prosélytisme est interdit à l'école. Cela n'a pas empêché l'inspection départementale de l'éducation nationale de la circonscription de Lorient Sud d'envoyer cette lettre aux enseignants : "Les instituteurs et les institutrices qui souhaiteraient assister à la réunion pastorale du 20.09.96 à la basilique Sainte Anne d'Auray sont priés de solliciter par écrit une autorisation d'absence qui leur sera accordée dans les formes réglementaires".

## SANS-PAPIERS

**LA BALADE DES SANS-PAPIERS.** L'Agence Im'média a réalisé une cassette vidéo de 60 mn qui rappelle la chronologie des événements depuis l'occupation de l'église Saint-Ambroise par les sans-papiers jusqu'à l'évacuation de Saint-Bernard. Cette cassette est disponible contre 200 F auprès de : Im'média, 26 rue des Maronites, 75020 Paris, tél : 01 46 36 01 45.

• **FORT SOUTIEN.** Le 28 septembre, la manifestation de soutien aux sans-papiers soutenue par toutes les organisations de gauche, a réuni environ 15 000 personnes, ce qui constitue un indéniable succès : il faut remonter au début des années 80 pour retrouver des manifestations de cette importance sur ce thème. On restera toutefois réservé sur la suite du mouvement : les sans-papiers ne vont-ils pas servir de prétexte électoral à la gauche quand on note que le Parti Socialiste se garde bien de promettre l'abrogation des Lois Pasqua. On notera aussi la position étrange de la Fédération Anarchiste qui réclame des papiers pour les sans-papiers... c'est-à-dire une reconnaissance par l'Etat ! Les anarchistes ne devraient-ils pas plutôt revendiquer un monde sans papiers ?

• **OPINION PUBLIQUE.** Le Monde et RTL ont réalisé un sondage au lendemain de l'évacuation des sans-papiers de Saint-Bernard dont quelques chiffres sont significatifs : 46 % contre 36 % éprouvaient de la sympathie pour le mouvement. Ce sont les jeunes de 18 à 24 ans qui ont le plus aimé cette action (58 % contre 29 %). Seules catégories majoritairement opposées au mouvement : les artisans et commerçants (41 % hostiles contre 37 %) et les ouvriers (46 % hostiles contre 37 %). On retrouve là les troupes du Front National dont le score est sans appel (56 % hostile contre 9 %) alors que les écologistes sont à l'honneur (71 % pour le mouvement, contre 19 % d'hostile), meilleure score devant le PS et le PC.

• **AMBASSADES.** Afin de montrer que nous ne sommes pas d'accord avec la politique de répression du gouvernement vis-à-vis des sans-papiers, des lecteurs proposent une action : écrire aux ambassades concernées pour s'excuser de la politique française et dire son désaccord. Un doublé des lettres peut être envoyé également au Ministère de l'Intérieur :

- Ambassade de Guinée, 51 rue de la Faisanderie, 75116 Paris.
- Ambassade du Zaïre, 32 cours Albert 1er, 75008 Paris.
- Ambassade du Sénégal, 32 rue Tour, 75016 Paris.
- Ambassade de Mauritanie, 5 rue Montévidéo, 75116 Paris.
- Ambassade de Tunisie, 25 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris.
- Ambassade du Mali, 89 rue du Cherche-Midi, 75270 Paris cédex 06.

- forcément - qu'aux 53 % les plus riches ! Et on baisse surtout les tranches du haut !

## PARIS : RACISTES AU STADE

Le 9 mai 1996, devant les caméras de télévision, les supporters racistes du PSG se mirent à poursuivre dans les tribunes les supporters à peau bronzée. Récemment, le procureur de Paris, Gabriel Bestard, a décidé de ne pas poursuivre ces ra-

nes rasés, sous prétexte qu'aucune des personnes agressées n'a porté plainte. Quant à la plainte du MRAP, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, elle a été jugée irrecevable... le MRAP n'étant pas agréé par le Ministère des sports ! Les racistes ont de beaux jours devant eux : il faudra bientôt une autorisation écrite de leur part pour pouvoir porter plainte contre eux. (source : Pote à pote, septembre 1996).



## AMIANTE : PREMIERES INFORMATIONS JUDICIAIRES

**L**e 6 septembre dernier, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour "blessure involontaire" suite à une plainte contre X déposée par un électricien qui souffre depuis deux ans d'un cancer de la plèvre. Il accuse l'amiante car son travail nécessitait, de 1958 à 1962, de nombreuses interventions dans des conduits où se trouvaient de la poussière d'amiante. Par contre l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante n'a pu se porter partie civile, le tribunal estimant qu'elle n'avait pas eu de préjudice dans cette affaire.

Une nouvelle étape a été franchie fin septembre à Aix-en-Provence où un ancien chaudronnier, malade d'abestose mésothéliome à 38 ans, après avoir travaillé pendant seulement 7 ans dans des entreprises de sous-traitance de la région, a porté plainte contre 8 anciens ministres tous responsables à un moment donné de la prévention des risques technologiques. Ces huit ministres sont : Michèle Barzach, Claude Evin, Bruno Durieux, Bernard Kouchner, Simone Veil, Philippe Douste-Blazy, Brice Lalonde et Gérard Renon. Ces ministres sont accusés d'"empoisonnement", "blessures et homicides par imprudence", "absention délictueuse". Ces plaines ont-elles une chance d'aboutir ?

Contact : ANDEVA, 3 rue Saint-Félicité, 75015 Paris, tél : (1) 48 28 76 72..

## PETITES PHRASES

*"La boucherie et la pharmacie ont au moins un point commun, celui d'induire une surconsommation néfaste à la santé"*  
Henri Van den Eynde, "Santé-Business", Ed. EPO, 1995.

*"Les hommes souffrent de maux qu'ils ont choisis"*  
Pythagore, "Vers dorés"

## POURQUOI VERSER DES INDEMNITES AUX PRODUCTEURS BOVINS ?

Ils ont joué le jeu du productivisme. Ils ont touché des subventions européennes ou nationales pour aller toujours plus loin dans la production de viande moins chère. Aujourd'hui, la crise de la "vache folle" leur fait perdre de l'argent. Et alors ? Pourquoi faudrait-il venir en aide à ceux qui nous empoisonnent alors que ceux qui ont le courage de faire de la viande de qualité ne sont pas aidés ?

Nous avons déjà souligné l'inégalité qui frappe l'agriculture biologique dont les producteurs doivent payer pour le passage de contrôleurs... alors que ceux qui usent de produits chimiques n'ont rien à payer.

La plupart des agriculteurs bios n'ont pas droit aux subventions parce qu'ils ne sont pas dans les "normes" alors que les agriculteurs chimiques y ont droit.

Si nous ne voulons pas d'autres "vaches folles" dans d'autres domaines, il faut inverser les priorités : subventionner les produits bio de qualité (et ainsi en faire baisser le prix), maintenir les contrôles sur la bio mais en les faisant financer par une taxe sur les engrais et les pesticides, enfin, plafonner les aides par exploitation pour éviter la concentration dans des exploitations de plus en plus grande.

## LES RISQUES DES TELEPHONES MOBILES

**L**es téléphones mobiles émettent des micro-ondes dont les effets sur la santé reste à démontrer. Mais il existe des éléments qui font dresser l'oreille ! Ainsi, le Ministère de la Santé a interdit l'utilisation des téléphones mobiles dans les hôpitaux car on s'est aperçu qu'ils pouvaient parasiter, voire bloquer le fonctionnement d'appareils médicaux de surveillance et de soins intensifs. En Allemagne, le professeur P. Semm, neurobiologiste de l'université de Francfort, a soumis des pinsons au rayonnement de l'antenne d'un relais GSM durant une durée d'une demi-heure : 60 % des cellules cérébrales des oiseaux subissent alors des altérations. Cela



s'expliquerait par le fait que nos réactions nerveuses se font par des circulations de courant électrique à des niveaux perturbables par les faibles champs électromagnétiques produits par les téléphones et les relais. En Allemagne, plus de 200 associations se sont déjà constituées pour s'opposer à l'installation des antennes-relais de téléphone. Des études suisses confirment l'effet nocif de ces antennes-relais. Des études, portant sur les téléphones mêmes, donnent des résultats moins nets car il semble que nous n'ayons pas tous la même sensibilité à ces micro-ondes. En Californie, des personnes développant un cancer du cerveau ont attaqué en justice les fabricants de téléphone. Sans preuves. Ce qui est sûr, c'est qu'une nouvelle fois, on commercialise un procédé technique sans s'être soucie auparavant des conséquences sur la santé des gens. (source : Nature-et-Progrès, septembre 1996)

## DEPENALISATION DES DROGUES

Ce n'est pas en punissant les consommateurs de drogues que l'on résoudra l'épineuse question de savoir pourquoi il est fait une telle consommation de drogues.

Par drogues, nous entendons toute substance entraînant une dépendance au moins psychologique : le thé, le café, l'alcool, le tabac, les somnifères, les calmants, les médicaments les plus divers, le chocolat, le cannabis, le LSD, l'ectasy, la cocaïne, l'héroïne...

On regrettera toutefois que les personnes militant pour la dépénalisation oublient de mettre en avant les

méfais de notre société sur notre santé (d'où le refuge dans les drogues) et pire, qu'elles incitent souvent à consommer des drogues par défis aux autorités.

## CONSOMMATEURS DE SANTE

Selon une étude portant sur près de 10 000 personnes, en 1994, 23 % de la population s'est rendue au moins une fois par mois chez un généraliste, 14 % chez un spécialiste, 5 % chez le dentiste. En moyenne, un ouvrier dépense 71 F par mois à l'achat de médicaments, le cadre moyen 98 F et le cadre supérieur 106 F. Le "connais-toi toi-même" a encore du progrès à faire !



# LE RÔLE AMBIGU DE LA MÉDECINE

**L**a médecine occupe une place de première importance dans notre système de soins de santé. Les porte-parole des médecins déplorent bien, depuis quelques années, la perte progressive du pouvoir des médecins au profit des technocrates, mais ce ne sont là que réactions exagérées de privilégiés jaloux de leurs prérogatives. Dans le secteur de la santé, toutes les actions sont imprégnées de l'approche médicale et même quand les médecins sont absents des centres de décision, c'est leur philosophie qui prévaut, si bien que nous consacrons plus de 97% de nos dépenses dites de santé... à la

## Pourquoi la médecine ?

La médecine allopathique, qui occupe cette place de choix dans tous les pays occidentaux, ne s'est pas imposée d'emblée, parce qu'elle avait des bases scientifiques incontestables ou par suite de succès thérapeutiques impressionnants. Encore à la fin du siècle dernier, la médecine allopathique était une approche de soins parmi d'autres. La médecine a pu gagner la place dominante qu'elle occupe par rapport aux autres façons

société n'offrait aucune ressource pour y faire face ; les premiers hôpitaux n'ont été que des hospices où l'on allait mourir, mais non se faire soigner.

En Amérique, les premiers arrivants adoptèrent à peu près le même modèle. Les médecins tentèrent bien de se faire accorder le monopole des soins, ce qu'ils réussirent dans quelques États américains, mais le vent de liberté qui soufflait se prêtait mal aux interventions autoritaires étatiques, si bien que les différentes approches de soins se développèrent parallèlement. Au début du siècle cependant, deux riches fondations américaines - Carnegie et Rockefeller - prirent fait et cause pour la médecine allopathique et commencèrent à injecter des millions de dollars dans le système d'enseignement universitaire de la médecine ; les médecins allaient par la suite disposer d'un diplôme «sérieux» à opposer aux autres guérisseurs et ils se firent rapidement octroyer le monopole des soins dans plusieurs États. Les autres soignants furent par la suite de plus en plus marginalisés, quand ils ne furent pas carrément déclarés hors la loi.

Qu'étaient ces médecins par rapport aux autres guérisseurs ? Sur le plan scolaire, ils avaient une formation très disparate. Ils utilisaient des méthodes thérapeutiques fort radicales comme la saignée, les doses massives de laxatifs et l'opium. Comme le notent deux sociologues américaines :

*"il n'y a pas de doute que ces remèdes pouvaient être faibles ou plus dangereux que la maladie elle-même. Olivier Wendell Holmes Sr., un excellent médecin, alla même jusqu'à dire que si l'on jetait à la mer tous les médicaments utilisés par les «réguliers» aux États-Unis, ce serait une bien bonne chose pour les patients, mais un grand malheur pour les poissons. Les guérisseurs étaient sans aucun doute moins dangereux et plus efficaces que les «réguliers». Ils préféraient les médications à base de plantes, le jeûne, les changements de régime alimentaire ou les vertus d'une simple présence, aux méthodes «héroïques»" (1).*

*Les médecins sont marqués au fer rouge par leur formation "scientifique". Dans ces conditions, comment s'étonner que 97 % de nos dépenses de santé soient consacrées à la maladie.*

maladie ! Notre système de soins de santé s'occupe des malades ; il défraie les consultations auprès des médecins, l'achat des médicaments qu'ils prescrivent à certaines catégories de leurs clients, les interventions chirurgicales qu'ils décident de pratiquer, les prothèses qu'ils jugent nécessaires, les hôpitaux qu'ils remplissent des malades qu'ils choisissent, etc. Même les rares actions entreprises dans une optique préventive sont perverties par l'approche médicale et ne s'adressent qu'à certains facteurs de risque bien limités ou ne sont que des mesures de dépistage souvent inutiles, puisqu'on ne sait comment traiter adéquatement les maladies découvertes. Alors que tous les autres secteurs d'intervention publique - l'éducation, les loisirs, l'environnement... - font l'objet de consultations publiques et d'évaluations, la «santé» demeure la chasse gardée des médecins.

de soigner grâce à l'aide qu'elle a reçue des pouvoirs établis qui voyaient en elle une alliée de choix pour le maintien du *statu quo*.

C'est en Europe que la médecine s'est développée à l'époque où l'Église catholique exerçait un contrôle absolu sur tous les secteurs de la vie. L'Église a pendant longtemps empêché l'évolution de la médecine ; elle imposait son dogmatisme à l'approche médicale, relevant alors en grande partie de la théologie. Les médecins officiels, ceux qui avaient suivi des cours théoriques, ne s'abaissaient pas à soigner le peuple ; celui-ci possédait ses propres guérisseurs et surtout ses guérisseuses, objets d'ailleurs de maintes persécutions de la part de l'Église qui les poursuivait sous diverses accusations, de l'hérésie à la sorcellerie. La maladie était d'ailleurs considérée comme une épreuve individuelle et la

(1) Barbara Ehrenreich et Deirdre English, *Sorcières, sages-femmes et infirmières*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1976, p.41.

(2) La thalidomide est responsable d'un arrêt de croissance pendant la grossesse. De nombreux enfants sont nés sans bras ou sans jambes.

(3) Ivan Illich, *Némésis médicale*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p.42.

(4) Gouvernement du Québec, Conseil des affaires sociales et de la famille, *Médicaments ou potions magiques*, 1982, p.60 et suivantes.

Par rapport aux autres guérisseurs, les médecins présentaient certaines tendances qui laissaient voir qu'ils étaient du côté des pouvoirs établis : ils excluaient de leurs écoles les Noirs et les femmes, ils recrutèrent leurs membres surtout dans les milieux bourgeois et de plus en plus, ils se rapprochaient des universités et de l'élite intellectuelle ; ils ne remettaient donc pas en question cette société dont ils étaient eux-mêmes une portion privilégiée.

Le développement du positivisme en Europe et le rapprochement avec les universités permirent à la médecine de faire des pas de géant dans la connaissance et la compréhension du corps humain. La transformation graduelle des hôpitaux en centres de traitement fournit aussi la chance d'étudier les maladies et de développer la clinique. Le regroupement de malades souffrant des mêmes maladies aboutit bientôt au développement de certaines spécialités. Le corps humain devenait un objet d'étude de plus en plus minutieusement analysé, mais ce fractionnement des connaissances allait conduire à perdre de vue la globalité de la personne humaine.

### L'illusion médicale

Apparemment, la médecine est très scientifique. Ses praticiens utilisent un langage hermétique, ses chercheurs trouvent des explications aux phénomènes les plus complexes, son enseignement universitaire est reconnu comme très rigoureux. Au cours de son évolution, la médecine a toujours su se frotter aux autres sciences et intégrer les découvertes qui pouvaient la faire progresser ; aujourd'hui encore ses diagnostics et traitements s'appuient sur une technologie de pointe. Tout cela serait excellent si les êtres humains... n'étaient pas humains, s'ils n'étaient que des assemblages mécaniques ; or comme nous l'avons vu, chaque être humain est une entité complexe qui ne peut être totalement captée au microscope ou par quelque appareil, aussi perfectionné soit-il. Les phénomènes saisis par l'analyse médicale ne rendent compte que d'une partie de la réalité. En voulant rendre la médecine de plus en plus scientifique, les médecins parcellisent et fractionnent de plus en plus, ce qui leur fait perdre de vue l'ensemble. Ils essaient d'« objectiver » la maladie, de trouver des indices mesurables qui décrivent les perturbations internes, si bien qu'ils portent davantage attention aux résultats de leurs tests et analyses qu'aux sensations et impressions de leurs

malades. Ainsi par exemple, comme certaines recherches le démontrent, le monitoring fœtal, qui permet, pendant l'accouchement, de relier le fœtus à un appareil perfectionné en vue de connaître son état, a eu comme résultat global de faire doubler le taux de césariennes sans pour autant permettre de sauver plus d'enfants que les approches plus traditionnelles.

Certes, la médecine réalise à l'occasion des « performances » absolument spectaculaires : les transplantations d'organes en sont des exemples. Mais quel est l'avenir de ces techniques et quels en sont les bénéfices pour l'ensemble de la société ? Jamais on ne pourra envisager le remplacement massif des organes malades ; certains malades privilégiés (\$\$\$) bénéficieront des organes disponibles forcément limités, mais les autres devront s'en passer ; c'est déjà la triste réalité des greffes rénales. Il existe dans certains pays des cliniques spécialisées qui effectuent des transplantations à partir de reins achetés de citoyens du tiers monde. Même quand tout se fait « régulièrement », il faut savoir que chaque transplantation coûte des dizaines et même des centaines de milliers de dollars en frais divers ; les mêmes sommes affectées à l'éducation

et à la prévention seraient beaucoup plus rentables à long terme, pour éviter justement d'avoir à faire ces transplantations. Mais ces actions n'ont pas le panache de la chirurgie. Et les actions d'éclat sont fort importantes pour la médecine ; d'une part, elles permettent d'attirer l'attention sur ses réalisations spectaculaires et d'ainsi laisser dans l'ombre ses nombreux succès, ses erreurs et ses défauts ; d'autre part, elles contribuent à maintenir la dépendance des gens qui n'ont pas à se prendre en charge et à changer quoi que ce soit à leur façon de vivre, puisqu'ils croient que la médecine disposera bien de l'appareil ou de la technologie pour régler leurs problèmes le jour où ils surviendront.

L'appareillage sophistiqué dont se servent les médecins impressionne ; il existe actuellement plus de 5000 catégories d'appareils médicaux pour le diagnostic ou le traitement. Les médecins se laissent facilement séduire par toute nouvelle quincaillerie qui leur est offerte, si bien qu'ils l'incorporent à leur pratique sans même s'interroger sur son utilité réelle et surtout sans se préoccuper de son efficacité ni de ses dangers. En 1978, le Bureau d'évaluation des technologies du gouvernement américain estimait que seu-





lement 10 à 20% des pratiques médicales pouvaient être considérées comme vraiment utiles. Et c'est à répétition que nous découvrons tardivement des effets nocifs à certains traitements massivement utilisés pendant des années. À ce sujet, l'affaire du DES vaut la peine d'être racontée.

Le DES (diéthylstilbœstrol) est le nom générique d'hormones synthétiques qui ont été prescrites à partir de 1948 aux femmes enceintes qui faisaient des fausses couches à répétition ou qui avaient une grossesse difficile. Ce traitement a été entrepris à partir de l'hypothèse que la fausse couche était causée par un manque d'hormones œstrogènes durant cette grossesse ; les compagnies pharmaceutiques l'ont commercialisé sous des centaines de noms différents et les médecins l'ont prescrit à des millions de femmes. Dès 1952, les premières études *sérieuses* sur l'efficacité de ce médicament ont montré qu'il n'empêchait en rien les fausses couches et qu'au contraire il pouvait même les faire augmenter ; les médecins ont cependant continué à l'utiliser abondamment jusqu'en 1971, au moment où la régie américaine du contrôle des médicaments décréta qu'il y avait du danger à employer ce médicament ; le lien venait en effet d'être établi entre l'emploi par les mères du DES et le développement chez leurs filles d'un cancer vaginal, plutôt rare entre l'âge de 15 et 30 ans. Depuis, un grand nombre d'enfants de ces millions de mères aux États-Unis, au Canada et en Europe ont été examinés ; 97% des filles dont la mère a pris ce médicament présentent des anomalies du vagin ou du col utérin qui heureusement sont souvent bénignes, mais qui causent fréquemment des problèmes de fertilité et dégénèrent parfois en cancer. Chez les garçons, les atteintes sont moins fréquentes, mais provoquent aussi des problèmes relatifs à leur capacité de féconder.

Cette histoire tragique n'est pas un cas isolé, loin de là ; il y a aussi celle de la thalidomide 2. Cet autre exemple montre bien comment les médecins acceptent des nouveautés sans avoir la preuve de leur efficacité et surtout de leur innocuité ; même quand la preuve scientifique de l'inefficacité d'un médicament est établie, les médecins continuent à accorder davantage foi aux affirmations des compagnies pharmaceutiques qu'à celles des chercheurs. De plus, cet exemple prouve l'inefficacité des contrôles gouvernementaux ; en fin de compte, les malades sont des cobayes sur lesquels les technologies sont expérimentées jusqu'à ce qu'elles s'avèrent inefficaces ou dangereuses.

## Les maladies iatrogènes

Nous recourons aux soins médicaux souvent parce que nous avons peur ; le malaise dont nous souffrons pourrait en effet être l'indice d'une maladie qui risque peut-être de nous conduire à la mort. La mort constitue un événement ou un moment que la plupart des gens veulent faire reculer à n'importe quel prix ; la personne qui peut les aider (ou qu'on croit capable de le faire) acquiert un pouvoir extraordinaire ; c'est ce qui explique la soumission aveugle qui caractérise l'attitude de tant de gens vis-à-vis de leurs soignants.

Pour les médecins, habitués dès leurs premiers stages à l'hôpital à côtoyer la mort, celle-ci n'a pas le même sens que pour les autres, elle devient quelque peu banalisée. La mort - celle des autres évidemment - se transforme en un événement comme un autre, en une des conséquences possibles d'une maladie qui peut aboutir à la guérison, à la chronicité ou au décès. C'est là le cours naturel de la maladie. Les interventions médicales sont orientées vers la guérison des malades, mais ceux-ci doivent souvent accepter la chronicité et la mort est toujours possible. Quand la guérison survient, le médecin a réussi ; quand la maladie s'installe ou quand la mort arrive, la nature a été plus forte. On voit qu'avec un tel raisonnement, le médecin a toujours le beau rôle ; et effectivement, la plupart des médecins ne s'imaginent même pas que leurs interventions pourraient nuire à leurs malades ; quand ils se reprochent quelque chose, c'est généralement de n'être pas assez intervenus ! Or depuis quelques années, des chercheurs ont commencé à évaluer l'impact des interventions médicales et ce qu'ils nous révèlent est alarmant. Les maladies «iatrogènes» - c'est-à-dire causées par l'intervention médicale - existent bel et bien et en quantité. Ivan Illich fut parmi les premiers à attirer l'attention sur ce phénomène :

*"Le département de la santé des États-Unis a calculé que 7% de l'ensemble des malades hospitalisés souffrent, du fait de leur hospitalisation, de lésions pour lesquelles ils pourraient demander indemnisation, bien que peu d'entre eux le fassent [...]. Il a été établi qu'un malade sur cinq admis dans un hôpital universitaire moyen y contracte une maladie iatrogène, parfois bénigne, nécessitant le plus souvent un traitement particulier, et mortelle une fois sur 80" (3).*

De nombreuses études corroborent ces données. Il y a quelques années, le Conseil des affaires sociales et de la famille du Québec estimait qu'entre 5 et 7% des admissions à l'hôpital survenaient à la suite de réactions anormales aux médicaments et pendant l'hospitalisation, entre 6 et 36% des malades voyaient leur état aggravé par les médicaments au point de devoir passer deux fois plus de temps à l'hôpital que les autres malades (4).

J'ai l'impression que la situation doit aller en s'aggravant, à cause des deux facteurs suivants : les restrictions budgétaires auxquelles sont soumis les hôpitaux et le développement de la technologie médicale.

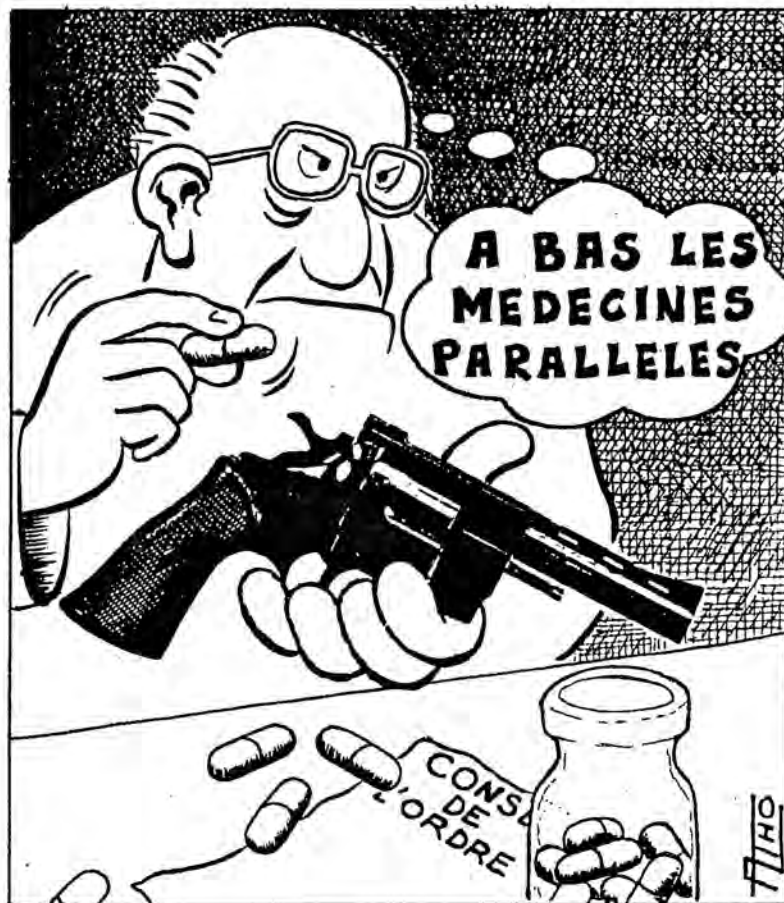
En fait, ce n'est pas tellement l'ampleur des restrictions budgétaires, mais la façon dont elles sont appliquées qui est inquiétante. Les hôpitaux coûtent cher et leur gestion pourrait probablement être améliorée ; mais les administrateurs, dans leur volonté d'économiser, osent rarement s'attaquer à l'empire médical et à la façon dont les médecins travaillent. Or c'est de ce côté qu'il y aurait lieu de couper certaines dépenses, puisque très souvent on pourrait diminuer le nombre d'analyses et d'examen, de médicaments donnés aux malades, les acquisitions de nouveaux appareils qui ne fournissent pas d'avantages significatifs par rapport aux anciens, etc., et tout cela sans que les malades aient à en souffrir, *bien au contraire*. Il y a des médecins qui prescrivent de routine à tous leurs patients qui entrent à l'hôpital des analyses et examens sans intérêt dans la situation où ils se retrouvent. Beaucoup de médecins donnent systématiquement certains médicaments à leurs malades sans s'enquérir de leurs besoins. Malgré la rareté des lits - à ce qu'on dit - beaucoup de personnes sont hospitalisées inutilement. Ainsi, beaucoup plus d'interventions chirurgicales mineures pourraient se pratiquer en clinique externe ou en hospitalisation d'un jour. Mais pour les médecins, l'hospitalisation est rentable : quand ils se rendent chaque jour à l'hôpital pour visiter leurs malades, il est financièrement plus intéressant de facturer plusieurs visites...

N'osant s'attaquer à la pratique médicale, les administrateurs qui doivent comprimer leur budget coupent dans le personnel non médical. Moins de secrétaires, de standardistes, de préposés aux malades, d'infirmières, donc moins de services directs aux malades qui sont souvent laissés à eux-mêmes pour de longs moments, avec les risques que cela représente

dans certains cas ; de plus, il en résulte une baisse dans la qualité des relations avec les malades. Les administrations ont fort bien intégré la logique médicale : à l'hôpital, selon les départements, on soigne telle partie de l'organisme, on panse des plaies, on s'occupe du corps : tout le matériel pour ces soins est disponible, et les soins eux-mêmes sont prodigués «tel que prescrit». Mais pour les administrateurs comme pour les médecins, l'écoute des malades, la communication, la chaleur, les soins personnalisés n'ont pas d'importance ; on rationalise donc les soins pour assurer le minimum - les soins physiques - sans prévoir le reste, qui est pourtant essentiel à la guérison.

Le développement de la technologie médicale est un autre facteur qui contribue à l'augmentation des accidents qui surviennent à l'hôpital. Le but des appareils médicaux est de donner une extension aux sens du médecin, lui fournissant la possibilité d'aller plus loin qu'il ne pourrait le faire avec ses yeux, ses oreilles, ses mains. Les techniques médicales permettent souvent de pénétrer à l'intérieur du corps, par exemple en traversant certains tissus au moyen des rayons X, en allant chercher des morceaux de tissus grâce aux biopsies ou encore en examinant sous microscope ou par mesure biochimique certaines productions organiques comme le sang ou l'urine. Diverses technologies médicales causent des lésions aux tissus et à l'occasion peuvent ouvrir la voie aux bactéries qui par la suite peuvent causer des infections et provoquer parfois des conséquences dramatiques.

Sans nier l'utilité de la plupart des technologies médicales dans certains cas, il faut tout de même constater qu'on les emploie de plus en plus fréquemment et dans des circonstances souvent injustifiées. Beaucoup de raisons expliquent le recours toujours plus fréquent des médecins à la technologie médicale. Leur formation à l'hôpital, où toute action s'appuie sur une technologie complexe, constitue certainement une orientation de départ fondamentale dans ce sens ; et plus on se sert d'appareils pour remplacer l'usage de ses sens dans l'examen physique ou le questionnaire, plus on perd l'habileté clinique et la capacité d'arriver à un diagnostic sans les résultats d'examen et analyses multiples. Nombre de médecins expliquent le recours croissant à la technologie par le besoin de se protéger contre d'éventuelles poursuites dans les cas où ils n'auraient pas posé un diagnostic assez vite ou que leur diagnostic se soit révélé faux. Ils parlent de «médecine défensive» ; mais personne ne deman-



de aux médecins de faire l'impossible. Si un médecin a procédé à un bon examen, s'il a attentivement interrogé son malade et s'il ne soupçonne aucune pathologie susceptible d'être révélée par une analyse ou un examen donnés, il n'y a aucune justification au recours à des procédures diagnostiques sophistiquées.

Il existe cependant d'autres raisons, inavouables par les médecins, pour tant utiliser la technologie. En voici quatre :

- beaucoup de techniques requièrent la collaboration du médecin pour leur exécution ou leur interprétation et cette participation est rémunérée ; c'est donc là une façon, pour des médecins, d'augmenter leurs revenus. C'est le cas entre autres de la radiologie, de l'échographie, de la tomographie, de la microbiologie ;

- nombre de personnes se présentent chez le médecin avec des symptômes vagues qu'il est difficile d'attribuer à une lésion précise, parce que justement une telle lésion n'existe pas encore ; ces malades «fonctionnels», comme les appellent les médecins, requièrent de la compassion, de l'attention, des conseils - et tout cela exige un temps que le médecin ne veut leur consacrer et des habiletés qu'il n'a pas eu à développer-. Le recours aux examens permet de temporiser tout en faisant quelque chose de concret : «Nous allons voir s'il ne s'agit pas de

telle pathologie.» De plus, cela favorise la multiplication des consultations : «Revenez me voir quand le résultat sera arrivé» ;

- les médecins ont une croyance profonde dans la technologie médicale - sinon ils ne recevraient plus de malades-. Pour justifier l'achat d'appareils sophistiqués, il faut une demande suffisante ; même si l'hôpital voisin possède tel appareil et qu'on pourrait faire appel à sa collaboration pour les analyses que cet appareil est le seul à pouvoir faire, les médecins n'aiment pas devoir attendre et dépendre d'un autre établissement de santé ; pour justifier l'acquisition d'un appareil, les médecins n'hésitent donc pas à demander les examens en question même si leur utilité est douteuse ; ils se disent que les malades qui en ont vraiment besoin jouiront ainsi d'un meilleur service ;

- une fois qu'on possède un appareil, pourquoi ne pas l'utiliser à pleine capacité ? De toute façon, se disent les médecins, les renseignements supplémentaires ainsi obtenus ne peuvent qu'être utiles...

Chaque fois qu'il est fait appel à la technologie, on introduit un élément nouveau entre le malade et son médecin, et cet élément peut produire de la distorsion ; malgré le raffinement des appareils, les erreurs y sont toujours possibles ; il y a également les erreurs sur la personne qui surviennent



parfois, quand le résultat d'une analyse effectuée sur une personne est attribué à une autre. Plus les médecins utilisent de tests diagnostiques, moins ils se fient à leur propre jugement et moins ils examinent et interrogent leurs malades. Accordant de moins en moins d'importance aux éléments «subjectifs» pour leur diagnostic (la subjectivité du médecin qui examine et la subjectivité du malade qui exprime ce qu'il ressent), ils écoutent de moins en moins leurs malades.

### Les médicaments

Les médicaments constituent la thérapie préférée des médecins. Tous les médicaments présentent des dangers plus ou moins importants. Chaque médicament possède des contre-indications et des effets secondaires. La plupart des ordonnances des médecins sont composées de médicaments qui n'ont qu'un effet symptomatique : ils soulagent le symptôme, mais n'ont aucune influence sur la maladie. En fait, ce n'est que dans moins de 10% des cas que le médicament donné agit sur le processus pathologique et s'avère essentiel ou utile pour aider au retour de l'équilibre. Malgré tout cela, les médecins prescrivent de plus en plus de médicaments. Le marché du médicament double régulièrement tous les cinq ou six ans, ce qui montre bien que la consommation augmente pour tous les secteurs de la population.

### La formation médicale

On ne demande pas aux médecins d'être infailibles ou d'accomplir des miracles ; ils sont humains. Mais au lieu de l'admettre et d'accepter que leurs interventions soient évaluées, que leur pratique soit contrôlée et que les malades puissent participer à leur traitement, ils s'entêtent à se considérer comme des demi-dieux et à intervenir de plus en plus souvent.

Pour arriver à comprendre pourquoi les médecins sont ce qu'ils sont et surtout pourquoi il leur est si difficile de changer, il me semble utile de se pencher sur la formation qui conduit à l'obtention du diplôme de médecin. Je considère en effet le cours de médecine - tel qu'il se donnait à l'époque où je fréquentais l'université et tel qu'il continue essentiellement à se donner - comme l'instrument le plus efficace qui soit pour fabriquer des médecins fondamentalement toujours identiques les uns aux autres. Bien sûr que j'exagère un peu et que de l'un à l'autre, on rencontre des différences ; mais à l'analyse, ce ne sont la plupart

du temps que des nuances qui ne modifient pas significativement le fond.

Trois éléments constituent la base de la formation médicale :

- le contenu explicite du curriculum ;
- le contenu implicite transmis par les attitudes des professeurs et la façon dont s'effectuent les stages à l'hôpital ;
- le blindage contre toute influence extérieure.

Seul le premier élément varie au fil des années ; selon les intérêts du moment, on ajoute un peu de nutrition, de sexologie, de sociologie. Tout cela ne modifie pas fondamentalement l'orientation de base du cours, mais permet de donner un «verniss» qui cache les failles profondes.

Le troisième élément devrait être le premier, puisqu'il précède même le cours de médecine. Pour être accepté en médecine, il faut en effet avoir obtenu de très fortes notes en première année de faculté (en France) ou pendant les deux premières années de cégep (au Québec). Car un des principaux critères de la sélection des étudiants en médecine est la «capacité intellectuelle», révélée par les notes obtenues. Pendant les deux années que dure le cégep, l'étudiant vraiment désireux d'aller en médecine doit consacrer tous ses efforts à l'étude de la physique, de la chimie et des mathématiques, les matières de base des sciences de la santé. Donc, pas question de lire en dehors du curriculum, d'avoir une vie sociale active, de travailler à l'extérieur, de faire beaucoup de sport, d'apprendre à vivre, quoi ! C'est ce que j'appelle la formation par le vide : les étudiants sont coupés de toutes les influences extérieures et arrivent totalement disponibles aux influences internes, médicales en l'occurrence. Celles et ceux qui réussiront le mieux à s'isoler et à se concentrer sur leurs études obtiendront les meilleures notes et seront acceptés à «la» faculté. Et ils continueront sur la même lancée pendant quelques années, surtout s'ils veulent entrer en spécialité, car ce sont véritablement des connaissances encyclopédiques qu'on tentera de leur faire acquérir. Aucun étudiant en médecine ne peut jamais dire qu'il est à jour dans ses études et qu'il contrôle parfaitement sa matière. Comme chacun, surtout au début, voudrait bien en savoir le plus possible pour devenir meilleur médecin (on lui inculque cette idée idiote !), c'est encore pendant quelques années l'isolement et la concentration sur la matière enseignée... au détriment de la vie.

Les messages implicites, transmis par ceux qui enseignent la médecine, sont les plus importants, car ils marqueront à jamais la pratique

médicale future de l'étudiant. En disant «ceux qui enseignent la médecine», c'est volontairement que je ne les nomme pas «les professeurs». Car il faut savoir qu'en dehors des sciences de base des premières années, le reste des notions de médecine est transmis par des cliniciens, médecins spécialistes pratiquant dans les divers hôpitaux universitaires. En même temps qu'ils livrent leurs connaissances sur telle ou telle maladie, ils transmettent leurs préjugés, leurs attitudes et leurs travers. Leur enseignement se donne à l'université, mais surtout à l'hôpital, souvent autour du lit d'un malade. Voici ce qui se dégage de leur enseignement :

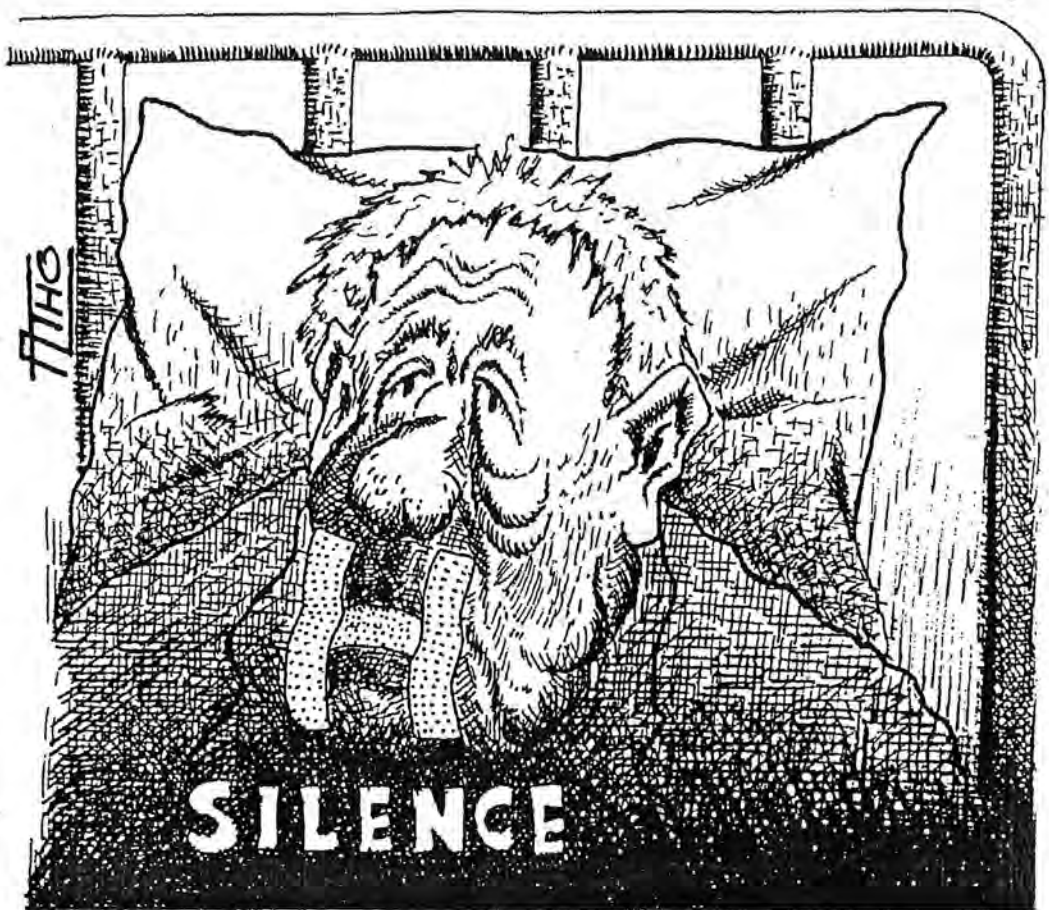
**L'être humain est un assemblage d'organes.** «Le spécialiste est celui qui en sait de plus en plus sur de moins en moins», a déjà écrit Albert Jacquard. Les spécialistes connaissent bien un organe ou un système et ils ne s'intéressent qu'à cela. Dès que les symptômes atteignent d'autres régions que celle qu'ils connaissent bien, ils se hâtent d'adresser le cas à d'autres spécialistes. De plus, ils considèrent l'organe qu'ils soignent comme la seule entité intéressante. Un gynécologue a déjà avoué que sa profession serait idéale, «s'il n'y avait pas les bonnes femmes» !

**Ce qui intéresse le médecin, c'est la maladie et non le malade.** « Va donc voir le beau cancer au 503 » ; la personne qui en est atteinte importe peu. Une belle maladie est une maladie rare, qu'on peut montrer aux confrères et aux étudiants... même si chaque visite dérange et trouble le malade. Un patient atteint d'une affection banale doit libérer son lit au plus tôt ; c'est tout particulièrement vrai des personnes âgées, qui occupent les places trop longtemps.

**Il n'y a que deux approches thérapeutiques : la médication et la chirurgie.** Tous les problèmes soumis par les malades doivent avoir une solution médicamenteuse. Beaucoup de médecins préviennent même les problèmes de leurs malades en prescrivant d'emblée et systématiquement des médicaments pour tous leurs malades hospitalisés : somnifères, tranquillisants et laxatifs. Nombre de malades acquièrent d'ailleurs une dépendance aux médicaments pendant leur séjour hospitalier. Quand parfois d'autres approches sont prescrites (la physiothérapie par exemple), c'est comme complément des médicaments.

**On ne reproche jamais au médecin d'avoir agi, seulement de n'avoir pas assez agi.** Les médecins sont des gens d'action et devant n'importe quelle situation, ils agissent ;

quand ils ne savent trop que faire, ils y vont au mieux de leur appréciation. Même dans les situations désespérées, même après la mort, les médecins continuent à agir. Souvent leurs actions sont inappropriées, mais cela leur importe peu ; la plupart des autopsies pratiquées dans les hôpitaux démontrent que dans près de 50% des cas, les malades sont morts d'autre chose que de ce pourquoi on les soignait. Les médecins acquièrent la conviction qu'en toute circonstance, ils doivent tenter quelque chose. L'absence totale de contrôles extérieurs (par des gens autres que des médecins) permet aux médecins de ne rendre finalement de comptes qu'à eux-mêmes. Forts



de cette idée, les médecins apprennent à ne pas craindre les résultats de leurs interventions et donc à intervenir avec audace et sans hésitation. À moi qui me destinais ouvertement à la médecine générale, on a demandé de pratiquer des ponctions lombaires et d'autres interventions dangereuses. Il ne peut que résulter des accidents de telles pratiques : quand en entend-on parler, hors des procès ? Quand a-t-on vu un hôpital ou un médecin reconnaître une faute ? Le système impose le développement de l'esprit d'initiative à tout prix : l'interne ou le résident qui dérange son supérieur ou surtout un patron comprend vite qu'il n'est pas très futé d'avoir appelé l'autre « pour si peu » et qu'il aurait fort bien pu trouver seul ce qu'il fallait faire. Beaucoup d'actes inconsidérés se posent ainsi la nuit et sont camouflés ou encore leurs conséquences minimisées par les patrons, le lendemain matin.

**La société est hiérarchisée... et les médecins dominent la hiérarchie.** L'hôpital est un lieu fortement hiérarchisé où on apprend vite que les « patrons » occupent le sommet ; viennent ensuite les résidents, les internes, les externes, les étudiants en médecine, les infirmières, etc. Tout en bas, ceux qu'on oublie, ce sont les malades. Au début de leurs stages, les externes ne savent pratiquement rien et doivent compter sur les infirmières pour savoir

quoi faire dans les situations auxquelles ils sont confrontés ; et effectivement, beaucoup d'infirmières possèdent une expérience précieuse et un savoir-faire peu commun. Mais dès que l'interne a appris et qu'il a l'impression de savoir quoi faire, souvent il n'accepte plus ni l'intervention ni les conseils de l'infirmière, son inférieure dans la hiérarchie.

**La médecine est une approche scientifique.** Les facultés de médecine dispensent leur enseignement comme si elles préparaient toujours de futurs chercheurs. Les sciences de base sont mises en évidence. On essaie de développer le raisonnement « scientifique ». Tous les professeurs se montrent rationnels, ne fondant leurs jugements que sur des *hard facts*, du concret, des résultats d'analyses compliquées. Tout ce qui ne s'explique pas n'existe pas. Comme chez les humains des phénomènes souvent imprévus et imprévisibles se produisent, on les relègue au champ de la psychosomatique.

Voilà donc quelques-unes des idées maîtresses qui sont transmises, incrustées devrais-je dire, dans les cerveaux vierges des étudiants. Le processus se fait tantôt subtilement, tantôt brutalement ; il n'est pas étonnant que ces idées, absorbées par des esprits non critiques pendant de longues années de formation, donnent de tels résultats. Les médecins sont mar-

qués au fer rouge par leur formation et c'est pourquoi ils n'arrivent jamais à échapper totalement à son influence et à son conditionnement. Malgré tout, une proportion croissante de médecins se sentent mal à l'aise dans leur pratique ; ils cherchent à échapper au modèle qu'on leur a transmis et vont souvent puiser à d'autres sources des méthodes thérapeutiques moins dangereuses. À ce qu'il me semble, le principal facteur de changement dans la pratique médicale est l'arrivée en grand nombre des femmes dans la profession ; elles constituent maintenant plus de 50% de la clientèle étudiante en médecine. Plusieurs facteurs expliquent que les femmes médecins aient une approche différente, notamment le fait qu'elles soient plus près des problèmes quotidiens et qu'elles soient plus sensibles au contexte psychosocial. Cependant, il faudra sans doute attendre quelques années encore avant qu'il y ait assez de femmes, en pratique médicale ou occupant des postes importants dans l'organisation et dans la formation, pour que leur influence puisse apporter à la médecine les changements radicaux dont elle a besoin.

Serge MONGEAU

Cet article est extrait du livre "Moi, ma santé", paru aux Editions Ecosociété et diffusé par Silence.





## LE SERPENT COSMIQUE

de Jérémy Narby  
Ed. Georg (Genève)  
1995 - 240 p. - 110 F

*N'étant pas d'accord entre nous sur la valeur de cet ouvrage, voici, deux analyses divergentes.*

**1** Comme tant d'autres, Jeremy Narby a été sidéré par les connaissances écologiques, botaniques et médicales des peuples de la forêt ; en l'occurrence les Ashaninca de l'Amazonie péruvienne.

Les écologistes avaient déjà constaté la complexité du savoir de ces peuples. On avait, par exemple, pris conscience que, contrairement à l'idée la plus répandue par la culture impérialiste, beaucoup jardinent les forêts "vierges" depuis des millénaires. On avait aussi comptabilisé par dizaines les variétés végétales associées dans un but précis (70 plantes dans les jardins des Ashaninca).

La question qui vient naturellement et qui a hanté Jeremy Narby est : comment ? Comment les civilisations vernaculaires ont-elles acquis tant de connaissances ? Certes, elles n'ont pas rompu avec les autres vivants, avec les écosystèmes et le cosmos, mais encore ? La réponse faite par les différents peuples est étonnante. De la Sibérie à l'Amazonie, de l'Australie à l'Afrique, de l'Amérique du Nord à l'Indonésie, tous disent que leurs initiés communiquent directement avec les esprits de la nature par le truchement des rêves ou de trances provoquées par divers moyens, dont l'emploi d'hallucinogènes. C'est pendant ces incursions chez les esprits de la vie que les initiés recueille-

## La controverse du mois

raient des informations inaccessibles autrement. Et tous, du plus loin que l'on se souvienne à nos jours, semblent percevoir les mêmes formes, les mêmes entités. On retrouve d'ailleurs dans les traditions du monde entier des mythes et des représentations étonnamment similaires. Cela même dans la tradition judéo-chrétienne ; à la différence près que le Judaïsme a inversé deux principes fondamentaux de la culture universelle : le masculin s'est substitué au féminin, le symbolisme de la nature qui d'ordinaire est positif et implique la connaissance devient négatif et infernal. Le constat de cette double inversion rejoint celui de Lynn White qui, dans les années soixante, a souligné la responsabilité du Judaïsme et du Christianisme dans la rupture d'avec le vivant et le développement des réductionnismes "scientifiques" et des dysfonctionnements qui allaient produire la crise globale que nous vivons.

Jeremy Narby mène son enquête sans inhibitions et formule une hypothèse audacieuse sur la possibilité d'une communication intime avec la structure unitaire du vivant.

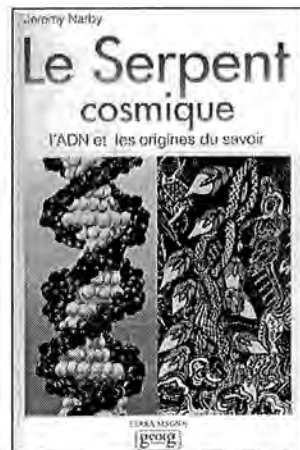
Jeremy Narby a le grand mérite d'accorder à la parole des peuples vernaculaires une crédibilité dont le monde scientifiquement correct ne veut même pas entendre parler. Car, enfin, maintenant que l'aberration impérialiste faisant de ces peuples un ramassis d'ignares et d'arriérés a été déjouée, pourquoi continuer à ricaner devant les cultures qui - comme la culture écologiste, d'ailleurs - n'extirpent pas l'homme de la communauté du vivant ? Serait-elles moins "rationnelles" que ce rationalisme qui s'est partout disqualifié et a révélé la

## EN DIRECT

de Norman Spinrad  
Ed. Denoël  
1996 - 618 p. - 149 F

Un groupe intitulé "Brigades Vertes" occupe le siège d'une petite télévision privée californienne dans le but de s'opposer à un projet d'usines nucléaires de désalement de l'eau de mer. Écrit sous forme d'un

journal, ce roman met en jeu trois catégories de personnes : des militants écologistes qui ont choisi d'avoir recours à la violence ; des journalistes et les forces de l'ordre avec derrière ces dernières, les politiques. Le roman se lit sans aucun problème. Le commando écologiste, financé par le mouvement antinucléaire, composé d'anciens activistes



nature totalitaire de son projet en instrumentalisant le vivant (et y compris les hommes) et le métamorphosant en matières premières, en marchandises et en profits ? Des outils sophistiqués permettent maintenant d'accéder à la syntaxe du vivant mais ils sont impuissants à nous en montrer le contenu sémantique. Avec les révoltés, les sensibles et les curieux, la culture écologiste et conviviale a repris contact avec le sens ; mais c'est plutôt un contact intellectuel et philosophique. Est-il fou de caresser l'idée qu'il puisse exister un accès direct au contenu sémantique du vivant ?

Après tout, pourquoi n'existerait-il pas une possibilité de recevoir la vie qui coule en nous et nous offre cette conscience qui doit être aussi une création holistique une information plus large et plus précise à la fois que celle, biochimique, des pulsions et des sensations ? C'est au moins, une belle idée que nous propose Jeremy Narby, une idée servie par une enquête captivante et très documentée, une idée qui fait rêver...  
ACG.

**2** Anthropologue, Jeremy Narby essaie les plantes hallucinogènes des Indiens amazoniens. Il a une vision constituée de deux serpents enroulés. Les Indiens disent tenir leur savoir de ces visions qui leur permettent de communiquer avec les plantes. L'auteur s'interroge sur ce savoir et émet une hypothèse : et si ces serpents n'étaient qu'une visualisation de la double hélice de l'ADN. Certains auteurs avancent que l'ADN émet des biophotons qui pourraient être la matérialisation de la vie et de la conscience. Comme tout être vivant, les plantes ont de l'ADN. Elles pourraient émettre des signaux que l'on ne capterait que dans un état hallucinatoire. L'hypothèse est osée.

Le livre écrit à la première personne explique la quête de l'auteur à la manière d'un roman policier. Cela se lit donc sans problème et le lecteur risque fort de perdre le fil entre ce qui est réel et ce qui est supposé. Lui-même fait-il bien la distinction entre les deux ?

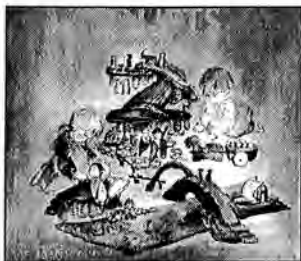
Nous lui conseillerons de lire "Le pendule de Foucault" d'Umberto Eco où ce dernier montre qu'un montage astucieux d'arguments mis bouts à bouts permet de démontrer ce que l'on veut. Si Umberto Eco fait cela pour montrer la fragilité des croyances et des religions, il a le mérite, lui, de ne pas se prendre au sérieux. Ce n'est pas parce qu'une idée satisfait notre égo écologiste qu'elle est forcément exacte : pourquoi les visions ne permettraient-elle de voir que la double spirale primaire de l'ADN, celle que tout le monde a vu en photo, et non les spirales secondaire et tertiaire que l'on peut trouver dans des livres de biologie un peu plus spécialisés ?  
MB.

marxistes de différents pays, est décrit d'une manière vraisemblable. Le monde impitoyable des médias et les dérives hollywoodiennes sont également bien appréhendées. Par contre, le côté force de l'ordre n'est guère crédible : tout au long du livre, les "écologistes" négocient des temps d'antenne que les forces de l'ordre acceptent à chaque fois. Cela permet bien sûr de faire passer le message sur les problèmes écologiques. Signalons quand même que c'est le plancton des océans qui produit la plus grande partie de l'oxygène, et que l'Amazonie est par contre une énorme réserve de biodiversité. Dans la réalité, on peut penser que le premier souci des forces de l'ordre serait d'isoler le groupe en lui coupant l'antenne. Ce n'est pas la première fois qu'un roman essaie de mêler militantisme et actions, pour une fois c'est assez réussi. MB.

## JOUETS A FAIRE SOI-MEME

de Freya Jaffke  
Ed. Triades  
1996 - 100 p. - 85 F

A une époque où le société de consommation nous pousse à offrir des jouets très coûteux à nos enfants, ce petit livre, écrit par les anthroposophes, et qui en est déjà à sa 16ème édition, nous rappelle avec bonheur quel est le rôle du jouet auprès de l'enfant : une aide dans un processus de compréhension du monde. Ce petit livre incite donc les parents à réaliser eux-mêmes des jouets très simples : la simplicité laisse l'imagination de l'enfant libre, le fait de réaliser le jouet crée une relation d'amour entre les parents et l'enfant. Il n'est pas nécessaire de connaître les idées de Steiner pour découvrir l'approche des jouets présentée par ce livre qui, en plus, vous fera faire bien des économies. FV.



## JUSTICE ET VERITE POUR LA BOSNIE- HERZEGOVINE

d'Andrée Michel  
Ed. Datafro  
1996 - 74 p. - 30 F

Ce petit livre essaie de tirer un premier bilan de la guerre en ex-Yougoslavie et des responsabilités de chacun. Andrée Michel montre que les belligérants ne sont pas tous à mettre sur le même plan : c'est d'abord la Serbie qui a attaqué la Croatie, puis la Bosnie ; puis la Croatie qui a attaqué la Bosnie ; puis la Bosnie qui s'est défendue. Elle rappelle aussi que dans les premiers états, le régime au pouvoir est un régime fasciste, ultra-nationaliste, alors que la Bosnie disposait d'un régime multiculturel. A partir de là, la défense de la Bosnie comme lieu de tolérance contre les attaques fascistes aurait dû aller de soi pour les pays voisins. Mais la présence d'une forte communauté musulmane dans ce dernier état a conduit à une mystification : les pays européens chrétiens ont préféré dialoguer avec les fascistes chrétiens (catholiques en Croatie, orthodoxes en Serbie) plutôt que d'aider le seul état tolérant en matière de religion. La position de l'ONU est consternante : les forces d'interposition, en ne distinguant pas agresseurs et agressés, ont conduit de fait à la victoire des fascistes et les accords de paix, imposés à la Bosnie, ne font que le jeu des nationalistes de tous bords. Jusque là, nous suivons l'auteure sans hésitation. Par contre, nous ne sommes pas d'accord avec sa position sur les armes (elle dénonce l'embargo qui a pénalisé surtout les Bosniaques) car amener plus d'armes ne pouvait qu'envenimer encore le débat. Nous regrettons également que seule la conclusion aborde en quelques lignes les initiatives citoyennes mises en place pour maintenir le dialogue entre les peuples. Nous sommes d'accord avec Andrée Michel lorsqu'elle dénonce le rôle des ONG qui ont servi à donner bonne conscience à ceux qui ne voulaient rien faire, mais il manque une présentation des multiples initiatives tentées par les mouvements pour la paix, en particulier à Belgrade, et qui n'ont bénéficié d'aucun soutien de la part des médias et des gouvernements européens.

C'est pourtant là, que selon nous, aurait pu s'amorcer des solutions. Ce bémol mis à part, le livre devrait ouvrir les yeux à bon nombre d'Européens qui n'ont suivi le conflit qu'à travers le feuilleton télévisé. MB.

## LE LIVRE DE FATMA

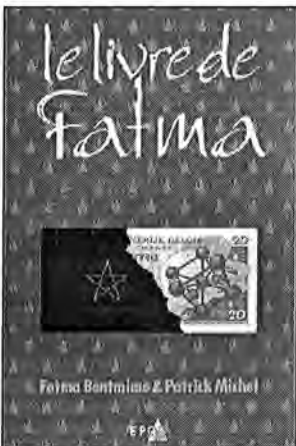
de Fatma Bentmim  
et Patrick Michel  
Ed. EPO (Belgique, diffusion  
en France : Distique)  
1993 - 143 p. - 98 F

Il est des vies, à priori banales, que rien de prédestine à être exemplaires.

Celle de Fatma Bentmim peut sans conteste être rangée dans cette catégorie. Le début de son existence n'est pas très originale. Fille de paysan marocain, elle suit ses parents qui rejoignent la ville. Mariée à 16 ans, elle part avec son mari en Belgique, celui-ci ayant du travail dans ce pays. La vie s'écoule malgré le dépaysement, à 22 ans elle a déjà mis au monde 4 enfants. Son destin va basculer quand son mari commence à la frapper.

D'abord résignée, Fatma décide, au bout d'un certain temps, de lutter : "vivre dans la peur pour le restant de mes jours, ça non, je ne l'accepte pas". Seule face un mari tantôt calomnieux, tantôt violent, seule face au fardeau de la tradition, dans un pays qu'elle connaît si peu, analphabète, mais déterminée, elle réussit, à force de se battre, de persévérer, à obtenir ce qui lui est le plus cher, sa liberté de femme.

Ce livre, au delà d'une histoire poignante, démontre que la résignation est une lâcheté, que l'obstination et le courage ont raison de la norme et des coutumes. Toutes les Fatma du monde devraient s'en inspirer dans l'espoir de voir améliorer leur condition de femme. MJ.



## NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

**COMMENT DEVENIR UN HOMME**  
de Jean-Pierre Dupont  
Ed. Ramsay  
1996 - 126 p. - 72 F.

A cinquante ans, l'auteur ressent le besoin d'ouvrir le livre secret de son passé. Enfant maltraité par sa mère, il recherche les témoins de sa douleur. Regards fuyants ou "si on avait su", l'auteur dénonce l'indifférence de ses frères et sœurs, de ses voisins, des collègues de son père... Un cri profond pour rappeler que le silence a ici failli tuer.

## CULTIVER SA MEMOIRE

**De 9 à 99 ans**  
de Colette Bizouard  
Ed. Chronique Sociale  
1996 - 172 p. - 98 F

Comment fonctionne la mémoire, quelles sont les différentes formes de mémoires, comment la stimuler... tous ces sujets sont abordés dans ce livre illustré par des tests ou des jeux que l'on peut faire individuellement ou en groupes. Si à partir de la question de la mémoire, l'auteure arrive à élargir le sujet pour parler de santé, de relations sociales, on regrettera un sous-titre trompeur : ce livre s'adresse surtout aux personnes âgées et très peu aux enfants.

## BONNES ADRESSES DU VIN BIOLOGIQUE

de Jean-Marc Carité  
Ed. Utovie - 40320 Bats  
1996 - 160 p. - 49 F

Cette 7ème édition donne plus de 600 adresses de producteurs. Même bio, le vin restant alcoolisé, on consommera donc avec modération.

## L'ASIE

**LE MAROC**  
Dossiers de presse du CDTM  
Ed. Rilimo.  
20 rue de Rochechouart,  
75009 Paris  
1996 - 100 p. - 50 F chacun

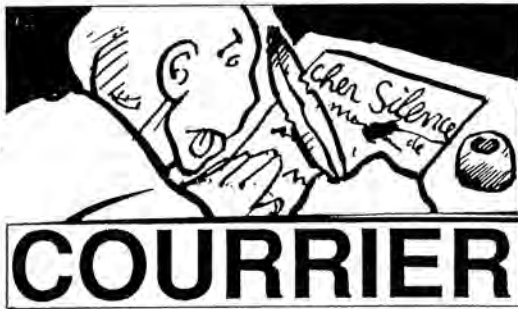
Le Centre de Documentation Tiers-Monde de Paris publie des dossiers de presse thématiques à partir des articles parus dans de multiples journaux. Signalons l'absence d'articles sur les droits de l'homme.

## L'HISTOIRE DU FRANÇAIS

textes : Henry Guillemin,  
dessins : Nicole Pommeaux  
Ed. Utovie  
1995 - 32 p. - 36 F.

L'histoire d'un marginal, appelé "le Français", qui s'est fait tuer par ses voisins. Un livre "pour enfants" pour le moins pervers puisque le lecteur apprend au moins trois méthodes pour tuer quelqu'un, un vocabulaire assez ardu et pour clore le tout, plusieurs appels à la prière. Surprenant de la part d'Utovie !





## A L'ABRI DES ONDES

Quelques idées, propres à nourrir un débat, seraient-elles, par pur hasard, restées accrochées aux lignes qu'on va lire. Il s'agit moins de théories ou de polémiques que de la relation d'une expérience : un an sans radio.

Le but est d'observer les effets d'un sevrage radiophonique total sur un individu vivant à une époque (le XXème siècle) où la radio, comme d'autres techniques de télécommunication, a reculé les limites de l'information et du divertissement de masse à celles de la planète. Observation analogue à celle qu'opèrent sur leur propre corps certains jeûneurs : mais c'est le corps social, autant que l'individu lui-même, qui est ici le terrain du métabolisme. Qu'un seul auditeur se retire du jeu de la radiophonie, et c'est son entourage qui se trouve forcé de modifier, si peu que ce soit, le champ des échanges avec lui. Car, au bout de quelques temps, le non-auditeur ne soit plus vraiment de quoi l'on parle, quand on évoque devant lui telle émission, telle anecdote, tel animateur. Non qu'il puisse de bonne foi nier de s'en souvenir, mais quelques mots de "radio buissonnière" ont suffi à reléguer dans sa mémoire ce qui naguère assurait sa connivence avec les auditeurs.

**Conditions de l'expérience.**  
Premièrement, le sujet ni sourd, ni solitaire et n'estimant pas nécessaire de porter en permanence des boules de cire dans les oreilles n'a pu s'isoler parfaitement. La radio, parfois s'entend sans qu'on l'écoute : chez le coiffeur, dans un taxi, dans un magasin, ou simplement chez lui, à travers les cloisons... au total, une demi-heure en une année. Deuxièmement, l'expérience s'étant déroulée sur le terrain de l'information et de la télécommunication, il importe de savoir que le sujet disposait d'un téléphone et d'un télécopieur, et qu'il bénéficiait des services de la poste et de la lecture quotidienne d'un journal. Troisièmement, l'expérience n'avait rien de secret, bien au contraire. Quatrièmement, n'ayant pas renoncé à l'avance aux consignes qui seraient données par les autorités en cas de tremblements de terre, le sujet avait toujours à portée de la main, même en voyage, un transistor en état de marche. Cinquièmement, le non-auditeur à l'essai était déjà, depuis deux ans, non-téléspectateur. Cette condition est sans doute la plus importante. La télévision a tellement envahi l'espace que son bruit et son discours recouvrent pour ainsi dire ceux de la radio. Que celle-ci se retire du siège de votre infimité, le siège n'en

continue pas moins de plus belle, si vous ne repoussez les assauts de la télévision, jusqu'à la faire battre en retraite.

### Impressions

Je... pardon ! l'expérimentateur, le sujet de l'expérience et l'auteur de ces lignes étant une seule et même personne, il sera plus simple de dire "je". D'autant qu'il s'agit, plus que d'un bilan objectif et exhaustif, de quelques impressions et observations personnelles. Je, donc, n'ai pas écouté une seule fois la radio entre le 13 juillet 1995 et le 13 juillet 1996, mettant ainsi fin à plus d'un quart de siècle d'audition ininterrompue. Mes premiers souvenirs d'auditeur remontent à l'âge de onze ans environ, quand le soir, une fois au lit, je tenais sur mon ventre, entre mes mains, le poste offert par ma grand-mère et que, dans le noir, je m'évadais par les ondes. Depuis, qu'ai-je entendu ? Des chansons, des musiques, des informations ; mais aussi une logorrhée, docte, intime et triviale ; mais encore, et par-dessus tout, cette sécrétion protéiforme devenue le cancer de la télécommunication : la publicité. De tout cela, que me manque-t-il, aujourd'hui, après un an de sevrage ? Tout ce que j'ai entendu avant m'a-t-il nourri ? Chaque aliment avait-il une valeur nutritive qui le rendit indispensable, sinon à ma culture, du moins à mon bien-être et à mon épanouissement ? Les interviews pas exemple. Ces pièges où se laissent tomber avec une certaine complaisance les hommes et les femmes d'exception, pour le plus grand plaisir de l'auditeur, qui a enfin accès, grâce aux inévitables failles de la parole spontanée, à leur intimité. Combien d'heures n'ai-je passées à guetter, chez tel ou tel artiste, écrivain, savant, explorateur, ce que jamais son œuvre ou le récit de ses travaux, de ses exploits, ne m'aurait livré ? Je ne crois pas me leurrer en affirmant que ces interviews, qui me semblaient l'apanage de la radio, ne me manquent pas aujourd'hui. Le temps que j'y consacrais m'aurait permis d'approfondir ma connaissance de l'œuvre, de ces personnages hors du commun, œuvre sans laquelle, d'ailleurs, je n'aurais aucune raison de m'intéresser à leur intimité. Cette inanité probable des interviews se cache sous toute forme de production radiophonique. Faut-il le démontrer ? Osons plutôt une lapalissade : la radio n'existait pas quand elle fut inventée, il y a cent ans. (...) Une fois la radio inventée, on s'est cru obligée d'en faire usage. Cette seule donnée historique, aucune justification postérieure ne

l'occufera. La radio est tout, sauf indispensable. Elle n'est rien qu'une géniale invention suivie d'un siècle de remplissage.

**Qu'ai-je donc perdu pendant un an ? Rien.** Qu'ai-je gagné ? Un peu de liberté. Je m'informe quand je veux, grâce à mon journal, et plus seulement à 8h, à 13 h ou 19 h. Et je m'informe au gré de mes appétits ; adieu la bourse ! adieu le fiercé ! adieu le football ! Et surtout, adieu les commediaires ! Je ne soupçonnais pas moi-même à quel point les radiations publicitaires passent par la radio, fût-elle de service public. Je ne parle pas seulement des marques, des slogans énoncés dans le crâne de l'auditeur à force de matraquage à répétition et à heure fixe. Je parle de tous ces livres, disques, films, spectacles et "produits" culturels en tous genres, rabaisés, par le discours même censé les promouvoir, à l'état d'articles de commerce. (...) Qu'ai-je gagné surtout ? Cela que, par nature, jamais aucune radio ne pourra offrir : le silence. Quand cesse enfin la papotage, ce bourdonnement fébrile, étranger, aliénant, le monde et moi pouvons reprendre nos échanges. A notre rythme.

### Et mon entourage ?

Qu'a-t-il retiré de mon expérience ? Dans l'un de ses Petits poèmes en prose, Baudelaire imagine deux petits garçons qui s'observent à travers les barreaux d'une grille de château. Côté parc, l'enfant riche tient à la main un jouet, une poupée rutilante, aussi magnifiquement vêtue que lui-même. Côté route, l'enfant pauvre tient aussi à la main son jouet favori. Ce jouet fascine l'enfant riche, qui n'a d'yeux que pour lui. Car que tient l'enfant pauvre ? Un rat ! Prisonnier de la vie de château à l'intérieur des grilles, l'enfant riche est fasciné par une trouvaille aussi simple que naturelle : un rat ! Mes amis, transistor à la main, n'étaient-ils pas, au fond, un peu jaloux d'une trouvaille aussi simple que naturelle : ne pas écouter la radio ? Prisonniers d'un vice confortable, pouvaient-ils montrer autre chose que de l'ironie et du septicisme ? Une amie, tout de même, a reconnu avoir tiré profit de mon sevrage... Il lui arrive de ne plus "supporter" la radio. Comme quoi, on se déhabitue plus vite qu'on ne croie !

J'ai rencontré aussi de l'hostilité. On m'a reproché, parfois avec véhémence, de m'"enfermer", de m'"isoler", de me "couper du monde". Parce que je ne regardais pas la télévision et n'écoutais pas la radio ! Serais-je paranoïaque ? Ce reproche me déconcerte. S'ouvrir au monde ? Soit. Mais auquel ? Au monde abstrait, parallèle, artificiel de la frénésie médiatique ? Non. Au monde immédiat, qui commence au bout de mes doigts et finit où mes pieds s'arrêteront. S'ouvrir à ce monde-là exige de se fermer à l'autre. Comme disaient mes contradicteurs, imaginant sans doute me coincer, il faudrait aussi renoncer aux journaux, au téléphone... En effet, ces deux nouvelles étapes, a priori utopiques, font peut-être partie du processus de désaliénation.

(...) Ne pas regarder la télévision est une fête de tous les instants, une fête réservée à ceux qui ont compris, une fois pour toutes, à quel point

les pouvoirs mondiaux conspirent à assoir chaque homme devant un téléviseur. De cette conspiration, la radio est loin d'être absente. Elle tient par la main le citoyen, dont l'autre main est tenue par la télévision, qui marche à son tour, main dans la main, avec la radio, fermant ainsi la ronde du conditionnement. J'exagère ? Voyez les passerelles qui relient les deux grands canaux de la désinformation de masse : combien d'émissions de radio sur la télévision ? Combien d'émissions de télévision invitent des amateurs de radio ? Combien de fois dans leurs carrières, certains journalistes sont-ils passés d'un média à l'autre ? Mais, si ne pas regarder la télévision objet d'un culte universel, est la plus subversive des grèves, le plus excitant des boycottages, ne pas écouter la radio ne procure aucune jouissance : cela relève plutôt de la diète ou du sevrage. Le non-téléspectateur commet un acte plus politique qu'hygiénique, le non-auditeur un acte plus hygiénique que politique. La prise de drogue, on le sait, est liée à des carences qui se font plus ou moins sentir suivant les moments de la journée ou les périodes de la vie. Je n'ai, durant cette période de sevrage, souffert d'aucun état de manque. Simplement, j'éprouvais parfois l'envie subite, irrépressible, d'empoigner mon transistor et de capter l'une de mes stations favorites : cette envie me venant, significativement, dans les moments de solitude, personne ne pourra témoigner que je n'y ai pas cédé une seule fois.

(...) L'information radiophonique au sens strict a ceci de particulièrement grave qu'elle rend compte de l'actualité sur le mode de l'émotion, dont aucune voix ne peut se départir. Je feuilletais tranquillement des magazines chez un marchand de journaux, quand la musquette d'ambiance fit place à un flash : sept moines français venaient de se faire égorger en Algérie par des fanatiques musulmans. Je fus ému. Comment ne l'aurais-je pas été ? Le mort d'un homme ne laisse jamais indifférent. L'horrible assassinat de sept "innocents", nouvelle d'autant plus émuissante, m'était assenée avec un surplus d'émotion, sincère ou commandée. L'émotion chez moi fit place à l'agacement, je m'enfuis du kiosque. Quand j'appris, deux ou trois jours plus tard - par mon journal ! - que des milliers de personnes s'étaient rassemblées, en hommage aux moines, sur une grande place parisienne, je m'interrogeai sur la nature de cette réaction populaire : chaque manifestant était-il descendu dans la rue, moi par une indignation morale ? Par une analyse politique lucide ? Ou bien par une adhésion grégaire à une débauche d'émotion collective ? (...) **Et maintenant ?**

L'expérience est terminée. Je n'ai toujours pas réécoulé la radio. Pas seulement pour m'observer en vue de ce bilan. Pourquoi ne pas l'avouer ? Ça me dérange parfois d'ouvrir mon poste. Le sevrage n'est donc pas terminé. Un an ne suffit peut-être pas. Je continuerai, mais en souplesse, sans contraintes, ni interdits. Et puis un jour, je jetterai mon transistor. Et si la terre tremble ? Je tremblerai avec. Yvon GRADIS Paris.





*mangez vrai, mangez bio!*

# MARJOLAÏNE

**9-17 NOVEMBRE 1996**

tous les jours de 11h à 19h30 nocturnes gratuites de 17h à 22h les 12 et 15 novembre

**400 EXPOSANTS**

**GRAND MARCHÉ BIO, SANTE, BEAUTE,  
ARTISANAT, TOURISME VERT, ENVIRONNEMENT**

SOUS L'ÉGIDE DE NATURE ET PROGRES

PARC FLORAL DE PARIS - BOIS DE VINCENNES

RER: VINCENNES — M° CHATEAU DE VINCENNES, NAVETTES GRATUITES



SPAS 86 rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 01 45 56 09 09 - Fax. 01 44 18 99 00



## LA CHASSE A L'ECOLO EST OUVERTE AU MONDE

Les écologistes sont habitués aux campagnes de calomnies lancées périodiquement contre eux, chaque fois qu'ils dérangent de puissants intérêts. Elles font partie du jeu. Que pour les diffuser des industriels pollueurs et saccageurs se soient une publicité dans les colonnes du Monde, nous n'en sommes pas surpris. Que *Le Monde* la publie, c'est son affaire, il faut bien vivre.

Que le quotidien accepte de passer une publicité contenant des affirmations injurieuses et diffamatoires, présentant les écologistes comme des gens "totalitaires", intéressés par l'argent, "simplistes", et "apportant rarement une solution à la gestion des problèmes d'environnement", voilà qui est peu courant de sa part. L'aurait-il fait pour un texte injuriant monsieur Le Pen ? Mais que de surcroît cette publicité passe anonymement, (édition du 14 septembre) voilà une entorse inédite aux pratiques journalistiques !

*Le Monde* est un journal où les choses inhabituelles ne se font pas par hasard. Un tel manquement à sa déontologie (l'anonymat de l'annonceur) est très lourd de signification. Il implique un appui délibéré au contenu de la publicité, et non la neutralité serine d'une rédaction indépendante des groupes de pression.

Or, les écologistes ont bonne mémoire. Ils n'ont pas oublié les précédentes tentatives du journal d'utiliser des annonceurs pour faire ce que les journalistes hostiles à l'écologie ne peuvent faire ; jeter au visage de leurs lecteurs une série d'affirmations sans arguments ni éléments de preuve, en profitant de l'impunité que procure la publicité (domaine où il n'y a pas de "droit de réponse"). Ils se rappellent la manœuvre de 1984, peu avant les Européennes où des écologistes étaient candidats, quand un "Institut Shiller" dont nul n'entendait plus jamais parler, assimila les écologistes allemands aux néo-nazis ; ils se rappellent aussi la manœuvre de juin 1992 où le journal publia à grand fracas le fameux "Appel de Heidelberg", pamphlet anti-écologie destiné à décrédibiliser la conférence de Rio, et dont le maître d'œuvre fut le sinistre lobby de l'amiante, dont on sait aujourd'hui le rôle dans l'empoisonnement de milliers de personnes. La manœuvre d'aujourd'hui a la caractéristique supplémentaire d'un courageux anonymat.

Cet anonymat, les écologistes l'ont percé. La publicité a été lancée à l'initiative de OMYA, entreprise qui s'est rendue célèbre dans le Sud pour l'affaire de Vingrau, où les écologistes ont fini par mettre un terme au massacre d'un site par ce courageux annonceur. On relit alors mieux la publicité qui vante "l'éthique" et l'intégration de l'environnement dans son "système de gestion" ! Vingrau, ce fut non seulement le mépris de toutes les procédures, le cynisme financier le plus abject et la corruption à tout niveau.

Institut bidon, lobby criminel, industriel saccageur : *Le Monde* choisit bien mal ses amis et... les porte-flingue de ses basses manœuvres.

Yves FREMION  
Ecrivain, journaliste, ancien député.  
Aveyron.

## FIABLE L'ORDINATEUR ?

Pour ceux qui feraient confiance à l'ordinateur, allez savoir combien il va trouver de fautes dans ces quelques lignes :

*"Ont s'étais dix, que puis que le fus états vide, autan vallée l'emplir. Coi que rien ne nous plu mieux que le vain, nous n'en trouvâmes pas d'assez bonne qualité sûre place. Les jeu son tée, lui dis-je, tout cela ait excellent ! A ce moment là Jean viens nous chanté sa romance, et nous voilà tous chantent avec lui en cœur. Tous leu monde il es beaux tous le monde il ait contant ! Nous iront aux restaurant, mes se serais diffi-*

*ciles kart, il ne veule pas mètre trot chair étant tousse indigent au presse queue".*

Le petit coquin d'ordinateur ne trouve rien de défectueux ! Pour lui, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil... et sans défaut !

Le machinophobe  
Val de Marne.

**Silence :** on nez bien da corps !

(note du claviste : j'ai passé le texte au correcteur : le seul mot que l'ordinateur ne comprend pas c'est "machinophobe" !)

## ON AVANCE !

Grâce à Phébus, mon comp-  
teur EDF tourne à l'envers,  
spectacle ô combien jouissif !  
Grâce au SEL, j'ai échangé  
hébergement contre légumes  
et fruits bio et tout frais cueillis,  
je me porte mieux, j'améliore  
ma santé.

Aux Journées d'été des Verts,  
dans les Landes, j'ai enfin ren-  
contré des élus écolos, ô pas  
nombreux, mais ils existent.  
J'ai aussi eu droit à un vélo en  
venant par le train et la bouffe  
de midi était bio-végétarienne  
(...)

Grâce à Silence, je suis infor-  
mée de toutes les manifs et  
peut y rencontrer tout-e-s les  
copains, les copines.

Merci à tous.  
Paule BESSE  
Hérault.

## ELECTIONS ET STRATEGIES

(...)  
1° Un parti novateur comme les  
Verts ne peut perdurer que s'il  
reste totalement indépendant  
des partis de droite comme de  
gauche, qui sont comme cha-  
cun sait, responsables de la  
situation actuelle de notre pays.

2° Toute entente avec un de  
ces partis, au niveau national  
nous grillerait aux yeux de l'opi-  
nion publique qui considère la  
droite et la gauche comme  
incompétentes et corrompues.

3° Le FN qui a assimilé le point 2  
est à 15 % et s'apprête à arriver  
en seconde ou première posi-  
tion sur une centaine de cir-  
conscriptions aux prochaines  
législatives de 1998.

4° Les Verts qui ont abandonné  
le point 2 sont à 3 % et passent  
leur temps à quémander des  
circonscriptions au PS.

5° En abandonnant les dyna-  
miques de votes contestataires,  
utopistes et propositionnels  
immédiats au profit d'une phra-  
séologie d'experts et de politi-  
ciens, les majorités vertes  
actuelles laissent au FN le  
monopole de la contestation  
et de l'alternative politique  
dans ce pays (...)

Michel KOUYATE  
Paris.

## PRISONS : LA TORTURE BLANCHE

(...) Malgré les multiples black-  
out au cours des dernières  
années quant à traiter de la  
barbarie carcérale, et particu-  
lièrement de l'isolement et des  
mitards, une lutte revendiquant  
l'abolition de la mort lente et la  
sortie immédiate des emmurés  
serait difficilement gérable par  
le pouvoir. Il s'agit là d'un avis  
que nous proposons à la  
réflexion de tous.

Partout en Europe, quartiers  
d'isolement et mitards étouffent  
en toute légalité les rebelles et  
les révolutionnaires : une répres-  
sion sociale et politique, inté-  
grée au processus de fascisa-  
tion mis en œuvre par les Etats.  
Les expulsions racistes, d'indivi-  
duelles avec la "double peine",  
sont devenues toujours plus col-  
lectives. Le charter symbolise  
concrètement l'exclusion des  
populations du Sud et de l'Est,  
nouveau Sud, hors des pays les  
plus riches. L'illégalité de  
l'expulsion de combattants  
basques vient d'être légalisée  
lors de la dernière réunion du  
G7. Un accord d'extradition  
rétroactif vient d'être signé !  
Tout cela n'est pas sans lien.  
Isolement, expulsion raciste,  
extradition : les "Etats de droit",  
pierre après pierre, construisent  
la forteresse des nantis. En sont  
exclus l'"anti-social", le révolu-  
tionnaire, le partisan basque ou  
kurde... tandis que sont jetés sur  
les chemins et dans les rues les  
"sans travail", "sans toit", sans  
fric, sans rien.

L'aggravation des lois d'extradi-  
tion se décline sur le mode de  
la pérennité et le renforcement  
des lois racistes, général à tous  
les Etats d'Europe occidentale  
et aux USA ces dernières années.  
Limitations toujours plus sévères  
du droit d'asile, incarcérations  
des demandeurs d'asile sous  
une forme ou une autre, expul-  
sions en pagaille, armées aux  
frontières... Cette aggravation  
s'inscrit dans l'acceptation du  
système carcéral et particulière-  
ment des quartiers d'isolement  
comme mode interne d'exclu-  
sion radicale des antagonismes.  
L'ordre bourgeois est normalif.  
Tandis que les extraditions entér-  
inent le consensus inter-éta-  
tique pour nier les antagonismes  
politiques - la répression contre  
les mouvements de libération,  
kurde en RFA, basque en France  
étant l'exemple par excellence.  
De l'exclusion du droit au travail  
- ou à la paresse - en passant  
par l'exclusion carcérale, les  
expulsions racistes et les extradi-  
tions, les pouvoirs en Europe  
poursuivent la guerre de classe.

Nathalie MENIGON  
et Joëlle AUBRON  
Prisonnières d'Action Directe  
depuis 1987.

# ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Puisque vous accueillez volontiers les opinions de vos lecteurs, je voudrais réagir à la lettre d'Aimé Mollé. Le conditionnement des populations par la monnaie est, certes, déplorable, mais il faut l'utiliser comme un levier pour réussir les changements qui s'imposent. La pollution et tous les coups tordus, la misère dans l'abondance ne sont pas là par hasard. On ne peut attendre autre chose en économie de profit ! Les expériences locales ou régionales, c'est bien. Elles doivent être poursuivies, mais l'économie étant tout un ensemble de mouvements, doit impérativement faire l'objet de mesures d'ensemble. Que cela plaise ou non, les problèmes ne sont plus seulement du ressort des

entreprises privées. Il ne faut donc pas oublier ces mesures visant des changements profonds. L'abondance permet de donner aux uns sans prendre aux autres. Mais c'est impossible en régime de profit. Ce n'est pas l'abondance qui génère la pollution, mais la lutte contre l'abondance et la fuite en avant pour tenter de limiter la crise et d'échapper aux transformations indispensables. Agribio et économie distributive sont deux incontournables. Il y a des moments comme cela dans l'Histoire. Voir Louis XVI et ses ministres. Tous finirent par reprendre les idées de Turgot : trop tard !

Jean MESTRALLET  
Haute-Savoie.

# ERRATA

Dans le numéro 208, vous avez commis quelques petites erreurs de nom et d'adresse :  
p. 11. Ecolo-J 44 a changé de nom le 24 juin 1996 et a changé d'adresse depuis septembre 1995 : *Chiche 44, 2 boulevard de Launay, 44100 Nantes, tél : 02 40 71 82 66...* et c'est en Bretagne, SVP.  
p. 27, même erreur, pour l'opposition au Carnet, il faut contacter *Chiche 44, Ecologie-Solidarité ou l'AREV à la Maison des Alternatifs et des Ecologistes Locaux, MAEL, 2 boulevard de Launay, 44100 Nantes, tél : 02 40 71 82 66.*  
Ugo DE MAUBEUGE  
Nantes.

# Abonnement

<input type="checkbox"/>	Particulier	12 n°	240 F
<input type="checkbox"/>	Don-tom et étranger	12 n°	290 F
<input type="checkbox"/>	Institution	12 n°	480 F
<input type="checkbox"/>	Soutien	12 n°	300 F et +
<input type="checkbox"/>	Petit futé	24 n°	420 F
<input type="checkbox"/>	Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	630 F
<input type="checkbox"/>	Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	950 F
<input type="checkbox"/>	Petit budget	12 n°	190 F

Attention ! 12 numéros ne correspondent pas à un an

# Librairie

<b>Hors-série Silence</b>	
<input type="checkbox"/>	Paris Dakar : Pas d'accord..... 25 F
<input type="checkbox"/>	La menace climatique..... 30 F
<input type="checkbox"/>	Radioactivité, les faibles doses..... 30 F
<input type="checkbox"/>	Energies renouvelables..... 30 F
<input type="checkbox"/>	Les métiers de l'écologie..... 70 F
<input type="checkbox"/>	Du chômage à l'autonomie conviviale..... 30 F
<b>Éditions Silence</b>	
<input type="checkbox"/>	Où va le climat ?..... 40 F
<input type="checkbox"/>	Le soleil à votre table..... 89 F
<input type="checkbox"/>	La liberté de circuler..... 70 F
<input type="checkbox"/>	Nucléaire ? Non merci..... 75 F
<input type="checkbox"/>	Le nucléaire détrôné..... 30 F
<input type="checkbox"/>	Séphastoche, mon premier cuisinier..... 36 F
<input type="checkbox"/>	Superphénix : le dossier..... 30 F
<input type="checkbox"/>	Quelle écologie radicale ?..... 70 F
<input type="checkbox"/>	Un cuisinier solaire facile à faire..... 20 F
<input type="checkbox"/>	Construire une cuisine solaire..... 20 F
<input type="checkbox"/>	Cuisiniers solaires pliables..... 20 F
<b>Diffusion Silence</b>	
<i>Ed. Écosociété (Montréal)</i>	
<input type="checkbox"/>	Pour un pays sans armée..... 65 F
<input type="checkbox"/>	Pour que demain soit..... 65 F
<input type="checkbox"/>	L'écophilie ou la sagesse de la nature..... 65 F
<input type="checkbox"/>	Moi, ma santé..... 65 F
<input type="checkbox"/>	L'écologie politique..... 65 F
<input type="checkbox"/>	Entre Nous, rebâtir nos communautés..... 95 F
<input type="checkbox"/>	Et si le Tiers-Monde s'autofinancait..... 85 F
<input type="checkbox"/>	Deux roues, un avenir..... 80 F
<input type="checkbox"/>	La belle vie..... 65 F
<input type="checkbox"/>	Parce que la paix n'est pas une utopie..... 65 F
<i>Ed. Lucien Somy (Louvain)</i>	
<input type="checkbox"/>	La dignité antimatérialiste..... 50 F
<i>Ed. Atelier de Création Littéraire (Lyon)</i>	
<input type="checkbox"/>	Qu'est-ce que l'écologie sociale ?..... 35 F
<input type="checkbox"/>	Sociobiologie ou écologie sociale..... 20 F
<input type="checkbox"/>	Pour une écologie de la liberté..... 88 F
<input type="checkbox"/>	Écologie et politique de l'anarchisme..... 38 F
<input type="checkbox"/>	Le rêve au quotidien..... 75 F
<i>Ed. Utopie (Londres)</i>	
<input type="checkbox"/>	La désobéissance civile..... 36 F
<input type="checkbox"/>	Nous sommes peut-être frères..... 36 F
<input type="checkbox"/>	L'homme qui plantait des arbres..... 36 F
<i>Ed. Alternatives (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/>	Le catalogue des ressources..... 180 F
<i>Ed. Courrier du livre (Paris)</i>	
<input type="checkbox"/>	Le solaire pour tous..... 90 F
<i>Ed. Jouvence (Genève)</i>	
<input type="checkbox"/>	Les vraies richesses..... 96 F
<input type="checkbox"/>	Dimension spirituelle de l'écologie politique..... 70 F
<i>Ed. Delecteur (Angers)</i>	
<input type="checkbox"/>	La dictature de la croissance..... 85 F
<i>Ed. Georg (Lansanne)</i>	
<input type="checkbox"/>	Aditifs alimentaires..... 98 F
<input type="checkbox"/>	Gestion des déchets..... 98 F
<input type="checkbox"/>	Les sols..... 98 F
<input type="checkbox"/>	L'eau..... 98 F
<input type="checkbox"/>	La radioactivité..... 98 F
<input type="checkbox"/>	L'alimentation..... 98 F
<input type="checkbox"/>	La diversité biologique..... 98 F
<input type="checkbox"/>	L'air..... 98 F
<input type="checkbox"/>	Le bruit..... 98 F

# Frais de port

<input type="checkbox"/>	1 ouvrage..... 15 F
<input type="checkbox"/>	2 ouvrages..... 28 F
<input type="checkbox"/>	3 ouvrages et plus..... 40 F

Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus  
 Je commande les anciens numéros suivants :

# Je règle un total de :

NOM.....  
Prénom.....  
Adresse.....

Code postal.....  
Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence.

# LIVRES INTROUVABLES

Mi-juin, je commande deux livres chez mon libraire : "Les vraies richesses" des Editions Entente et "La Belle Vie" de Serge Mongeau. J'ai réceptionné le premier début août, le deuxième, après plusieurs coups de fil en Belgique, fin septembre. A l'époque, je n'avais pas pris la peine de lire qu'on pouvait s'adresser chez vous. (...) Comment désirer que les livres dont vous faites la promotion puissent rencontrer et influencer les gens en restants interdits (ou presque) de vente, s'ils ne sont pas accessibles, présentés dans les librairies, s'ils sont réservés exclusivement aux convaincu-e-s ?  
Pierre PAYEN  
Nord

Silence : C'est vrai que les frontières demeurent un obstacle important. C'est pourquoi nous essayons de développer un secteur librairie où l'on trouve ces ouvrages et également des livres d'éditeurs français peu connus. Et même pour nous ce n'est pas facile.

# INDEPENDANCE

Je profite de mon réabonnement pour vous dire tout le bien que je pense de votre publication. Bien que fondatrice et encore active participante d'Isère-Nature (Ndrr : revue de la FRAPNA-Isère), je vous ai déjà écrit que je considérais votre publication comme le meilleur journal écologique que je connaisse. Vous avez la chance de pouvoir dire tout ce que vous pensez, alors que nous sommes liés à une certaine modération, étant une fédération d'associations, allant du Club Alpin Français à la petite association locale, souvent uniquement motivée par son problème immédiat (mais que nous incitons à s'intéresser aux problèmes écologiques plus généraux), en passant par les pêcheurs à la ligne ! Nous sommes le plus petit dénominateur commun à ces 80 associations qui ne s'intéressent bien souvent qu'à un aspect de l'écologie. Pendant longtemps, nous n'avons pas pu exposer nos idées antinucléaires, beaucoup de nos adhérents travaillant au Centre d'Études Nucléaires de Grenoble ! (...)  
Juliette BOUCHERLE  
Isère.

# anciens numéros

162	La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte..... 20 F	177	Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable..... 20 F	196	Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. Les urnes ou la vie..... 23 F
165	Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville..... 20 F	178	Comment dénucléariser ? Citoyens pour la paix. Conspiration. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestène. Malville. Importations de déchets. Mac-do..... 20 F	197	La défense par actions civiles (1). La Hague. Crimen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. ASI. Coface..... 23 F
169	Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts..... 20 F	181	Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres..... 23 F	198	Ni décharges, ni incinérateurs. Lobby des transports. Défense par actions civiles (2)..... 23 F
170	Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Énergie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales..... 20 F	182	Energies douces au Sud (2) : Burkina, Mali, Tunisie, Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F	199-200	Écologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierickx, Fernex, Galland, Galtié, Lalande, Lipietz, Mongeau, Parkin, Waechter. Turquie sanglante. Santé et autonomie (5)..... 35 F
171	Pollutions électromagnétiques. Pêcheurs. Malville. Inondations et aménagement doux. A. Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire..... 20 F	183	Les centres écologiques. Malville. Écologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?..... 23 F	201	Marée noire sur les droits de la personne. Shell au Nigéria, Total en Birmanie, Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat..... 23 F
172	Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations..... 20 F	184	Bretton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équilibrée en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Énergies renouvelables. Bhopal..... 23 F	202	Soyons Réseau-nables, la Maaforn de Pantin. Prinevère, L'Impatient, Cuisinier solaire..... 23 F
173	Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport..... 20 F	185-186	Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes..... 35 F	203	Sortir du nucléaire. Mythes du nucléaire. Sites dangereux, déchets, Tchernobyl. Economies d'énergie, énergies renouvelables..... 23 F
174	Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic/Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)..... 20 F	187	Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière..... 23 F	204	G7 : l'argent d'abord. Les autres voix de la planète. Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Nouvelle culture du travail..... 23 F
175	Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F	188	Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Le nucléaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme..... 23 F	205	Radis actifs, Mérieux et le G7. Stéclage solaire au Népal. Boutelles plastiques. Médias face au mouvement social..... 23 F
176	Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)..... 20 F	189	Autonomie toujours, Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence..... 23 F	206-207	Face au G7, ouvrons-la ! Economie solidaire. Crise mexicaine. Les maîtres de l'Europe. Questions vaches. Presse différente. Antinucléaires allemands. Combattre Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et temps de travail 35 F
		190	Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?..... 23 F	208	Pour des villes sans voitures. Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ? Vallée d'Aspe. Bilan du Centre-G7..... 25 F
		191	Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands..... 23 F	209	Exit le service, reste l'armée. Santé et autonomie (8). Eoliennes et coopératives. Saus-Papiers. Civilisation folle..... 25 F
		195	Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire..... Israël : Vanunu. Somport..... 23 F		

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.



du 5 au 8 décembre 96

Agriculture biologique  
Artisanat  
Beauté et santé  
Vêtements au naturel



# Vivez Nature

la Villette - Paris  
Cité des Sciences et de l'Industrie

de 11h à 19h30 : les 5 et 8 décembre 96  
de 11h à 21h30 : les 6 et 7 décembre 96

Entrée, tarif normal : 25 F

Avec invitation à tarif réduit : 15 F (à nous demander\*  
ou à retirer auprès de points de vente de produits biologiques)

Enfants - 12 ans : gratuit

Métro : Porte de la Villette - Bus : 75, 150, 152 et F  
Parc-autos : parc souterrain de la Villette

L'événement  
de la bio à Paris

Pour tous renseignements complémentaires, programme des conférences et invitations à tarif réduit\* :  
Vivez Nature - 105, rue des Moines - 75017 Paris - Tél : 01 40 25 47 28

